Montréal dimanche 15 mars 2009 Le plus grand quotidien français d'Amérique • 125e année N° 143 48 pages, 4 cahiers **89 ¢** taxes en sus – Édition provinciale **97 ¢**
Le prix peut être plus élevé en régions éloignées

ADIEU BASHUNG

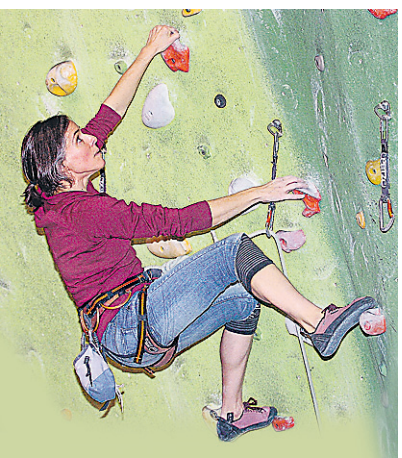
Alain Bashung s'est éteint hier. Des deux côtés de l'Atlantique, le géant de la chanson française s'était gagné l'affection d'un large public et le respect des critiques.

PAGES **A2** ET **A3**

« À 61 ans, il en avait encore tant à dire »
– ALAIN BRUNET



PHOTO LUDOVIC CAREM



40 ANS?

Il n'est jamais trop tard pour apprendre!

VIVRE EN SANTÉ
PAGES **1** ET **2**

PHOTO FOCUS 1

IMPÔTS 2008

CES OUBLIS QUI COÛTENT CHER

À VOS AFFAIRES
PAGES **A19** À **A22**

MEXIQUE

NOUVELLE FRONTIÈRE POUR LA VIOLENCE

LE REPORTAGE DE NICOLAS BÉRUBÉ
PAGE **A14**

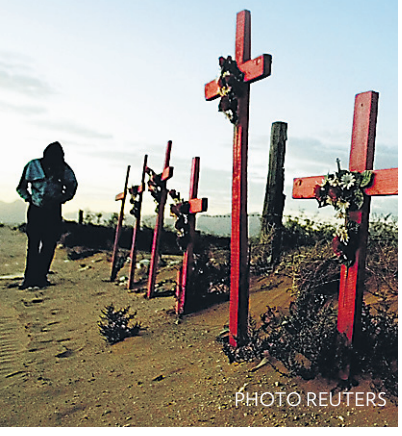


PHOTO REUTERS

DENNIS LEHANE

Écrire ce que l'on a envie de lire

LECTURES PAGE **1**

Mon clin d'œil
STÉPHANE LAPORTE
L'arrivée de Michael Sabia à la Caisse de dépôt est accueillie avec autant de joie que si Don Cherry devenait entraîneur du Canadien.

Venez voir mon blogue!
cyberpresse.ca/laporte

DIM 6 21924 12352 3



RECORD DE GAINS EN SAISON RÉGULIÈRE
MARTIN BRODEUR REJOINT PATRICK ROY

PHOTO BERNARD BRAULT, LA PRESSE

551 FOIS VICTOIRE!

Bien appuyé, le gardien québécois des Devils a raison du Tricolore dans un match historique.

DEVILS 3 CANADIEN 1

SPORTS PAGES **1** À **4**

BOB GAINEY DERRIÈRE LE BANC
Pour l'électrochoc, on repassera

LA CHRONIQUE DE JEAN-FRANÇOIS BÉGIN
SPORTS PAGE **4**

SÉRIE
ADOS EN DÉSINTOX

« JE POUVAIS PRENDRE 100, 200 *PUFFS* PAR JOUR. »

SOPHIE ALLARD ET ALAIN ROBERGE
PAGES **A12** ET **A13**



PHOTO ALAIN ROBERGE, LA PRESSE

EXCLUSIF
LE PRÉSIDENT DE LA FTQ SUR LA SELLETTE

MICHEL ARSENAULT FAIT SON MEA-CULPA

VIOLAINE BALLIVY PAGE **A5**
LA LETTRE DE M. ARSENAULT **FORUM** PAGE **A16**

NOUVEAU PATRON À LA CAISSE DE DÉPÔT

L'ÉDITORIAL D'ANDRÉ PRATTE, NOTRE CARICATURE ET VOS RÉACTIONS **FORUM** PAGES **A16** ET **A17**

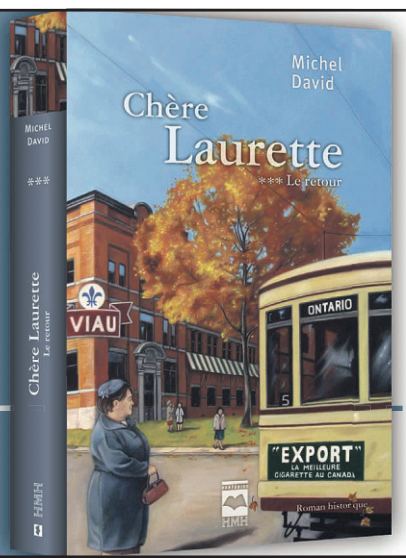
Darfour > Fin du cauchemar pour une infirmière montréalaise



PHOTO NASSER NASSER, AP

Laura Archer est libre. Après trois jours d'angoisse, l'infirmière montréalaise a finalement été relâchée avec trois autres travailleurs de Médecins sans frontières (MSF), hier. Ils ont atterri à l'aéroport d'El-Facher, au Darfour-Nord (notre photo). « Tout va bien, on n'a pas été maltraités », a déclaré l'otage français, Raphaël Meunier. Laura Archer s'est montrée plus laconique que son confrère. « Je suis d'accord avec Raphaël, il a parlé pour l'équipe. »
Compte rendu de Martin Croteau en page A8.

Plus de 60 000 copies vendues



Chère Laurette
Tome 3 - Le retour
Michel David
520 pages

Hurtubise
www.hurtubisehmh.com

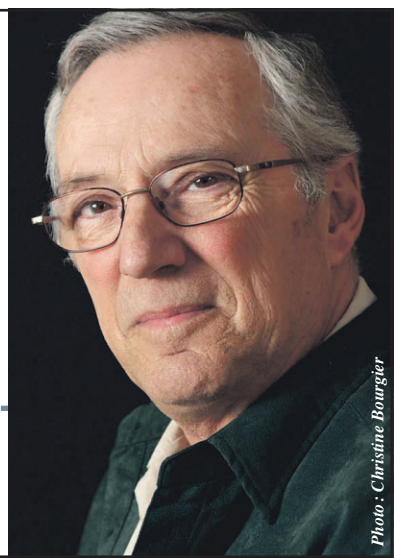
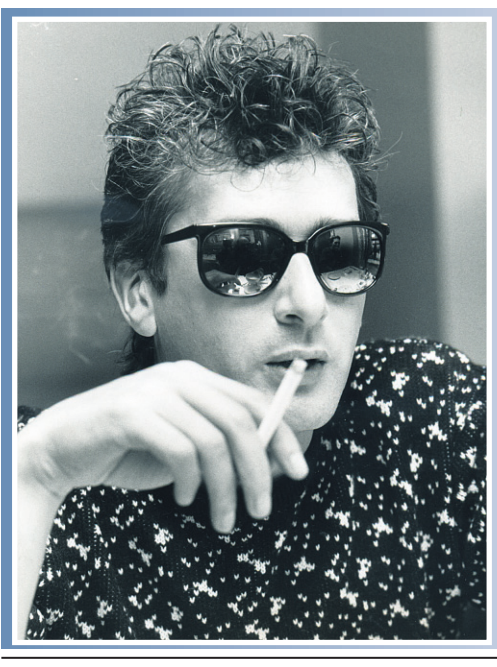


Photo : Christine Bourgier

1752570A

ALAIN BASHUNG, 1947-2009



SA VIE EN 10 DATES

PHILIPPE RENAUD, COLLABORATION SPÉCIALE

1er décembre

1947

Alain Baschung (de son vrai nom) naît d'une mère bretonne et d'un père d'origine algérienne, qu'il n'a jamais connu. Élevé par sa grand-mère, en Alsace.

1964

À Paris, l'étudiant en comptabilité et guitariste monte son premier groupe de rockabilly, les Dunces, compose pour d'autres et enregistre son premier single, ***Pourquoi rêvez-vous des États-Unis?***, lancé par Philips deux ans plus tard.

1972-1973

Bashung (il abandonne alors le « c » dans son nom) collabore aux albums de Dick Rivers puis, en 1973, interprète Robespierre dans l'opéra-rock ***La Révolution française.***

1977

Passé chez Barclay après avoir rencontré le parolier Boris Bergman, Alain Bashung lance ***Roman photos***, un disque peu remarqué.



1980

Après la sortie de l'album ***Roulette russe*** (1979), Bashung enregistre son premier succès, ***Gaby, oh Gaby***, qui le rendra célèbre. Il connaît à nouveau le succès l'année suivante avec la chanson ***Vertige de l'amour*** (sur *Pizza*).

PHOTOS ARCHIVES LA PRESSE, AFP, AGENCE DALLE

UN PHARE S'ÉTEINT

PHILIPPE RENAUD
COLLABORATION SPÉCIALE

Avec la mort d'Alain Bashung, la chanson française perd un monument – « le dernier des géants », a écrit l'hebdomadaire *Les Inrockuptibles* en 2008. Le ténébreux et brillant compositeur, interprète, guitariste et acteur a perdu le combat qu'il livrait contre le cancer depuis plus d'un an. Il avait 61 ans.

L'artiste, instantanément reconnaissable à sa voix douce et grave, à ses lunettes fumées et à ses cheveux gris, s'est éteint hier après-midi à l'hôpital Saint-Joseph, à Paris, entouré de ses proches, ont confirmé des représentants de sa maison de production, Garance Production. Celle-ci avait annoncé il y a quelques jours l'annulation de trois concerts qu'il devait donner hier soir et la semaine prochaine au Grand Rex de Paris.

En dépit de sa maladie et de ses traitements de chimiothérapie, Alain Bashung n'avait jamais abandonné son public. Il avait donné des spectacles tout l'automne et avait repris sa tournée en février dernier.

« Je voudrais vous remercier parce que vous m'avez tellement aidé, donné beaucoup d'amour », a-t-il déclaré, ému, le 28 février dernier, aux 24es Victoires de la musique, où il a fait sa dernière apparition publique. Ce soir-là, il avait remporté trois autres prix Victoire – ceux de l'interprète masculin de l'année, du meilleur spectacle et du meilleur album chanson pour *Bleu Pétrole*. Avec 11 prix en près de 40 ans de métier, il est l'artiste le plus récompensé de l'histoire des Victoires.

La renommée de Bashung, que d'aucuns (tel Arthur H il y a quelques jours) considéraient comme un héritier de Serge Gainsbourg, avait depuis longtemps rejoint les amateurs de musique francophone du Québec. Les férus étaient déjà tombés sous le charme de *Gaby oh Gaby* au début des années 80. Mais c'est avec *Osez Joséphine*, la chanson et le disque, que Bashung est devenu une star du rock francophone au Québec. Sa dernière visite chez nous remonte à l'été 2005. Il avait créé l'événement aux FrancoFolies avec deux concerts au Métropolis, les 29 et 30 juillet. Pour sa « Carte blanche », il avait invité sur scène Diane Dufresne, Robert Charlebois et Dumas, entre autres.

« Il a amené la chanson ailleurs, vraiment ailleurs, a dit hier Monique Giroux, animatrice à Espace Musique (Radio-Canada) et spécialiste de la musique francophone. Il a retiré les œillères des gens en ouvrant la chanson à d'autres horizons, tant sur disque que sur scène. Hormis peut-être *Osez Joséphine*, Bashung a toujours proposé une chanson différente, pleine d'audace. »

Un legs gigantesque

Dès l'annonce de son décès, hier, les témoignages et les hommages ont fusé. Le président de la République, Nicolas Sarkozy, a souligné qu'il était « un prince et un immense poète », « un chanteur engagé » qui s'était créé une « esthétique musicale sombre et élégante ».

Le parolier Jean Fauque, sur les ondes de France Inter, a rendu hommage à la façon qu'avait Bashung « d'explorer, de sortir des sentiers battus, de se remettre en question, quitte à faire peur ». « C'est plus souvent quelque chose qu'on constate en littérature ou en peinture, a-t-il ajouté. Mais en musique, et en France, cette remise en question est rarissime. »

Alors qu'une nouvelle génération de Français ramène la chanson dans les palmarès, toute une tribu d'auteurs, compositeurs et interprètes audacieux et marginaux, les Dominique A, Albin de la Simone, Claire Diterzi, Benjamin Biolay, Vincent Delerm et autres, perdent un modèle. « Alain Bashung, c'était un phare. On se retrouve sans repères », a dit Joseph D'Anvers, hier, en réaction à la nouvelle.

Atteint d'un cancer du poumon depuis un an et demi, le musicien avait confirmé la chose en avril 2008. Le 1er janvier dernier, Alain Bashung avait été fait chevalier de la Légion d'honneur.

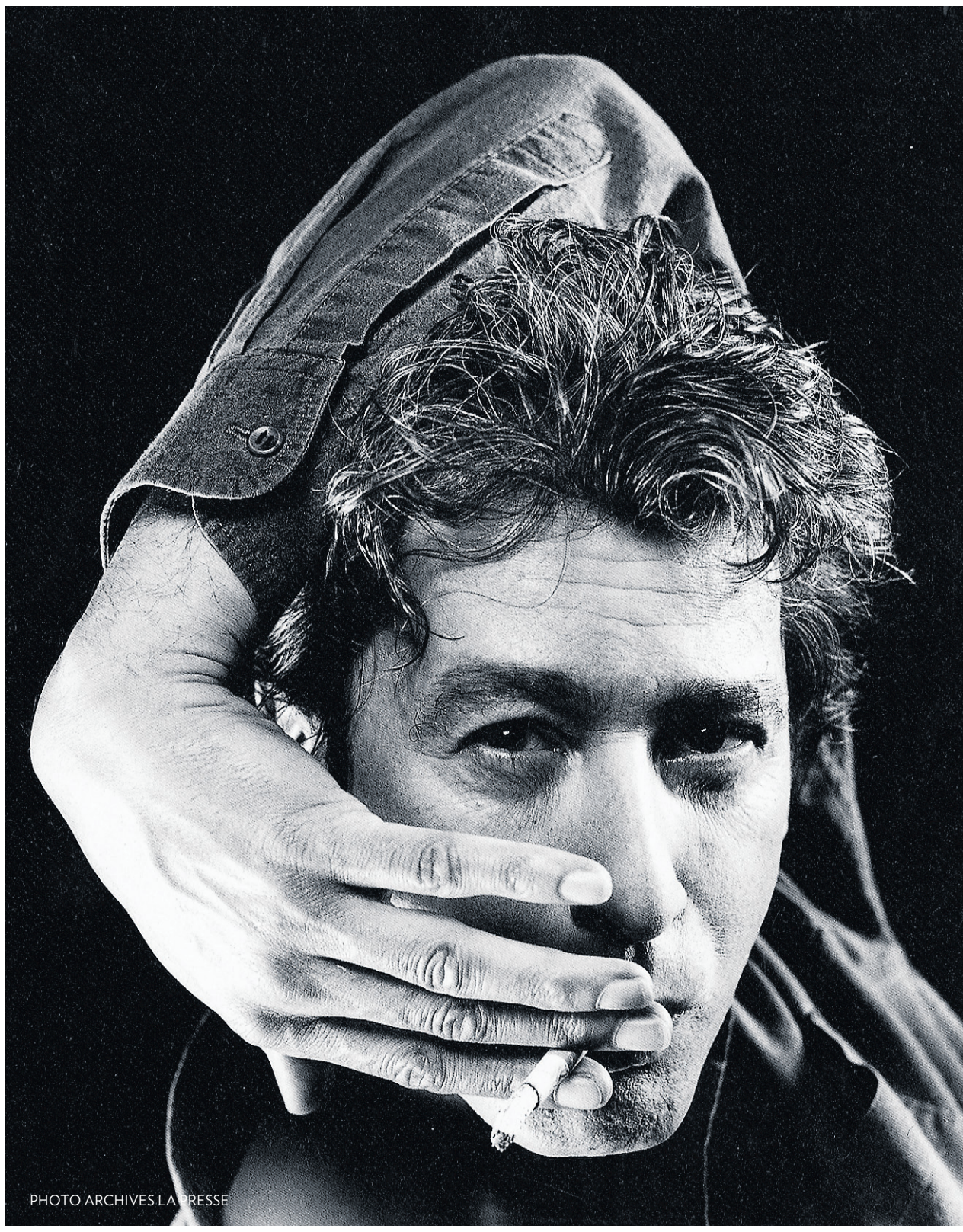


PHOTO ARCHIVES LA PRESSE



PHOTO REUTERS
Bashung recevant un prix Victoire, fin février.

Le plus grand

ALAIN BRUNET

Il y a deux semaines, j'ai vu sur mon écran d'ordinateur Alain Bashung légitimement honoré aux Victoires de la musique. De toute évidence, l'homme était très malade. Visage émacié, voix affaiblie, économie de gestes, teint de spectre. Virtuellement, on avait devant soi un homme condamné.

Caché sous son feutre, ses verres fumés, sa chemise blanche et son costume couleur charbon, il tirait sa révérence. Je me le suis dit, mais je ne l'ai pas écrit. Déni? Pudeur? Qu'importe. La Grande Faucheuse se mirait dans la loge de Bashung, la fin était proche. Si proche? On ne pouvait y croire.

Idem en juin dernier, à l'Olympia de Paris. J'y étais, je lui avais même parlé un bon moment avant d'assister à son spectacle. Est-il besoin d'ajouter que j'avais été bouleversé par tant de générosité? À l'arrière-scène comme dans la salle, on sentait ses collaborateurs comme les fans de la première ligne cultiver l'espoir de sa rémission, et ce, malgré ces statistiques dévastatrices pour tout fumeur atteint d'un cancer du poumon.

Et voilà le choc définitif. La claque malgré cette mort annoncée. Celle du plus grand. Oui, j'ose affirmer qu'Alain Bashung était devenu le plus grand depuis la disparition des Brel, Ferré, Brassens, Leclerc, Gainsbourg, Barbara.

Pourquoi le plus grand? demandez-vous de ce côté-ci de l'Atlantique.

Parce qu'il a d'abord fréquenté la légèreté et l'urgence de la culture pop de son adolescence pour ensuite explorer les profondeurs étranges de la création.

Parce qu'il a extirpé du rock'n'roll, du blues, du folk ou du country des matériaux américains propices à une expression authentiquement européenne, mâtinée de musiques avant-gardistes tous azimuts, de contes symphoniques chargés de cordes soyeuses et de fréquences de synthèse.

Parce qu'il a favorisé la rencontre de l'art véritable et de la culture populaire: il a fait *Gaby oh Gaby, Vertige de l'amour, Osez Joséphine*, mais aussi *Madame rêve, Pyromanes, Le secret des banquises, Résidents de la République, Tel, L'imprudence*.

Parce que sa trajectoire fut un formidable crescendo de substance.

Depuis ses débuts trop collés sur le mythe de l'Amérique, Bashung n'a cessé de raffiner et de bouleverser ses propositions. Issu d'un milieu modeste, il s'est construit intellectuellement et artistiquement. Il a su faire de son corpus chansonnier un puissant véhicule à travers lequel il n'a cessé de s'élever et d'élever nos sensibilités.

Entremetteur brillant, directeur artistique hors du commun, non seulement il a recruté les meilleures équipes de musiciens et de réalisateurs, mais il a aussi catalysé le talent de ses paroliers: Boris Bergman, Jean Fauque, plus récemment Gaëtan Roussel, pour ne nommer que les plus importants, se sont surpassés pour Bashung. Qui plus est, on avait la nette impression que ces auteurs finissaient par se fondre dans l'interprète et le musicien.

À 61 ans, Alain Bashung avait encore tant à dire. Il avait dans ses bottes des montagnes de questions, pour reprendre ces mots suaves de *La nuit je mens*. Il pouvait encore montrer la route.

Le deuil sera bleu pétrole.

SOMMAIRE

Amusez-vous!	SANTÉ 10
Astrologie du jour	SANTÉ 8
Décès	SANTÉ 8
Forum	A16 à 18
Horaire télévision	LECTURES 8
Loteries	A8
Monde	A14 et 15
Personnalité	LECTURES 10
Petites annonces	SANTÉ 5
Sudoku	A21

Météo
Passages nuageux, vents légers, maximum **6**, minimum **-5**. SANTÉ **9**

CYBERPRESSE.CA

Notre correspondant Marc Thibodeau a sondé les Parisiens sur la mort de Bashung. Lisez-le sur **cyberpresse.ca/bashung**

VOUS AVEZ UNE NOUVELLE À NOUS TRANSMETTRE?
nouvelles@lapresse.ca

UN COMMENTAIRE SUR NOTRE JOURNAL?
commentaires@lapresse.ca

ALAIN BASHUNG, 1947-2009



1982
Le chanteur écrit et lance l'excellent ***Play Blessures*** avec l'aide de Boris Bergman et de Serge Gainsbourg.

1991
Bashung entame un nouveau cycle de création avec le parolier Jean Fauque, et touche encore à la gloire avec l'album ***Osez Joséphine***, dont sont tirées ***Madame rêve***, ***Volutes*** et la célèbre chanson titre.

1994
Sortie de ***Chatterton***, succès radio avec ***Ma petite entreprise***, ***J'passe pour une caravane...***

1998
Parution de l'immense ***Fantaisie militaire***, auréolé de trois Victoires de la musique l'année suivante.

2008
Sortie du 14e album de Bashung, ***Bleu pétrole***, qui lui permettra de devenir l'artiste le plus récompensé de l'histoire des Victoires de la musique.





Deux unes du cahier Arts et spectacles de *La Presse* consacrées à Bashung, la première en octobre 1995 et la seconde l'an dernier.



PHOTO AFP

Sans lui

MARIE-CHRISTINE BLAIS

Ça paraît énorme et ridicule quand je le dis – encore plus quand je l'écris – mais, dans ma vie, il y a eu avant et il y a eu après Bashung. Il y a eu moi qui ne croyais plus au rock en français dans un Québec glauque, post-référendaire et en pleine crise financière. Et il y a eu moi retrouvant la foi après avoir acheté l'album *Play Blessures* en 1982, par hasard, au cours de mon premier voyage à Paris.

Je n'avais que faire d'un fils de Dieu dans ma vie. Mais trouver un fils de Musique, devenir une disciple du rock sombre et poétique de Bashung, cela m'était indispensable comme l'air, comme l'eau. Alors, comme bien d'autres, je me suis mise à le suivre, j'ai acheté tous ses disques, je suis allée le voir en spectacle dès que je le pouvais, ici comme ailleurs. Et jamais, jamais je n'ai été déçue par ce seigneur étrange, qui maniait les mots, le désespoir, l'érotisme, la violence et la beauté d'une façon unique.

Avec Jean Leloup, Alain Bashung est le seul artiste que je n'ai jamais, jamais voulu interviewer. Je ne voulais pas savoir s'il sentait bon ou pas, s'il était brillant ou non, s'il était aussi timide qu'on le disait. Je ne voulais pas savoir qu'il était un être humain. Je ne voulais rien que l'aimer. Rien qu'adorer sa musique. Rien que sentir monter en moi une joie sans nom, sauvage, quand je le voyais sur une scène. Chante seulement une parole, et je serai guérie...

Ça paraît énorme et ridicule quand je le dis, encore plus quand je l'écris. Je le sais. Et je m'en fiche. Parce que, plus grande que ma peine, il y a ma gratitude. J'ai eu la chance d'aimer plus que tout un artiste intègre tout du long. J'ai pu chérir un être qui n'a jamais fait dans la facilité, offrant tour à tour disque plus lumineux et album plus difficile d'accès, parce que la vie est faite d'étoiles et d'épines. J'ai eu le privilège de le voir chanter, avec son étonnant timbre de voix, ses longues mains qui semblaient avoir une vie propre, sa distinction naturelle qui lui donnait un air de prince en exil...

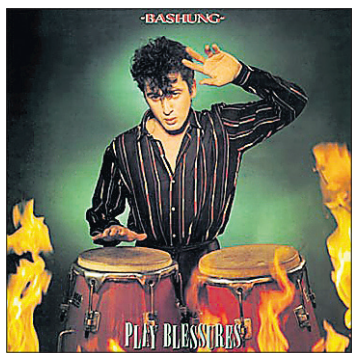
En décembre dernier, je me suis offert un cadeau hors de prix: je suis allée à Paris le voir en spectacle. Et j'ai bien vu que Bashung, mon Bashung, était mourant. Qu'il était presque porté jusqu'à son micro, que ses derniers pas vers le bord de la scène, il les faisait en titubant. Mais je l'ai aussi vu, dès la première note, transporté par la musique, élevé par-delà la douleur par la guitare électrique et le violoncelle, littéralement ravi par la force du rock et de la poésie, empreint de grâce et de dignité par cette fascinante communion qu'on appelle un spectacle...

Et tel un ultime présent, de sa voix intacte, il a fait de chacune de ses chansons une ode à l'une ou l'autre des étapes qui mènent à la mort, de la rage à la paix, de la solitude à l'amour, de la peine à la rédemption, du sordide à l'infinie et incompréhensible beauté de ce monde. Ce monde qui nous a donné Alain Bashung. Ce monde qui n'est plus tout à fait le même pour moi, car il faut désormais y vivre sans lui. Ça paraît énorme et ridicule. Alors, pourquoi cela fait-il si mal?

LES ESSENTIELS D' ALAIN BASHUNG



1 PIZZA
1981



2 PLAY BLESSURES
1982



3 OSEZ JOSÉPHINE
1991

« Après avoir brillamment investi la pénombre de l'âme dans *Novice*, Alain Bashung revient à la charge avec la plus nord-américaine de ses productions. (...) *Osez Joséphine* est simplement superbe. »

— Alain Brunet
(*La Presse*, 15 février 1992)



4 CHATTERTON
1994

« Alain Bashung a comblé ses fans les plus exigeants avec *Chatterton*, album qui ne s'apprivoise pas en criant "Gaby", mais qui révèle un incroyable talent, d'une diversité rare. »

— Marie-Christine Blais
(*La Presse*, 24 décembre 1994)



5 FANTAISIE MILITAIRE
1998

« En phase totale avec son époque, et pourtant loin de goûter la saveur du mois, *Fantaisie militaire* est un de ces disques peu nombreux dont la dépendance croît avec l'usage. »

— Jean-Christophe Laurence
(*La Presse*, 14 mars 1998)

ACTUALITÉS

RECHERCHE DE DAVID FORTIN

Encore une fausse piste à Sorel

DAPHNÉ CAMERON



PHOTO ROBERT SKINNER, LA PRESSE

L'adolescent aperçu sur les images captées à bord du traversier de Sorel n'était pas David Fortin, mais plutôt Michaël Morin-Hébert (ci-dessus), 16 ans. Les policiers et les parents de David Fortin avaient pourtant cru reconnaître le jeune homme disparu depuis plus d'un mois.

SOREL-TRACY — Les recherches pour tenter de retrouver le jeune David Fortin, porté disparu depuis plus d'un mois, se sont abruptement arrêtées hier après-midi à Sorel. Les parents de l'adolescent de 14 ans ont été « démolis » d'apprendre que le garçon vu sur les images captées par une caméra de surveillance du traversier de Sorel n'était finalement pas leur fils.

Après avoir visionné la bande vidéo « au moins 30 fois de suite » vendredi matin, les parents du jeune fugueur étaient « sûrs à 90 % » d'avoir reconnu leur fils.

Il s'agit plutôt de Michaël Morin-Hébert, adolescent de 16 ans venu visiter sa mère à Sorel jeudi soir. Le jeune homme aux cheveux bruns était à bord du traversier à 19 h 30, heure à laquelle un témoin a affirmé avoir aperçu David Fortin.

C'est en écoutant un bulletin de nouvelles et en parcourant les pages d'un journal hier matin que la mère de Michaël s'est rendu compte de la confusion.

« J'ai trouvé que la photo du jeune disparu lui ressemblait, mais c'est lorsque je me suis rappelé qu'il était sur le traversier que ça a cliqué », a expliqué Johanne Hébert. « De plus, le manteau brun sur la description de la police ressemblait beaucoup à celui de Michaël. »

Rapidement, la mère et le fils sont sortis dans la rue pour interpeller des policiers de la Sûreté du Québec (SQ). Les agents ont photographié l'adolescent et l'ont interrogé durant une heure avant de l'emmener au poste du secteur. La SQ a confirmé en début d'après-midi que le garçon sur la bande vidéo n'était finalement pas David Fortin.

Interrogé par *La Presse*, le jeune Michaël s'est dit très triste pour les parents de David. « C'est vraiment plate pour eux, ça ne doit pas être drôle d'apprendre que je suis pas leur fils. Mais au moins, maintenant ils vont pouvoir chercher ailleurs. »

Fin du branle-bas à Sorel

Les parents de David Fortin ont été renversés lorsqu'ils ont appris la nouvelle. Ils s'étaient rendus à Sorel vendredi matin pour regarder les enregistrements et prendre part à la battue menée par plusieurs dizaines de policiers de la SQ.

« Ça ne va pas bien, mais alors là pas du tout, a dit Éric Fortin. Ma femme est démolie, mais j'essaie de ne pas me décourager. Quand même qu'on se mettrait à pleurer, ça ne nous le ramènera pas à la maison. »

Le père de trois enfants s'est dit stupéfait que les images ne soient pas celles de son fils. Il s'agit de la deuxième déception pour les parents, qui s'étaient rendus à Montréal en début de semaine pour visionner des images captées dans le métro. Éric Fortin et sa conjointe n'avaient alors pas reconnu leur fils.

« Nous étions sept proches à visionner la vidéo du traversier pour être sûrs qu'on se fasse la bonne opinion. C'est sûr que l'image était un peu floue, mais même les policiers nous ont dit que c'est l'enfer comment il lui ressemble. »

David Fortin a disparu le 10 février à Alma. Il a prétendu se rendre à l'école mais n'est jamais rentré au domicile familial. Selon plusieurs témoignages, l'adolescent est victime de harcèlement à l'école depuis son jeune âge.

Éric Fortin et sa conjointe, Caroline Lachance, sont rentrés à Alma hier après-midi pour se reposer et se ressourcer. Ils ont quitté temporairement leur emploi pour rechercher leur enfant.

« Toute la famille, va s'encourager et se retrousser les manches, a dit Éric Fortin. Tant que je n'aurai pas trouvé son corps, pour moi il sera encore en vie. »

Ex-collaborateur d'Aristide à l'immigration canadienne

Des avocats réclament le départ du commissaire

MARTIN CROTEAU

Un groupe d'avocats demande à Ottawa de destituer Pharès Pierre, le nouveau commissaire de l'immigration et du statut de réfugié. Ils affirment que le fait qu'il ait déjà occupé des postes névralgiques dans le gouvernement haïtien de Jean-Bertrand Aristide mine la crédibilité du processus d'admission.

Après exprimé des réserves sur la nomination de M. Pierre il y a quelques jours, les dirigeants de l'Association québécoise des avocats et avocates en droit de l'immigration (AQAADI) ont expédié une lettre au ministre fédéral de la Citoyenneté et de l'Immigration, Jason Kenney, pour lui demander de recommander sa destitution.

« M. Pierre ne doit pas occuper le poste de commissaire avec le passé politique qu'il a », résume le vice-président de l'Association, Me Stéphane Handfield.

Le 17 février, Pharès Pierre a obtenu un mandat de trois ans au bureau montréalais de la Commission de l'immigration. Dans ce rôle, il entend les demandes d'asile ainsi que les appels en matière d'immigration et mène des enquêtes dans certains dossiers, notamment des cas de détention.

Or, estime Me Handfield, le nouveau commissaire traîne un passé qui ne convient pas du tout à ses fonctions. Dans les années 90, il a été chef de cabinet du ministre haïtien de l'Intérieur et des Collectivités territoriales avant d'être promu directeur général de ce ministère. Puis, de mars 2002 à février 2003, il a été chef de cabinet du premier ministre Yvon Neptune, sous le régime contesté de Jean-Bertrand Aristide.

« M. Pierre, s'il n'était pas citoyen canadien aujourd'hui, se verrait probablement annuler sa résidence permanente et expulser du Canada, de par ses fonctions passées », dit Me Handfield.

Il souligne que d'autres figures de proue du gouvernement Aristide se sont carrément fait refuser l'accès au Canada dans le passé. Les autorités ont par exemple refusé un visa d'entrée au premier ministre Jacques-Édouard Alexis, en 2004, au motif qu'il s'était fait complice de crimes contre l'humanité. On lui reprochait son inaction devant le meurtre de 11 civils lors d'un massacre connu sous le nom de Carrefour-Feuilles, à la fin des années 90.

« On a un individu qui a travaillé dans le même gouvernement, qui par ses fonctions est probablement au courant des crimes qui ont été commis par le gouvernement, s'il n'a pas, par les décisions qu'il devait prendre, lui-même été complice, affirme Stéphane Handfield. Il ne peut pas agir à titre de commissaire. »

Il n'a pas été possible de joindre un porte-parole du gouvernement pour commenter cette affaire, hier.

Interpellé sur la question plus tôt cette semaine, le ministre Jason Kenney s'est dit inquiet d'apprendre les anciennes fonctions de M. Pierre. Il a admis être le responsable ultime de la nomination. Mais il s'est dissocié du processus de sélection, affirmant qu'il n'avait pas personnellement procédé aux vérifications de sécurité ni interviewé les candidats.

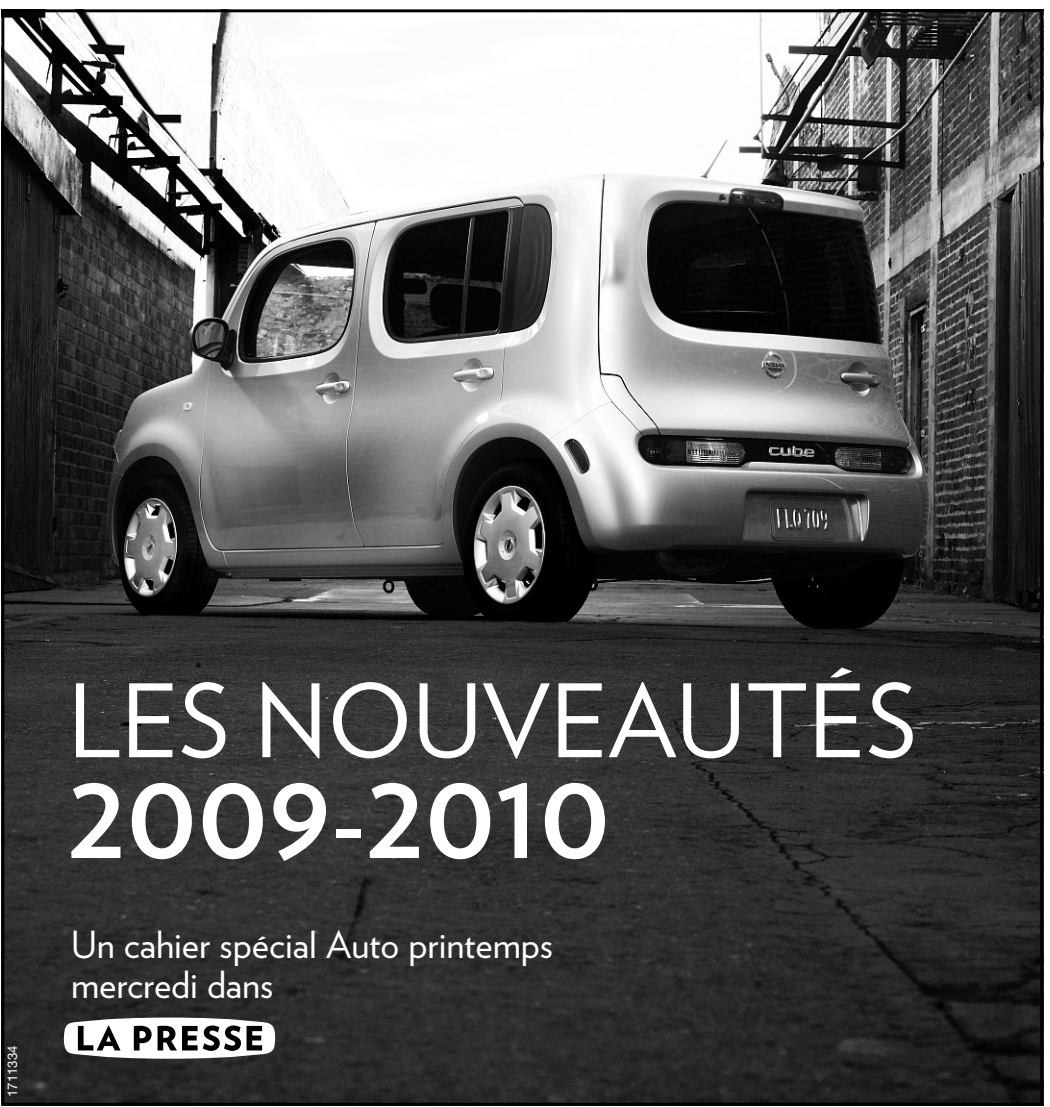
Pharès Pierre a 68 ans. Il a déjà occupé le poste de vice-président et trésorier du comité de direction du défunt Parti progressiste-conservateur de la circonscription de Saint-Jean. Il a également été vice-président de l'aile québécoise de ce parti.

« La personne en question n'était pas associée au Parti conservateur actuel, s'est défendu M. Kenney. Pour ma part, je n'étais pas au courant de ses activités partisanes ici au Canada, ni en Haïti. »

Il a promis de discuter de l'affaire avec le président de la Commission de l'immigration et du statut de réfugié.

Mais cela ne suffit pas aux yeux du critique libéral en matière d'immigration, Denis Coderre. « De deux choses l'une, déclare-t-il. Ou bien M. Kenney est incompétent, ou bien il a fait preuve d'aveuglement volontaire pour faire une nomination partisane. »

Le député estime que le ministre Kenney doit démettre M. Pierre au plus vite, avant qu'il n'ait à juger des affaires qui mettent en cause des demandeurs haïtiens, dont plusieurs ont justement fui le régime Aristide.





L'âme du Canadien



STÉPHANE LAPORTE
COLLABORATION SPÉCIALE
CHRONIQUE

On ne pourra pas dire que c'est la faute des journalistes. Même au plus fort de la série noire, aucun journaliste montréalais n'a réclamé la tête de Carbonneau. On ne pourra pas dire, non plus, que c'est la faute des fans.

Le Canadien avait beau avoir l'air d'une équipe de poules pas de tête, rares sont les participants aux tribunes téléphoniques qui souhaitaient le départ de Carbonneau. Tout simplement parce que tout le monde aimait Carbo. C'était le dernier des vrais. Les soirs où les joueurs traînaient les pieds, on pouvait au moins le regarder derrière le banc. Le regard vif, le menton fier, la prestance d'un Glorieux. Sa cravate avait beau être affreuse, le cœur, en dessous, était si beau qu'on se disait qu'un jour il irait nous la chercher, notre Coupe.

Si Guy Carbonneau a perdu sa job, c'est la faute du centenaire. Si cette saison était la 98e ou la 103e de l'équipe, l'organisation aurait été plus patiente. Après tout, le pire était passé. Le Canadien se remettait tranquillement en marche. L'équipe revenait à la maison, et sa fiche à domicile était impressionnante. Carbo avait mené le Canadien à la tête de sa conférence l'année dernière; on pouvait lui faire confiance. Ça ne se présentait donc pas si mal.

Mais pas si mal, ce n'est pas assez, l'année où ne cessent de résonner les trompettes à la gloire du Canadien. Rater les séries, ce serait la preuve que l'Histoire ne s'écrit pas au Centre Bell. Que toute l'Histoire s'est écrite au Forum. Que le grand livre est terminé. Que la flamme est éteinte.

Alors on a dépêché le Big Boss, le Big Bob, pour sauver les meubles. Dans les grosses catastrophes, l'État ne fait plus confiance à la police, l'État envoie l'armée. Gainey, c'est l'armée. Des fois, ça ne change pas grand-chose. Le feu est trop ardent, les vents sont trop forts. C'est ce qu'on va voir.

L'armée ne reste jamais de façon permanente. L'armée retourne toujours, un jour ou l'autre, dans sa caserne. Qui sera le nouveau chef de police? On ne le sait pas encore.

Une chose est sûre, le successeur de Carbo – on devrait plutôt dire de Gainey – devra être en mesure de s'exprimer dans la langue des Canadiens avec un «e». L'entraîneur du Tricolore s'adresse plus souvent à la nation que le premier ministre du Québec. Il est le gardien d'un joyau de la culture québécoise. Il doit être en mesure de communiquer, pas seulement avec Koivu, mais avec tous les fans.

Cela dit, cette tâche n'est pas si ardue que cela. Elle est même à la portée du premier anglophone venu, avec un minimum de bonne volonté. Don Lever, l'un des prétendants au trône, est prêt à prendre des cours de français chez Berlitz.

Bravo, Don! Mais pas besoin de citer Corneille dans le texte pour entraîner la sainte Flanelle. Je vais te faire économiser des sous. Le français d'un entraîneur du Canadien, ce n'est pas celui de Michel Houellebecq ou de Bernard-Henri Lévy. Côté vocabulaire, c'est un peu plus limité. Parfois, on se demande même si Jean Perron parle vraiment français. Et Jacques Demers itou. Ils parlent le céache. Un patois dérivé de la langue française. Un langage d'initiés qui ne comprend que quelques mots. C'est la langue du *coach*. Tout tient en huit phrases.

Voici les deux phrases à utiliser avant un match:

1. Chaque match est important.
2. Il va falloir sortir fort.

Voici les trois phrases à utiliser en cas de victoire:

1. On a eu le *momentum*.
2. Les joueurs ont bien joué sans la rondelle.
3. Il faut maintenant penser au prochain match.

Et voici les trois phrases à utiliser en cas de défaite:

1. L'autre équipe avait le *momentum*.
2. Les joueurs ont mal joué sans la rondelle.
3. Il faut maintenant penser au prochain match.

Entraîner le Canadien, c'est être sensible à ce qui fait la richesse de cette équipe.

Voilà, c'est tout. Que le *coach* du Canadien soit né à Alma ou à Flin Flon, c'est l'intégrale de ses propos durant une saison. À ce compte-là, même Don Cherry serait capable d'être bilingue. *No stress*, Don Lever. Le seul mot vraiment compliqué est *momentum*. Et ça tombe bien parce que ce n'est pas un mot français. C'est anglais. Ce sera donc facile à maîtriser. Mais sachez seulement qu'entraîner le Canadien, c'est beaucoup plus que savoir dire quelques phrases en français. C'est être sensible à ce qui fait la richesse de cette équipe.

Si Patrick Roy est un meilleur candidat que Don Lever pour devenir le prochain entraîneur du Canadien, ce n'est pas une question de capacité de parler français, c'est une question d'identité, c'est une question d'âme.

Un anniversaire, ça ne se célèbre pas seulement pour vendre des casquettes. Ça se célèbre surtout pour comprendre qui nous sommes, d'où nous venons et où nous allons. En se remémorant les exploits des Maurice Richard, des Jean Béliveau, des Guy Lafleur, on saisit ce qui fait la particularité du Canadien de Montréal. Ce qui a rendu cette équipe spéciale durant tant d'années. Le Canadien de Montréal est l'équipe d'un peuple. Le Canadien de Montréal est une équipe nationale. Ce que ne seront jamais les Thrashers d'Atlanta ni les Predators de Nashville.

Le peu de souci à mettre en valeur les talents d'ici est en train de rendre notre équipe banale, ordinaire. Quand on voit Ribeiro, Robidas et Bégin s'illustrer à Dallas, on se dit qu'il y a quelqu'un qui ne comprend pas ce qu'est l'âme du Canadien.

Une équipe de *French-speaking players* dont on ne voulait pas ailleurs et qui sont devenus les meilleurs. Durant 100 ans. Ou presque...

COURRIEL
Pour joindre notre chroniqueur: stephane@stephanelaporte.com

Crédibilité de la FTQ

Michel Arsenault fait son mea-culpa

VIOLAINE BALLIVY

Fini les vacances de luxe aux Bahamas en compagnie d'entrepreneurs importants pour Michel Arsenault. Le président de la Fédération des travailleurs du Québec (FTQ) promet de mieux respecter le devoir de réserve que lui imposent ses fonctions afin d'éviter de se retrouver de nouveau dans une situation d'apparence de conflit d'intérêts.

«Ce qui va changer, c'est la façon dont je vais gérer mes activités personnelles afin que le devoir de réserve qu'exige mon poste soit le mieux respecté, et cela, avec qui que ce soit», écrit Michel Arsenault dans une lettre ouverte publiée dans les pages de *La Presse*.

«Je réalise la mince frontière, ténue, entre la perception d'un geste, d'un comportement, et la réalité», ajoute-t-il.

Le président de la FTQ, Michel Arsenault, s'est retrouvé sur la sellette la semaine dernière quand ses liens avec l'un des plus importants entrepreneurs en construction de la province, Tony Accurso, ont été dévoilés par les médias. Michel Arsenault et l'ex-président de la FTQ-Construction, Jean Lavallée, ont passé une semaine aux Bahamas, en décembre dernier, sur le luxueux bateau de M. Accurso. «L'homme public que je suis devenu en accédant à ces fonctions comprend que ses moindres faits et gestes soient scrutés à la loupe, y compris ses vacances. Je l'accepte en toute humilité», écrit M. Arsenault.

Michel Arsenault affirme qu'il regrette le tort que ses liens avec M. Accurso auraient pu causer à la crédibilité du Fonds de solidarité de la FTQ, dans lequel plus d'un demi-million de Québécois ont investi des économies. «Ce qui me chagrine au plus haut point dans toute cette histoire, ce n'est pas l'image publique qui est projetée de ma personne, mais bien plutôt celle qui pourrait viser à entacher la réputation de la FTQ et du Fonds de solidarité.»

Michel Arsenault insiste par ailleurs sur le fait que, bien que le conseil d'administration du Fonds de solidarité soit constitué d'une majorité de membres issus de la FTQ, aucun d'entre eux ne fait partie du comité de vérification du Fonds, par souci d'indépendance. «Le Fonds n'est pas et ne peut être le joujou financier de la FTQ», assure-t-il.

› Voir la lettre ouverte de Michel Arsenault en page A16.



ACTUALITÉS



PHOTO ROBERT SKINNER, LA PRESSE

La marche partira du métro Mont-Royal (photo) vers 14h aujourd'hui. Les commerçants et les policiers seront sur le qui-vive étant donné le risque de vandalisme et de pillage.

Manifestation contre la brutalité policière

Les commerçants monteront la garde

VIOLAINE BALLIVY

Il n'y a pas que les policiers qui seront sur le qui-vive cet après-midi, lorsque des centaines de personnes manifesteront dans les rues de Montréal contre la brutalité policière. Des commerçants du Plateau-Mont-Royal aussi seront sur leurs gardes et prendront les grands moyens pour limiter la casse qu'appréhendent les autorités.

« Je vais verrouiller les portes dès que les marcheurs vont arriver dans les environs », affirme Suhai Kam, propriétaire d'un petit dépanneur situé juste à côté du local de la Fraternité des policiers de Montréal, devant lequel les manifestants ont promis de s'arrêter en début d'après-midi. Au cours des derniers jours, des agents ont fait savoir aux commerçants des environs qu'ils anticipaient des débordements. « Ils m'ont dit de me protéger et d'être prudent, alors je le ferai », dit M. Kam.

« Si je suis là, je pourrai au moins empêcher les vandales d'entrer et de tout démolir. »

Une fois n'est pas coutume, Kamil Assaleh passera ainsi la journée dans sa bijouterie de l'avenue Mont-Royal, à quelques mètres à peine du point de rencontre des manifestants. « On ne sait jamais ce qui peut arriver, il suffirait d'un seul geste de provocation, d'un côté ou de l'autre, pour que ça tourne mal », lance-t-il. Comme tous les dimanches, son commerce sera fermé, mais il craint de voir ses vitrines voler en éclats. « Si je suis là, je pourrai au moins empêcher les vandales d'entrer et de tout démolir. »

François Charbonneau aussi se privera de son congé dominical pour monter la garde à la Papeterie Le Plateau. « Je vais vider mes vitrines et contrôler toutes les allées et venues », explique-t-il. Ce n'est pas tellement le vandalisme qui l'inquiète, mais le pillage. « Il y aura tellement de monde, ce serait facile pour un groupe d'entrer dans le magasin et de faire un vol massif », dit-il. Il craint que les policiers soient déjà si occupés à maîtriser la foule qu'ils ne puissent protéger les boutiques.

Plus optimistes

De l'autre côté de la rue, Antoine Salim fait montre de plus d'optimisme. Le départ de la marche – dont les organisateurs n'ont pas dévoilé l'itinéraire – est prévu pour 14h. « Ce n'est pas en plein jour qu'il y aura de la casse, et les manifestants seront trop fatigués à la tombée de la nuit pour faire des dégâts », dit le propriétaire de la boutique Abra-Kad-Abra.

« Un colosse est venu nous offrir ses services de gardien de sécurité, mais il ne faut pas céder à la panique... On devrait s'en tirer en verrouillant les portes », dit Marie-Pierre Coulombe, vendeuse à la boutique Érotim.

Certains espèrent même faire de meilleures affaires qu'à l'habitude, comme François Dumenil, qui tient un petit stand de gaufres à la sortie du métro. « Les gens ne vont pas s'en prendre aux marchands: c'est contre les policiers qu'ils en ont », ajoute-t-il.

La dernière marche contre la brutalité policière, en 2008, s'était soldée par l'arrestation d'une quarantaine de personnes. Compte tenu des événements survenus l'été dernier à Montréal-Nord à la suite de la mort de Fredy Villanueva, les autorités ont laissé entendre que les manifestants pourraient être plus agressifs cette année.

16 000 emplois en moins à Montréal

Les pertes d'emplois inquiètent la mairie

MARTIN CROTEAU

La perte de 16 000 emplois à Montréal dans les trois derniers mois, dont Statistique Canada a fait état vendredi, commence déjà à se faire sentir dans les commerces de la métropole. Et elle inquiète les autorités municipales, qui s'activent déjà pour relancer l'économie.

Dans son enquête sur la population active, Statistique Canada a révélé que le taux de chômage est resté relativement stable à Montréal entre janvier et février. En revanche, l'organisme fédéral estime que 16 000 emplois ont été perdus dans les trois derniers mois.

« Il faut absolument qu'on arrête cette hémorragie rapidement. »

« C'est un indice qu'il y a des entreprises en difficulté, dit sans détour le responsable du développement économique à la Ville, Luis Miranda. On essaie par tous les moyens de garder nos entreprises, nos emplois. C'est certain que, quand on entend ça, ça nous dérange. »

Aux Galeries de la Cathédrale, rue Sainte-Catherine, les effets du ralentissement économique sont déjà bien visibles. Même si des centaines de personnes magasinaient, hier après-midi, plusieurs commerçants ont confié que les ventes étaient au mieux stables, au pire désastreuses. D'ailleurs, trois commerces y ont fermé leurs portes dans les dernières semaines.

« Ici, on a tous gardé nos emplois, mais on a dû réduire nos heures », a indiqué l'employé d'une bijouterie, qui a préféré ne pas se nommer. Juste à côté de sa porte, les façades d'une librairie et d'une agence de voyages sont fermées de grilles. Les deux commerces ont cessé leurs activités depuis les Fêtes.

Le gérant d'une boutique d'aliments naturels a pour sa part confié que les ventes étaient en baisse. Pourquoi? Plusieurs clients dépensent moins, affirme-t-il, sans doute de peur de perdre leur emploi. L'employé le sait trop bien: le commerce voisin, une boutique de vêtements, a fait faillite il y a quelques semaines à peine.

« Les clients ont encore besoin de nos produits, mais on sent qu'ils se forcent pour acheter », a-t-il constaté.

La semaine dernière, la Ville a promis d'appuyer davantage l'économie sociale et accordé notamment 140 000$ à Montréal Couture, un organisme à but non lucratif du domaine de la mode. Luis Miranda promet d'en faire davantage.

Il rencontrera des commerçants et des décideurs de l'est de Montréal, cette semaine, afin de discuter des moyens de relancer l'économie. Et il précise que le secteur du commerce n'est pas seul à souffrir du ralentissement économique.

« Le problème est partout, a-t-il indiqué. Il faut absolument qu'on arrête cette hémorragie rapidement. »

70% DE RABAIS SUR TOUT!
SE TERMINE À 17 H!!!
TOUT DOIT SORTIR
AFIN DE FAIRE PLACE À NOTRE NOUVELLE COLLECTION PRINTEMPS/ÉTÉ 2009
+ 2 TAXES PAYÉES
Exemples :
COSTUME
4 saisons, 100% laine
Grand choix de couleurs et grandeurs
299$ TAXES PAYÉES
NAUTICA Calvin Klein PERRY ELLIS
NOUVEL ARRIVAGE!
CHEMISE
Modèle sport, motifs à carreaux ou inspiration nautique, 100% coton
Rég. : jusqu'à 249$
49$ TAXES PAYÉES
Marque italienne reconnue
NOUVEAU BAS PRIX!
CUIR D'AGNEAU
Modèle 3/4 ou court, double col
Doublure détachable, offert en noir ou brun
Rég. : jusqu'à 1995$
299$ TAXES PAYÉES
B&C BOD & CHRISTENSEN
IDÉAL POUR LE PRINTEMPS!
IMPERMÉABLE DANIEL HECHTER PARIS
Idéal pour la température actuelle! Modèle classique 7/8, 3 couleurs disponibles
OFFRE DE LANCEMENT 199$ TAXES PAYÉES
NOUVEAUTÉS PRINTEMPS 2009
BLOUSON RADLEY
Idéal pour la température actuelle! 3 couleurs disponibles
OFFRE DE LANCEMENT 169$ TAXES PAYÉES
Plusieurs autres offres en magasin!
COSTUMES · VESTONS · PANTALONS · CHANDAILS · MANTEAUX · ETC.
FÉRAUD PARIS BAUMLER Calvin Klein JACQUES BRITT BOGOSSE Gran Sasso MADE IN ITALY
OUVERT DÈS 11H!
François Lafleur COLLECTION
CENTROPOLIS
140, rue Promenade-du-Centropolis
Laval (Québec) H7T 2Z6
450.689.1111
QUARTIER DIX30
Brossard (Québec) J4Y 0A5
450.926.0777
Voisin du Fruits et Passion
Près du théâtre de l'Étoile DIX30
WWW.FRANCOISCOTE.COM
1749368A
A/H 2008-2009. Le rabais de 70 % n'est pas applicable sur les jeans, les bagages, les ceintures et la collection Bruno Saint-Hilaire.
Photos à titre indicatif seulement. L'offre ne peut être jumelée ou associée à aucune autre promotion en magasin. Certaines conditions s'appliquent.
Détails en magasin. Jusqu'à épuisement de la marchandise.

La Terre appelle nos cardinaux



MARIE-CLAUDE LORTIE
CHRONIQUE

Lundi dernier, en fin de journée, lorsque j'ai entendu parler de l'excommunication de la mère et de l'équipe médicale ayant aidé une enfant brésilienne de 9 ans, victime de viol, à se faire avorter, j'ai eu deux réflexes plutôt typiques de journaliste (O.K., un peu tendance *workaholic* dans mon cas): d'abord, écrire un blogue sur l'affaire. Ensuite, dès mardi matin, appeler les cardinaux Jean-Claude Turcotte, de Montréal, et Marc Ouellet, de Québec, pour avoir leur réaction.

Je me disais que ce serait intéressant de voir, de leur point de vue québécois, ce qu'ils pensaient de cette décision de l'évêque brésilien, celle d'excommunier évidemment, ou plutôt d'en faire tout un plat public. Car l'excommunication est automatique dans les cas d'avortement. La particularité de l'histoire brésilienne, c'est qu'on en a fait l'annonce haut et fort, pour marquer le coup, faire peur ou je ne sais trop.

J'ai donc laissé des messages à nos deux cardinaux. Et j'ai attendu.

Toute la semaine.

Je les ai relancés.

Hier, au moment d'envoyer ce texte, je n'avais toujours eu aucune réponse.

Mgr Turcotte, dès le début, m'a fait dire par son attachée de presse qu'il ne commenterait pas. Il n'a apparemment pas changé d'avis durant la semaine.

Mgr Ouellet, lui, a fait dire par son attachée de presse qu'il était en déplacement et donc injoignable.

Au Brésil, l'excommunication est automatique dans les cas d'avortement. Mais la particularité de cette histoire, c'est qu'on en a fait l'annonce haut et fort.

Au début, je me suis dit que peut-être, comme lorsqu'on fait partie d'un caucus politique, ils étaient liés par une sorte de solidarité ministérielle qui les empêchait de donner leur avis. Et c'est pour cela, ai-je conclu, qu'on m'a dirigée vers Bertrand Ouellet, secrétaire général et porte-parole laïque de l'Assemblée des évêques catholiques du Québec, qui dans une entrevue pleine de générosité a laissé entendre que l'évêque brésilien aurait pu être plus compatissant, sans pour autant prendre fermement position pour condamner son attitude.

Je n'étais donc pas encore complètement scandalisée par le silence de nos cardinaux quand, jeudi, les nouvelles faisant état d'une dissension publique et sans équivoque de la part de plusieurs évêques français ont commencé à paraître.

Gérard Daucourt, évêque de Nanterre, dans une lettre envoyée à l'évêque brésilien qui a prononcé l'excommunication, a écrit: « Je vous rassure tout de suite: pour moi, l'avortement est la suppression d'une vie. J'y suis donc fermement opposé. La mère de cette fillette a peut-être pensé qu'il valait mieux sauver une vie que de risquer d'en perdre trois... Peut-être les médecins lui avaient-ils dit qu'un petit utérus de 9 ans ne se dilate pas indéfiniment... Je ne sais pas. Ce que je sais, c'est que, dans cette tragédie, vous avez ajouté de la douleur à la douleur et vous avez provoqué de la souffrance et du scandale chez beaucoup de personnes à travers le monde. »

Francis Deniau, évêque de la Nièvre: « Comme évêque, je suis solidaire de tous les évêques du monde. La solidarité impose de dire ses désaccords, sinon elle ne serait que complicité. Je dois dire à mon frère l'évêque de Recife – et au cardinal qui l'a soutenu – que je ne comprends pas leur intervention. Devant un tel drame, devant la blessure d'une enfant violée et incapable, même physiquement, de mener à terme une grossesse, il y avait autre chose à dire... »

Norbert Turini, évêque de Cahors: « L'opinion publique réagit. Je comprends son émotion. Pourquoi n'avoir pas gardé le silence devant une telle détresse? Pourquoi ajouter de la sévérité à tant de souffrance? Beaucoup se questionnent. »

Ici, quelques timides voix se sont fait entendre. Mgr André Gaumond, de Sherbrooke, a dit que le geste lui semblait trop rigide. L'évêque auxiliaire de Saint-Jean-Longueuil, Louis Dicaire, a au moins accepté d'en parler à la télé et à la radio.

Mais les deux figures principales de l'Église catholique au Québec? Rien. Silence.

Et ce, même si la conférence nationale des évêques du Brésil a elle-même jugé nécessaire de désavouer la décision.

////////////////////////////

Ce ne sont pas surtout les non-croyants, les athées et tous ceux qui ont totalement déserté l'Église catholique depuis les débuts de la Révolution tranquille qui sont dérangés par ce mutisme.

Si je me fie à toutes les réactions entendues depuis une semaine, ce sont d'abord et avant tout les catholiques, voire les pratiquants, qui sont déçus et souvent outrés. Des catholiques qui se désespèrent de voir l'Église québécoise en particulier et le Vatican en général dériver tellement loin de la réalité sociale du monde moderne occidental que cela remet en question leur pertinence même.

Il y a une foule d'aspects choquants, blessants et totalement déconnectés de la réalité du vrai monde dans les positions de l'Église catholique au sujet de toutes sortes de dossiers allant du célibat des prêtres au statut de second ordre des femmes dans cette religion, en passant par la contraception et l'homosexualité.

Cette semaine, personne ne demandait aux leaders de l'Église de les régler tous, tout d'un coup. La patience des cathos est exemplaire.

Tout ce qu'il fallait dire pour assurer la population d'une certaine pertinence, aujourd'hui, ici, de cette institution, c'est dire humainement et généreusement que ce qui s'est passé au Brésil est inacceptable et que ce n'est pas vrai qu'au Québec l'Église est à ce point bornée.

Est-ce trop demander?

promotion

UNE FLEUR UNIQUE AU MONDE

C'est comme la fleur du petit prince. Une fleur unique au monde. Belle et incomparable. Vous voulez consommer de l'ail, mais vous n'aimez pas l'odeur! Non? Plusieurs personnes disent la même chose. Voici une excellente nouvelle pour vous. Le comprimé d'ail entérique Sulfo-Génik va demeurer une heure dans votre estomac sans se désintégrer, puis par la suite, se dissoudre lentement dans votre intestin. Tout ça pour augmenter l'assimilation de 4000 mcg d'allicine et minimiser les odeurs.

Cette belle plante à bulbe, cette fleur de soufre sans une certaine odeur désagréable. Voilà ce qu'il vous faut. La fleur du petit prince qui lui permettrait de supporter le désert.

Cette plante extraordinaire qui est utilisée en phytothérapie pour aider, chez les adultes, au maintien de la santé des vaisseaux sanguins et du coeur et pour aider aussi à soulager les symptômes liés aux infections des muqueuses accompagnées d'hypersécrétions. (rhume)

*L'ail Sulfo-Génik, utilisé en phytothérapie pour aider au maintien de la santé cardiovasculaire, chez les adultes, et utilisé traditionnellement en phytothérapie pour aider à soulager les symptômes liés aux infections des voies respiratoires supérieures (gorge, nez, etc.) et aux affections catarrhales. Utilisé, en outre, en phytothérapie pour aider à diminuer les taux élevés de lipides. Catarrhe: inflammation des muqueuses accompagnée d'hypersécrétions, suivie d'un écoulement.

AIL SULFO-GÉNIK : titulaire d'une nouvelle licence et reconnu par les autorités gouvernementales comme produit de santé naturel : NPN 80000306. *Ces allégations font partie intégrante de la licence. En vente partout, mais pas n'importe où!

1732290

DÈS VENDREDI! 10 JOURS SEULEMENT

NO 1 DEPUIS 30 ANS
RÉNOVATION . DÉCORATION
AMÉNAGEMENT EXTÉRIEUR

DANS NOTRE SALON,

COGNER DES CLOUS
NE VEUT PAS DIRE SOMNOLER

BESOIN DE CONSEILS EN RÉNOVATION? 500 EXPERTS SUR PLACE POUR VOUS PARLER D'HABITATION
TROUVEZ IDÉES, NOUVEAUTÉS ET ÉCONOMIES SOUS UN MÊME TOIT!

LA MAISON DOMINUS
3 500 PIEDS CARRÉS À FAIRE RÊVER



Tombez sous le charme d'une maison de prestige qui allie luxe, romantisme, technologie et écologie sous un même toit.
L'Agence de l'efficacité énergétique présente la Maison Dominus réalisée par Les Maisons Dominus.

LE PAVILLON SCANDINAVE SERVICOM
UN CHALET DE BOIS BIEN DE SON TEMPS



Laissez-vous inspirer par le décor contemporain de cette maison de bois torréfié accessible à tous, conçue de matériaux écologiques, en parfaite harmonie avec la nature.
Le Pavillon Scandinave Servicom est réalisé par Groupe Servicom.

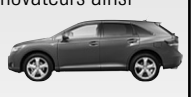
LA VITRINE DES NOUVEAUTÉS 2009
À NE PAS MANQUER!

Nouvelles tendances, astuces déco, derniers gadgets pratiques, conseils judicieux. L'endroit parfait pour faire de jolies trouvailles!
Présentée par BANQUE LAURENTIENNE DÉCORMAG

VOUS CHERCHEZ UN ENTREPRENEUR DE CONFIANCE?
VISITEZ LE PAVILLON DE LA MAISON NEUVE
GOMAISON.COM

POUR TROUVER UNE FOULE D'EXPERTS-CONSEILS,
VISITEZ LE CARREFOUR CAA-QUÉBEC

ESSAI ROUTIER TOYOTA
L'AUTOMOBILE FAIT SON ENTRÉE AU SALON!
TOYOTA
Toyota présente les principaux modèles de sa gamme de véhicules écoénergétiques innovateurs ainsi que sa toute nouvelle Venza, que les visiteurs pourront essayer sur place!



THÉÂTRE RE/MAX
LES ATELIERS-CONFÉRENCES DES SPÉCIALISTES

Assistez aux nombreux ateliers-conférences quotidiens dont plusieurs à tendance écolo animés par des sommités en matière de rénovation, de décoration et d'aménagement extérieur. Horaire complet au salonnationalhabitation.com.

MANON LEBLANC
ATELIERS-CONFÉRENCES



Photo: Louise Savoie

Ne manquez pas les ateliers-conférences de Manon LeBlanc, porte-parole pour une 3e année, le samedi 21 et le dimanche 22 mars ainsi que le samedi 28 et le dimanche 29 mars à 14h.

PLACE BONAVENTURE
20 AU 29 MARS

RE/MAX PRÉSENTE
SALON NATIONAL DE L'HABITATION

en partenariat avec LA PRESSE DÉCORMAG APCHQ
EN COLLABORATION AVEC BANQUE LAURENTIENNE

ACHETEZ EN LIGNE ET ÉCONOMISEZ 3 $*
*Sur le prix régulier pour adulte. Frais de services en sus.
UNE GRACIEUSETÉ DE Sears

salonnationalhabitation.com

1688417A



RELEVEZ VOTRE QUOTIENT NUTRITIONNEL!

Les huîtres sont-elles aphrodisiaques?

Le céleri peut-il faire maigrir?

L'aspartame est-elle cancérigène?

… et les bananes attirent-elles vraiment les moustiques?

Julie DesGroseilliers, nutritionniste et conférencière, remet les pendules à l'heure et démêle le vrai du faux en matière d'alimentation.

EN VENTE EN LIBRAIRIE OU SUR WWW.LIBRAIRIE.CYBERPRESSE.CA

LES ÉDITIONS LA PRESSE

1747279A

ACTUALITÉS

L'infirmière montréalaise relâchée

Les quatre travailleurs humanitaires enlevés au Darfour vont bientôt retrouver leur famille

MARTIN CROTEAU

Laura Archer est libre. Après trois jours d'angoisse, l'infirmière montréalaise a finalement été relâchée, hier, avec trois autres travailleurs de Médecins sans frontières (MSF).

Les rumeurs émanant de sources diplomatiques couraient depuis plusieurs heures, mais la nouvelle a finalement été confirmée par l'organisme humanitaire en début d'après-midi. C'est donc dire que Mme Archer, 31 ans, un médecin italien, un coordonnateur français et un agent de sécurité soudanais retrouveront leurs familles dans les prochaines heures.

« Tout va bien, on n'a pas été maltraités », a déclaré l'otage français, Raphaël Meunier, aux journalistes rassemblés sur le tarmac de l'aéroport d'El-Facher, au Darfour-Nord. C'est là que le groupe a atterri après avoir été relâché. Il devait par la suite gagner la capitale, Khartoum.

Vêtue d'une chemise à carreaux, les traits tirés, Laura Archer s'est montrée plus laconique que son confrère. « Je suis d'accord avec Raphaël, il a parlé pour l'équipe », a-t-elle simplement déclaré. Elle devrait bientôt s'envoler pour la Belgique, où elle retrouvera sa famille.

Les otages ont entretenu des contacts fréquents avec MSF pendant leur rapt, a confirmé la présidente de la section canadienne de l'organisme, Johanne Liu. Elle assure qu'ils ont été bien nourris, qu'ils avaient des matelas et qu'ils n'ont subi aucune forme de violence.

Carlos Bernaquez, le copain de Laura Archer, n'était pas disponible pour commenter l'affaire, hier. Et ses parents, Ted et Barbara Archer, n'ont pu être joints à leur domicile de Charlottetown, à l'Île-du-Prince-Édouard. Dans un communiqué, ils se sont toutefois dits « extrêmement soulagés » de ce dénouement heureux.

« Nous sommes très fiers de Laura, ont-ils écrit. Si quelqu'un pouvait bien réagir dans une situation pareille, c'est bien elle. »

« Ça semblait rassurant, jusqu'à un certain point, a confié Benoît Émond, un ami qui a déjà participé à une mission humanitaire avec l'infirmière. Ils avaient donné des nouvelles, ils étaient bien traités et ça semblait vouloir se résoudre rapidement. C'est rassurant que ce soit terminé après quelques heures seulement. »

Laura Archer en était à sa troisième mission avec Médecins sans frontières. Elle avait notamment participé à des mandats en République centrafricaine et en République démocratique du Congo. Elle est aussi artiste. En août dernier, elle a monté sa première exposition, des portraits de réfugiés qu'elle avait rencontrés en Afrique.

En mission au Soudan depuis le mois d'octobre, elle faisait partie d'une unité de soins mobile qui sillonnait les villages du nord-ouest du Darfour pour soigner des malades.

Selon le gouverneur du Darfour-Nord, l'enlèvement de mercredi serait attribuable à un groupe favorable au président soudanais Omar el-Béchir, visé depuis peu par un mandat d'arrêt de la Cour pénale internationale (CPI). Les Aigles d'el-Béchir demandaient une rançon à l'origine, mais aucune ne leur a été versée, selon Médecins sans frontières.

« On ne sait même pas pourquoi ils ont été kidnappés », a déclaré un porte-parole de la section belge de MSF, Michel Peremans.

Depuis le rapt, mercredi, Médecins sans frontières a rapatrié la plupart de ses 70 employés étrangers et fermé cinq de ses 12 missions dans cette région troublée du Soudan. L'organisme a du coup mis fin à la campagne de vaccination contre la méningite.

« C'est un signe évident de l'augmentation en flèche de l'insécurité dans ce contexte-là », a dénoncé Johanne Liu.

Le 4 mars, la Cour pénale internationale a lancé un mandat d'arrêt contre le président Omar el-Béchir. Le tribunal veut l'inculper pour crimes de guerre et crimes contre l'humanité. Dès le lendemain, les autorités ont expulsé 13 organisations humanitaires, les accusant de complicité avec la CPI.

Dans les prochains jours, MSF révisera de fond en comble ses activités au Soudan.

La guerre civile qui oppose des rebelles aux milices progouvernementales a fait 300 000 morts et 2,7 millions de déplacés au Darfour depuis cinq ans. Selon le Bureau de coordination des affaires humanitaires de l'ONU (OCHA), c'est le théâtre de la plus importante mission humanitaire au monde.

— Avec AFP



PHOTO NASSER NASSER, ASSOCIATED PRESS

Le médecin français Raphael Meunier et l'infirmière montréalaise Laura Archer, libérés après trois jours de détention, ont répondu hier aux journalistes rassemblés à l'aéroport d'El-Facher, au Darfour-Nord.

Hélicoptère abîmé en mer

L'épave a été localisée

AGENCE FRANCE-PRESSE

L'épave de l'hélicoptère qui s'est abîmé dans l'Atlantique jeudi au large de Terre-Neuve, dont 17 des 18 occupants sont morts, a été localisée, a annoncé hier un responsable canadien de l'enquête.

« Je suis très heureux de vous annoncer que l'objet que nous avions localisé à l'aide d'un sonar plus tôt dans la journée est bien le fuselage de l'hélicoptère, comme nous l'espérions », a déclaré le chef des enquêteurs, Mike Cunningham, à la chaîne CBC. « Le fuselage semble plutôt intact. Il est renversé sur le côté. La queue est détachée, mais elle est juste à côté du fuselage », a-t-il ajouté.

La prochaine étape, a-t-il poursuivi, consistera à remonter l'appareil, un Sikorsky S-92. M. Cunningham avait bon espoir que cela puisse être fait aujourd'hui ou demain ».

Auparavant, lors d'un point de presse télévisé, à Saint-Jean de Terre-Neuve, l'enquêteur du Bureau de la sécurité des transports du Canada (BST) avait dit que son équipe avait repéré « un objet anormalement gros » au fond de la mer à l'aide d'un sonar.

Un engin sous-marin télécommandé a ensuite pris des photos, ce qui a permis de confirmer qu'il s'agissait de l'épave, a-t-il expliqué.

Il ne pouvait confirmer si des corps des victimes se trouvaient dans la carlingue.

Un seul passager, originaire de Terre-Neuve, a survécu à l'accident. Robert Decker est aux soins intensifs dans un hôpital de Saint-Jean, dans un état critique mais stable, a indiqué sa famille.

On a également pu repêcher le corps d'une victime jeudi, peu après l'accident. Il s'agit d'une jeune femme, elle aussi de Terre-Neuve, Allison Maher, 26 ans, employée de cuisine sur une plateforme de pompage de pétrole, ont indiqué ses proches.

Les secouristes avaient abandonné vendredi soir leurs recherches en mer, estimant qu'il n'y avait plus aucun espoir que des disparus aient pu survivre plus de 24 heures avec leur combinaison de flottaison dans une eau glacée.

L'épave gît par environ 120 à 150 m de fond, a estimé un autre enquêteur du BST, Charles Laurence.

L'appareil, qui transportait des travailleurs vers des plateformes de forage en haute mer, s'était abîmé dans les eaux froides de l'Atlantique à environ 55 km au sud-est de Saint-Jean après avoir signalé une pression d'huile à zéro dans la boîte de transmission principale.

Les enquêteurs estiment que l'appareil volait à 200 m d'altitude lorsqu'il a plongé dans l'océan.

La récupération de l'hélicoptère se fera à l'aide d'une grue montée sur une barge, capable de soulever un objet de 50 tonnes. Le poids de l'épave remplie d'eau est d'environ 10 tonnes, a indiqué M. Cunningham.

Lancement de la navette *Discovery* prévu aujourd'hui

AGENCE FRANCE-PRESSE

WASHINGTON — La NASA a décidé hier de tenter un lancement de la navette *Discovery* vers la Station spatiale internationale ce soir même si, après le remplacement des pièces suspectes, l'origine de la fuite d'hydrogène responsable du report du tir mercredi reste inexpliquée.

Le lancement, avec sept astronautes à bord, est prévu à 19h43 au milieu d'une fenêtre de tir de 10 minutes au Centre spatial Kennedy en Floride. Les prévisions météorologiques donnent 80 % de chances de conditions favorables.

« Si nous ne trouvons pas la cause de la fuite et qu'elle se reproduit au même point du remplissage du réservoir, nous annulerons de nouveau le lancement », a expliqué Mike Moses, responsable de l'équipe chargée de la mission, assurant qu'il n'y avait pas de problème de sécurité pour l'équipage.

Mike Leinbach, directeur du lancement, a admis qu'il n'était « pas habituel » pour la NASA de lancer une navette sans connaître la cause d'un problème ayant forcé le report d'un vol. Cependant, « le plan que nous avons mis en place est parfaitement acceptable et nous sommes optimistes », a-t-il assuré.

Le lancement de *Discovery* marquera le premier vol d'une navette cette année et permettra d'installer la quatrième et dernière double paire d'antennes solaires de la station. L'ISS disposera ainsi de toute la puissance électrique nécessaire pour effectuer les expériences scientifiques des laboratoires européen Columbus et japonais Kibo livrés à l'ISS en 2008.

Le voltage supplémentaire permettra aussi un doublement à six membres de l'équipage permanent de l'ISS prévu en mai.

Neuf autres vols sont prévus après celui de *Discovery* jusqu'au 30 septembre 2010.

LOTO QUÉBEC

Résultats des tirages du : 2009-03-14

LOTTO 6/49 : 04 11 13 16 41 45 — 35 compl.

Québec 49 : 01 07 29 39 41 49 — 14 compl.

La Quotidienne : 3 032 — 4 7954

Banco : 05 06 08 10 14 19 20 21 36 37 38 40 45 55 57 59 61 64 69 70

Triplex : 12 24 25 35 36

Astro : Jour - Mois - Année - Signe — 23 SEPTEMBRE 53 BALANCE

Extra : 1316314

Résultats des tirages du : 2009-03-13

LOTTO SUPER 7 : 06 15 18 24 35 36 46 — 17 compl.

	GAGNANTS	LOTS
7/7	0	15 000 000,00 $
6/7+C	6	38 945,20 $
6/7	139	1 681,10 $
5/7	8 237	96,40 $
4/7	167 269	10,00 $
3/7+C	152 875	10,00 $
3/7	1 384 904	Participation gratuite
	Ventes totales :	20 269 516 $
	Prochain gros lot (approx.) :	17 000 000 $

Extra : 7224615

MULTI MILLIONS — VOTRE MEILLEURE CHANCE* DE GAGNER 5 MILLION$! TIRAGE LE 31 MARS.

*PAR L'ACHAT D'UN BILLET DE LOTERIE AU QUÉBEC.

En cas de disparité entre cette liste et la liste officielle de Loto-Québec, cette dernière a priorité.

Service d'abonnement aux loteries sur terminal : les gagnants reçoivent leur chèque par la poste !

LOTOMATIQUE 1 866 628-4783

lotoquebec.com

NOTTE DI GASTRONOMIA E DI GRANDI VINI ITALIANI

FONDATION DE L'ITHQ

17 producteurs de vin les plus réputés d'Italie et membres de L'INSTITUTO DEL VINO ITALIANO DI QUALITÀ - GRANDI MARCHI, ont choisi de dresser la table à Montréal pour célébrer la deuxième édition de la NOTTE DI GASTRONOMIA E DI GRANDI VINI ITALIANI.

Une équipe de chefs enseignant à L'ITHQ ont réalisé un menu gastronomique de six services inspiré des terroirs québécois et italien et conçu pour s'harmoniser avec les 17 grands vins italiens offerts pour l'occasion par les producteurs.

Les profits de cette soirée-bénéfice permettront à la Fondation de contribuer au développement des programmes de formation en sommellerie et en cuisine italienne de L'ITHQ.



De gauche à droite : Tony Tomassi, ministre de la Famille, Parti libéral du Québec, Geneviève Trottier, directrice principale, événements et relations avec la communauté, Banque Nationale Groupe financier, René-Luc Blaquière, directeur général, Fondation de L'ITHQ, et Maurice Rinaldi, président et directeur général, Rinaldi Communication Marketing

1753792

Hâtez-vous!
CETTE PROMOTION SE TERMINE AUJOURD'HUI !

BRAULT & MARTINEAU

10 grands magasins
braultetmartineau.com

Là où la qualité n'est pas un obstacle aux bas prix depuis 1960

Week-end en folie!

Profitez de méga rabais

sur les meubles†, matelas†, accessoires de décoration†, électroménagers† et appareils électroniques†

AUJOURD'HUI seulement! CE TÉLÉVISEUR À PRIX FOU !



TOSHIBA
Téléviseur à écran ACL de 40 po
Résolution de 1920 x 1080, temps de réponse de 8 ms, 3 entrées HDMI 1,3a, 1 entrée PC (VGA), Energy Star®
Livraison gratuite et garantie de 12 mois

37/24 vers. 46$* mois ou 899$
Rabais de 300$ Rég. : 1199 $



24/24 vers. 96$* mois ou 599$
Rabais de 600$ Rég. : 1199 $

EuroDesign
Ensemble de 5 haut-parleurs et un subwoofer de 10 po
Puissance de sortie totale de 875 watts
Livraison gratuite et garantie de 12 mois
Quantités limitées



Mobilier de cuisine
En hévéa massif et placage de couleur merlot
Table 97 x 172 cm (38 x 68 po)
Livraison gratuite

10/36 vers. 53$* mois ou 379$
5 morceaux
Rabais de 220$ Rég. : 599 $



MAYTAG
Laveuse de 3,5 pi³
16 programmes, technologie commerciale Maytag, distributeur de javellisant et d'assouplisseur, panier de lavage en acier inoxydable
Livraison, ramassage et service gratuits

13/36 vers. 86$* mois ou 499$
Rabais de 130$ Rég. : 629 $



Galerie du sommeil BRAULT & MARTINEAU 16 succursales

- Matelas ferme
- Sans rotation
- Dessus à coussinet
- Contour renforcé

Sommier aussi offert
Voir prix en magasin
Garantie de 5 ans. Livraison et ramassage gratuits

- 1 place/240 ressorts
  6,98$*/50 vers. mois ou **349$**
  RABAIS DE 100$ Rég. : 449 $
- Grand lit/416 ressorts
  8,98$*/50 vers. mois ou **449$**
  RABAIS DE 170$ Rég. : 619 $

7/50 vers. 98$* mois ou 399$
2 places/336 ressorts
Rabais de 160$ Rég. : 559 $

Whirlpool
Cuisinière
Four de 4,8 pi³, éléments à serpentins ultra-rapides, très grand hublot
Livraison, ramassage et service gratuits



11/36 vers. 08$* mois ou 399$
Rabais de 100$ Rég. : 499 $

JUSQU'À 50 VERSEMENTS SANS INTÉRÊT* JUSQU'EN MAI 2013

SUR LES MEUBLES, MATELAS, ACCESSOIRES DE DÉCORATION, ÉLECTROMÉNAGERS ET APPAREILS ÉLECTRONIQUES

braultetmartineau.com

***Livraison gratuite** 7 jours sur 7* ***Dans un rayon de 200 km. Détails en magasin.*



HEURES D'OUVERTURE :
Lundi au vendredi 9 h à 21 h
Samedi 9 h à 17 h
Dimanche 10 h à 17 h

BROSSARD Tél. : 450 619-6777 • 9500, boul. Taschereau (coin boul. Rivard)
GATINEAU Tél. : 819 561-5007 • 1 877 755-2555 • 500, boul. de la Gappe (face aux Prom. de l'Outaouais)
KIRKLAND Tél. : 514 697-9228 • 16 975, route Transcanadienne (sortie 50 de la Transcanadienne)
LASALLE Tél. : 514 364-6110 • 7272, boul. Newman (près du Carrefour Angrignon)
LAVAL Tél. : 450 682-2516 • 500, boul. Le Corbusier (coin boul. de la Concorde)
REPENTIGNY Tél. : 450 470-0815 • 145, rue de Lafayette (près du boul. Brien)
SHERBROOKE Tél. : 819 562-4242 • 1 800 267-4240 • 3950, boul. Josaphat-Rancourt (Plateau St-Joseph)
SAINT-HUBERT Tél. : 450 676-1911 • 1351, boul. des Promenades (près des Prom. St-Bruno)
SAINT-LÉONARD Tél. : 514 254-9455 • 6700, rue Jean-Talon Est (près des Galeries d'Anjou)
SAINTE-THÉRÈSE Tél. : 450 430-0555 • 125, boul. Desjardins Est (coin boul. Curé-Labelle)

Galerie du sommeil BRAULT & MARTINEAU 16 succursales

HEURES D'OUVERTURE : Lundi au mercredi 9 h à 18 h • Jeudi et vendredi 9 h à 21 h • Samedi 9 h à 17 h • Dimanche 10 h à 17 h

GRANBY Tél. : 450 372-5656 • 50, rue Simonds Nord
MASCOUCHE Tél. : 450 474-8531 • 210, Montée Masson
ST-HYACINTHE Tél. : 450 774-6116 • 3300, avenue Cusson
ST-JEAN-SUR-RICHELIEU Tél. : 450 349-1609 • 575, rue Pierre-Caisse
ST-JÉRÔME Tél. : 450 431-9338 • 21, rue Gauthier
VAUDREUIL-DORION Tél. : 450 424-2651 • 585, avenue St-Charles

Accord D Desjardins — **Desjardins partenaire officiel de Brault & Martineau**
Interac PAIEMENT DIRECT

Offre en vigueur du jeudi 12 mars au dimanche 15 mars 2009. Quantités limitées sur certains articles. Valable pour les produits en inventaire seulement. Non valable aux Centres de liquidation. Ces offres ne peuvent être jumelées à aucune autre promotion. Détails en magasin. †Marques et modèles sélectionnés. Détails en magasin.

*Termes et conditions de la vente pour le programme de financement « Paiements mensuels égaux, sans intérêt » : achat minimum requis de 499 $ avant taxes pour les appareils électroniques et de 799 $ avant taxes pour les meubles, matelas, accessoires de décoration et électroménagers sauf items sélectionnés. Sur approbation du service de crédit Accord D Desjardins, ne payez que les taxes au moment de l'achat. Le premier versement mensuel du montant financé est facturé sur le relevé de compte suivant votre achat. Les versements mensuels égaux (inclus dans le paiement minimum dû de la carte de crédit) sont déterminés en divisant le montant financé par le nombre de mois indiqués dans la promotion retenue. L'intérêt n'est pas appliqué sur le versement mensuel si le paiement minimum dû est effectué avant la date d'échéance apparaissant sur l'état de compte mensuel. Dans le cas où les conditions précitées ne sont pas respectées, l'intérêt annuel applicable sur la carte de crédit du détenteur est alors calculé au taux de 19,5 % annuellement sur les sommes en souffrance. Il n'y a aucuns frais de renouvellement ou d'adhésion. Détails en magasin.

Exemple de frais :			
Si votre solde quotidien moyen en souffrance est de :	250 $	500 $	1000 $
Les frais d'intérêts pour une période de 30 jours seront de :	4,01 $	8,01 $	16,03 $

1709015A

ACTUALITÉS

SIROP D'ÉRABLE

Les États-Unis veulent entailler le « monopole » québécois

ANNIE MORIN
LE SOLEIL

Maintenant que le Québec a réussi à faire augmenter les prix du sirop d'érable et à stimuler la demande mondiale, les États-Unis veulent prendre le marché d'assaut en entaillant un maximum d'érables sur leur territoire.

Le sénateur démocrate de l'État de New York, Charles E. Schumer, et son collègue républicain John M. McHugh, de la Chambre des représentants, ont déposé cette semaine un projet de loi intitulé « Maple Tapping Access Program Act ». Le but est de subventionner les propriétaires de bois privés afin qu'ils rendent leurs érables disponibles pour une exploitation acéricole. Certains États, dont le Vermont, montrent déjà l'exemple en ouvrant des terres publiques, puisque entailler est désormais plus payant que de couper le bois. D'autres encouragent la mise sur pied d'infrastructures communes d'entreposage et d'embouteillage.

Une vingtaine d'États produisent du sirop d'érable. Ils sont situés surtout dans le nord-est et dans le centre du pays. Cette spécificité géographique est le plus grand obstacle que pourrait rencontrer le « Maple TAP Act », qui doit être entériné par une majorité de sénateurs et de représentants. C'est d'ailleurs la deuxième fois que le projet de loi est déposé par les politiciens new-yorkais. L'an dernier, il était mort au feuilleton.

Cette fois, par contre, les astres sont bien alignés, croit David Campbell, président de l'association des producteurs de sirop d'érable de l'État de New York. « Dans le contexte de la crise, il y a beaucoup d'argent débloqué pour relancer l'économie. On a la chance d'aller en chercher une part si on fait un bon travail de lobby », a-t-il confié au *Soleil* en entrevue téléphonique.

La pénurie de sirop d'érable, qui a entraîné les prix vers un sommet, est un autre argument en faveur d'un accroissement de la production, ajoute Michael Farrell, spécialiste de l'érable au département des ressources naturelles de l'Université Cornell. Celui-ci donne au Québec tout le crédit de cette embellie.

Après des années de hauts et de bas, la Fédération des producteurs acéricoles du Québec (FPAQ) a décidé de limiter la production en imposant un système de quotas, en plus de fixer un prix minimum pour le sirop en vrac. En parallèle, des campagnes de promotion ont été entreprises un peu partout dans le monde afin de stimuler la demande. Tout a tellement bien fonctionné qu'il a suffi de deux saisons décevantes pour vider les entrepôts de la Fédération.

Les Québécois dominent environ 75 % de l'offre mondiale de sirop d'érable. Les autres provinces canadiennes contribuent pour 6 à 8 %, ce qui laisse un peu plus de 15 % du marché à nos voisins du Sud.

« Nous sommes encore trop petits pour avoir un impact sur les prix à l'échelle mondiale, mais ce serait bien de maîtriser une plus grosse partie de la tarte », résume M. Farrell. Celui-ci rappelle qu'à peine un érable sur 200 est entaillé dans le nord de l'État de New York. Au Québec, c'est un sur trois. Au Vermont, plus grand producteur de sirop d'érable aux États-Unis, c'est un érable sur 50 qui est exploité. La production américaine est essentiellement destinée au marché local. Ce dernier n'est pas entièrement comblé, puisqu'il s'agit encore du premier marché d'exportation pour les Québécois, favorisés par le taux de change. Le professeur d'université doute de voir les prix redescendre aussi bas que dans les années 80, même si plusieurs nouveaux venus se mettent à bouillir l'eau d'érable. « Le problème, ce n'est pas la surproduction, c'est la sous-promotion. Ce qu'il faut faire, c'est stimuler la demande. »

LE QUÉBEC NE BRONCHE PAS

Le *New York Times* parlait cette semaine du Québec comme de l'OPEP (Organisation des pays producteurs de pétrole) du sirop d'érable. Malgré la concurrence qui s'agite, force est de constater que les barons du cartel sont bien en selle.

Simon Trépanier, directeur général adjoint à la FPAQ, estime que les acériculteurs québécois ne sont pas menacés par les efforts des Américains pour profiter des prix élevés du sirop d'érable. « Il y a deux raisons majeures. D'abord, les conditions climatiques ne sont pas aussi gagnantes. Au sud, les saisons commencent plus tôt et sont beaucoup plus courtes. Ensuite, on a fait beaucoup de recherche et ils sont en retard par rapport aux percées technologiques d'ici », explique-t-il. — Le Soleil

Du jamais vu !



Ville : 9,6 L/100 km
Route : 7,0 L/100 km

Modèle GT illustré

MAZDA 5 GS 2009
Le véhicule idéal pour la famille



ACHETEZ À 16 995 $†
AU TAUX DE FINANCEMENT RÉGULIER

écoÉNERGIE
une initiative d'écoACTION
PRIX ÉCOÉNERGIE POUR LES VÉHICULES 2009♦

★ ★ ★ ★ ★
COTE DE SÉCURITÉ LA PLUS ÉLEVÉE LORS D'ESSAIS DE COLLISION FRONTALE**



Ville : 11,9 L/100 km
Route : 8,7 L/100 km

Modèle GT illustré

Mazda CX-7 GS 2009

ACHETEZ À 26 495 $†
AU TAUX DE FINANCEMENT RÉGULIER

★ ★ ★ ★ ★
COTE DE SÉCURITÉ LA PLUS ÉLEVÉE DU GOUVERNEMENT DES ÉTATS-UNIS LORS D'ESSAIS DE COLLISION**

VALEUR. ÉMOTION. INGÉNIERIE. VROUM-VROUM. POUR TOUJOURS.
VOUS TROUVEREZ TOUJOURS plus CHEZ VOS CONCESSIONNAIRES MAZDA DU QUÉBEC.
POUR TROUVER UN CONCESSIONNAIRE PRÈS DE CHEZ VOUS, VISITEZ LE **WWW.MAZDA.CA** OU TÉLÉPHONEZ AU 1-800-263-4680.

PRÊT À ROULER INSPECTION EN 52 POINTS À LA LIVRAISON • PROGRAMME D'ASSISTANCE ROUTIÈRE • GARANTIE LEADERSHIP MAZDA : PROTECTION COMPLÈTE DE 3 ANS OU 80 000 KM ET DE 5 ANS OU 100 000 KM SUR LE GROUPE MOTOPROPULSEUR

† Offres réservées aux particuliers et portant sur les Mazda5 GS (E6SD59AA00) et les Mazda CX-7 GS (PVSJ89AA00) 2009 neufs. Frais de transport et préparation de 1 535 $, immatriculation, assurances, taxes et frais d'inscription au RDPRM, le cas échéant, en sus. Un comptant initial pourrait être requis. Les modèles illustrés le sont à titre indicatif seulement en ce qu'ils peuvent comporter des équipements optionnels non inclus dans les prix mentionnés. Les concessionnaires peuvent vendre à prix inférieur. Les stocks peuvent varier selon les concessionnaires. Un échange peut être nécessaire entre concessionnaires. Voir un concessionnaire participant pour les détails. Aucune combinaison d'offres possible. Offres d'une durée limitée à compter du 7 mars 2009. ♦ D'après les cotes de consommation de carburant 2009 publiées par Ressources naturelles Canada. ** Essais menés sur les Mazda5 et Mazda CX-7 2009 avec coussins de sécurité latéraux de série. Classification du gouvernement des États-Unis dans le cadre du programme d'évaluation des voitures neuves (www.safercar.gov/) de la NHTSA (National Highway Traffic Safety Administration).

PROGRAMME MAZDA POUR LES DIPLÔMÉS

1743143A

L'abus d'alcool pourrait favoriser le cancer de la prostate

LA PRESSE CANADIENNE

VANCOUVER — Une équipe de chercheurs du Canada, des États-Unis et de l'Australie, après avoir analysé 35 études sur la relation entre la consommation d'alcool et le risque de cancer de la prostate, a établi un lien entre les deux.

L'étude globale a permis de déterminer que les grands consommateurs d'alcool, soit ceux qui prennent 14 consommations ou plus par semaine, auraient des risques de 20 % plus élevés de souffrir d'un cancer de la prostate que ceux qui ne boivent pas d'alcool ou qui en boivent peu.

Kaye Fillmore, coauteure de l'étude et professeure à l'Université de Californie à San Francisco, affirme que le cancer de la prostate est l'une des maladies qui causent le plus de décès.

Mais la cause de ce type de cancer demeure encore inconnue, même si la récente étude arrive à la conclusion qu'une grande consommation d'alcool se traduit par une prévalence élevée du cancer de la prostate.

Mme Fillmore a indiqué que les chercheurs se sont penchés sur 35 études dont certaines ont été menées en deux étapes afin de déterminer l'incidence de l'alcool, des cigarettes ou de l'exercice physique sur la fréquence de la maladie.

Crise de liquidités à l'horizon chez Chrysler

ASSOCIATED PRESS

DETROIT — Même si Chrysler obtenait des prêts supplémentaires de la part du gouvernement, le constructeur pourrait tout de même être à court de liquidités en juillet, lorsqu'il cessera de toucher des revenus en raison de la fermeture de ses usines pour deux semaines, a signalé le directeur financier de l'entreprise. Chrysler apportera alors les changements requis pour passer à l'année suivante.

Lors d'un entretien téléphonique avec Associated Press, Ron Kolka a indiqué que les 4 milliards de dollars américains qu'a obtenus son entreprise le 2 janvier devraient durer jusqu'au 31 mars. Chrysler discute actuellement avec un groupe de travail gouvernemental afin d'obtenir 5 milliards supplémentaires. Elle doit remettre avant le 31 mars un plan qui démontre comment elle peut être viable et rembourser ses dettes.

M. Kolka n'a toutefois pas voulu dire ce qui arrivera si jamais Chrysler n'obtient pas davantage d'aide, affirmant seulement qu'il ne planifie pas être à court d'argent.

L'ultime bataille de Melca

ISABELLE HACHEY



PHOTO FOURNIE PAR LES PROCHES



PHOTO ANDRÉ TREMBLAY, LA PRESSE

Melca Salvador laisse dans le deuil son fils de 12 ans, Richard. C'est Evelyn Calugay (à droite) qui a recueilli l'enfant.

Melca Salvador était une battante. Elle s'était démenée pour améliorer son propre sort, celui de son petit garçon, celui des travailleurs immigrés qui subissent leurs malheurs en silence. Elle avait vaincu les bureaucrates fédéraux en obtenant l'asile au Canada.

Elle vient de perdre sa dernière bataille. Il y a deux semaines, Melca a été emportée par un cancer.

Retour en arrière. L'affaire Melca Salvador a éclaté en août 2000. La domestique philippine était alors sur le point d'être expulsée parce qu'elle n'avait pas respecté les règles d'un programme fédéral destiné aux aides familiales immigrées. Son crime: être tombée enceinte. Et s'être fait mettre à la porte par ses employeurs montréalais.

Cinq ans plus tôt, Mme Salvador avait quitté son archipel aux horizons bouchés. Elle avait d'abord échoué en Égypte, où elle avait fréquenté un compatriote, avant de débarquer à Montréal à l'automne 1995. Elle ne savait pas qu'elle était enceinte. Ses employeurs non plus. Quand ils l'ont découvert, deux mois plus tard, ils l'ont congédiée sur-le-champ.

« Ils m'ont donné une heure pour faire mes bagages et partir », a-t-elle raconté à *The Gazette* en août 2000.

Mme Salvador a bien tenté de trouver un autre travail, en vain. Son ventre rond rebutait les employeurs. Ensuite, elle a dû s'occuper de son bébé, Richard, né en juin 1996. Or, le programme fédéral exige des aides familiales qu'elles travaillent au moins 24 mois au cours d'une période de trois ans pour obtenir leur résidence permanente.

En 2000, donc, le couperet est tombé: Mme Salvador devait partir. Mais l'idée de retourner aux Philippines pour y gagner un salaire de misère ne lui souriait guère. D'autant moins que son fils de 4 ans – citoyen canadien puisque né au pays – était asthmatique et requérait des soins spéciaux.

Des membres de la communauté philippine de Montréal se sont mobilisés. Des groupes de femmes aussi. Chaque semaine, pendant des mois, ils ont manifesté devant les bureaux d'Immigration Canada pour dénoncer l'ordre d'expulsion.

En mai 2001, après un long combat, la Cour d'appel fédérale a permis à Mme Salvador de demeurer au Canada pour des motifs humanitaires. Mais la Philippine n'a pas eu beaucoup de temps pour savourer sa victoire. À peine trois ans plus tard, le diagnostic est tombé, implacable: cancer du sein. À un stade avancé.

Cette bataille-là a duré cinq ans. Elle était perdue d'avance.

Orphelin à 12 ans

Melca Salvador, 44 ans, est morte au matin du 27 février. Ses funérailles ont été célébrées hier après-midi au Centre funéraire Côte-des-Neiges. Il y avait des représentants de la communauté philippine, pour qui Mme Salvador en était venue à symboliser la lutte des travailleurs migrants pour obtenir un meilleur traitement au Canada. Il y avait aussi son fils, Richard, aujourd'hui âgé de 12 ans.

C'est Evelyn Calugay, 63 ans, qui a recueilli le jeune orphelin. Elle s'occupe de lui depuis quatre ans déjà – depuis que sa mère, trop malade, en était devenue incapable. « Il m'appelle grand-maman », dit-elle.

Mais la « grand-maman » est inquiète. Le garçon n'a pas eu la vie facile. « C'était lui le premier soignant de sa mère. Il l'aidait à s'habiller. La travailleuse sociale a dit que ce n'était pas bon pour un enfant d'avoir une telle responsabilité. » Aujourd'hui, Richard a des problèmes de comportement. « Parfois, il explose à l'école. C'est très difficile pour lui d'accepter tout ça. »

Une femme en colère

Mme Calugay ne chôme pas: cette mère de trois garçons adultes est aussi présidente de Pinay, un groupe montréalais de défense des droits des Philippins. Chaque semaine, cinq ou six compatriotes cognent à sa porte pour obtenir de l'aide, un appui, un conseil.

Comme son amie décédée, Mme Calugay dénonce là où les autres se taisent et endurent. Elle tente de convaincre les aides familiales exploitées par leur employeur de porter plainte. En vain, la plupart du temps. Les immigrées craignent de faire des vagues. Elles ne veulent surtout pas courir le risque d'être expulsées. « Elles ne connaissent pas leurs droits et ne savent pas comment se défendre. »

L'infirmière à la retraite s'indigne du sort réservé aux Philippins, une main-d'œuvre commode et bon marché pour le Canada comme pour bien d'autres pays riches de la planète. « Nous sommes une marchandise jetable! »

L'affaire Melca Salvador aura eu le mérite d'exposer les failles d'un programme d'abord créé pour répondre à une pénurie d'aides familiales. Depuis des années, Pinay et d'autres ONG exigent plus de protection pour ces femmes vulnérables. « Le stress qu'elles vivent contribue à les rendre malades, pense Mme Calugay. Avant d'arriver ici, elles doivent subir un examen médical complet pour prouver leur bonne santé. C'est après qu'elles tombent malades. Le stress qu'on leur impose, c'est trop. »

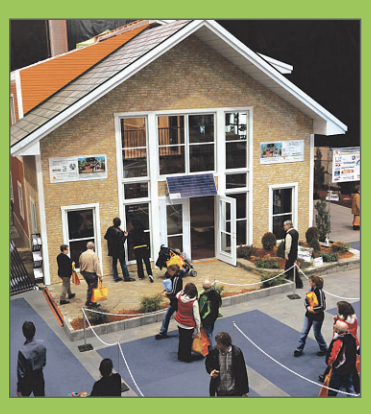
Atelier
Sur le chemin de notre
mission de vie
Pour répondre à vos besoins de créer et de vous réaliser à partir de votre unicité.



28 et 29 mars
1030 rue Cherrier #205
Montréal (Métro Sherbrooke)
Groupe CRAM
avec Louise Racine-Trudeau, TRA
1-877-598-7758
www.cram-eif.org
1662910A

MediaPages canoe411
PRÉSENTE :
SalonHabitat
VILLE & BANLIEUE
NOUVEAU ! DERNIÈRE JOURNÉE
EN COLLABORATION AVEC Voyer & Tremblay
ACHAT
CONSTRUCTION
RÉNOVATION
12 AU 15 MARS 2009
STADE OLYMPIQUE
150 PROJETS EN
VISITE LIBRE !
AU STADE OLYMPIQUE
LES MEILLEURS PROJETS IMMOBILIERS SOUS UN MÊME TOIT
Maisons, condos, semi-détachés ou maisons de ville. 15 000 unités d'habitation sont présentées par les meilleurs promoteurs et constructeurs de Montréal, de la Rive-Nord et de la Rive-Sud.
MARIE-LISE, porte-parole





ÉCO-ENERGÉTIQUE ADCOM



BÉTON ARCHITECTURAL GEOMETRIX
EN CE MOMENT AU SALON
TÊTE-À-TÊTE
avec des constructeurs et présentation de conférences à l'Espace bleu
GazMétro la vie en bleu
NE MANQUEZ PAS
LES MAISONS À VISITER
présentées par Techniseal
WWW.SALONHABITAT.CA
En collaboration avec : Association de la construction du Québec, Qualité Habitation, La Presse, Isolation Ippersiel, Decormag, Maison d'aujourd'hui, Benjamin Moore, Saint-Hyacinthe-Technopole, Pamar, 98,5 fm
HEURES D'OUVERTURE : jeudi 12 mars : 12 h - 21 h / vendredi 13 mars et samedi 14 mars : 10 h - 21 h / dimanche 15 mars : 10 h - 17 h
PRIX D'ENTRÉE (taxes incluses) : adultes : 14 $ / étudiants et aînés : 12 $ / enfants (6 à 12 ans) : 6 $ / enfants (0 à 5 ans) : gratuit
SALON HABITAT VILLE ET BANLIEUE
OBTENEZ 2 $ DE RABAIS
SUR LE TARIF RÉGULIER ADULTE
2$
Détacher et remettre à la billetterie du Stade olympique. Valide pour la durée de l'événement. Un coupon par client. Ne peut être jumelé à aucune autre offre. #PRES01
16956645A

Vie
DES VOLONTAIRES POUR UN VIRAGE VERT ?



Canal Vie recherche des candidats pour participer au tournage de l'émission Billet$ Vert$ axée sur l'environnement, le recyclage et la consommation responsable de l'énergie.

Couples, célibataires, colocs, mono ou multiparentales… tous sont bienvenus.
ET ÇA PEUT ÊTRE PAYANT $$$.

▶ Détails et inscriptions : canalvie.com
1750857A

PLUS ADOS EN DÉSINTOX

Ils ne croient plus aux monstres de leur enfance. Pourtant, ces jeunes de 12 à 17 ans font face à un autre démon : la toxicomanie. C'est au centre Le Grand Chemin, à Montréal, que *La Presse* a rencontré des adolescents qui mènent un difficile combat contre l'alcool et la drogue. Parmi eux, Mathieu, un « miraculé » qui avait passé un été à inhaler des vapeurs d'essence dans un sac-poubelle. Sarah, qui a découvert l'effet de l'alcool à 8 ans. Et Dannick, que nous avons accompagné au moment de sa sortie du centre. Histoires de jeunes qui s'accrochent à la vie malgré tout.



Mathieu est arrivé au Grand Chemin mal en point. À 16 ans, il avait déjà un lourd passé de toxicomane. Un jour, il a illustré ses émotions sur papier. Il a dessiné un garçon avec, au dessus de sa tête, un nuage et, à ses pieds, des excréments. Aujourd'hui, il rêve de ne plus consommer.

L'ÉTÉ DANS UN SAC-POUBELLE



TEXTES : SOPHIE ALLARD
PHOTOS : ALAIN ROBERGE

« Je suis pas mal magané dans le caillou. » Mathieu, 16 ans, a fumé son premier joint à l'âge où l'on croit encore au père Noël. Il avait 7 ans. L'été dernier, il a passé ses journées la tête dans un sac-poubelle, à inhaler des vapeurs d'essence. Il en gardera des séquelles.

« Je pouvais prendre 100, 200 *puffs* par jour. Ça gèle fort, mais ça brûle les cellules du cerveau. Ça m'a affecté », confie-t-il, lucide. Quand il est arrivé au Grand Chemin, en octobre, il n'arrivait pas à faire une phrase complète. « Je bégayais, je cherchais mes mots. J'avais des problèmes de mémoire. Ça m'a pris trois semaines à apprendre les noms de chacun. »

Aujourd'hui, après deux mois de thérapie, c'est le jour et la nuit. Son état s'est nettement amélioré, au-delà de toute attente. Il a encore un peu de difficulté à s'exprimer, il est facilement confus. « Je suis lent à comprendre des fois, mais ça va beaucoup mieux. J'en ai repris. »

« C'est un petit miraculé », souligne le coordonnateur du centre, Gaëtan Brière.

Mathieu a illustré ses émotions sur papier. Devant son intervenante, Annie Marcotte, il étale ses dessins sur la table. Sur le premier, il a dessiné un nuage au-dessus de sa tête et des excréments à ses pieds. « Ça montre que j'étais tanné d'être dans ma marde. » Il volait de l'ecstasy à son frère et de l'argent à ses parents. Sur un autre dessin, il a écrit le mot « amour » et collé un papillon. « Je vais bientôt voler de mes propres ailes », dit-il, ému.

D'ici à sa sortie, prévue dans deux semaines, il devra mettre les bouchées doubles. Au propre comme au figuré. Il refuse régulièrement de manger – il n'aime pas ce qu'on lui sert. Frêle et petit, il a le corps d'un enfant de 12 ans. Son visage est émacié, livide. « Tu fonds à vue d'œil. Tu dois prendre des forces avant de sortir », dit Annie. Il fera ce qu'elle dit, promet-il. « Et ton comportement ? »

Il admet qu'il est agité depuis quelque temps. Comme l'autre jour, quand il a réagi à l'expulsion de Gabriel, décidé à passer Noël chez lui coûte que coûte. Comme ce matin, quand il s'est recouché après la douche. « Assieds-toi à ton bureau en silence. Tu le sais, c'est la règle », a répété François Boisvert, le surveillant de nuit. Au lieu d'obtempérer, Mathieu s'est étendu par terre, entre son lit et son bureau, générant des éclats de rire dans les autres chambres.

Il regrette : « J'ai déconné. Je suis le plus ancien, je dois montrer l'exemple. » Le garçon, qu'on rejetait à l'école, vient d'être nommé chef de groupe. « C'était tout juste si on ne lui tirait pas des cailloux. Il se ramassait avec des *bums* qui lui faisaient faire n'importe quoi », indique Gaëtan Brière. Il prend son nouveau rôle à cœur.

Pour lui, la vie entre quatre murs est confortable. Comme son kangourou à carreaux trop grand et ses pantoufles usées à motif camouflage. « Ça me fait du bien d'être ici, mais je m'ennuie de ma famille. J'ai hâte de sortir. » Il rêve aussi d'une moto de course, d'une femme, d'un enfant, d'un chalet au bord d'un lac. Il rêve surtout de ne jamais plus consommer.



PLUS ADOS EN DÉSINTOX





Lors du passage de *La Presse* au Grand Chemin, Dannick, 15 ans, préparait sa sortie du centre après une cure de désintoxication. Pendant 10 semaines, il a joué le match de sa vie. Au jour J, sa mère est venue le prendre dans ses bras.

« MON GARS RENTRE CHEZ NOUS »

SOPHIE ALLARD

Dannick, 15 ans, est impatient de revenir sur la glace. Depuis deux jours, il sourit en permanence, il a le pas léger. Il sort aujourd'hui, a-t-il appris. Si c'était permis, il chanterait et danserait. « Jamais une consommation ne pourrait m'apporter la joie que j'ai en ce moment », confie-t-il en comptant les minutes avant sa cérémonie de départ.

Parce que la drogue prenait toute la place dans sa vie, Dannick a raté sa saison de baseball. Celles de motocross et de golf aussi. « Plus jamais », dit ce sportif. Il fallait le voir jouer au ballon chasseur, hier soir, dans le vieux gymnase de l'hôpital. Le meilleur sur le terrain. « Au début, je frappais dans les murs si je perdais. » Plus maintenant.

Pendant les 10 dernières semaines, il a joué le match de sa vie. Cet après-midi, sa mère, sa grand-mère et son petit frère sont là, tous en pleurs, pour assister à la grande finale. Le salon a un air de fête. Dannick a son diplôme en main.

« Il y a tellement d'amour dans notre famille, je savais qu'on passerait au travers », lui confie sa mère devant un auditoire attentif. Sa voix tremble, sa main serre un mouchoir. « J'ai toujours cru en toi. Je suis fière de toi. Je savais que mon p'tit gars, le vrai, n'était pas loin. »

Dannick avait hâte de retrouver les siens et de leur demander pardon pour l'enfer qu'il leur a fait subir. Surtout à son petit frère. « Je t'aime, je me suis ennuyé de toi. Je m'excuse de t'avoir tapé dessus, tu étais mon souffre-douleur. Je veux qu'on fasse des activités… à jeun », lui déclare-t-il à voix basse, en le serrant dans ses bras.

Sa « belle mamie d'amour » peine à retenir ses larmes. Elle a tenu à se venir malgré la bonbonne d'oxygène qu'elle doit traîner pour respirer. « Tu m'as fait vivre deux immenses moments de bonheur : quand tu es né et quand tu es entré ici. J'ai oublié ton agressivité. Tu as une belle vie devant toi, pis t'es beau comme un cœur. » Les yeux rieurs, il répond : « Ça, c'est parce que j'ai pris 20 livres ici ! »

Il étreint ses camarades un à un. Un moment touchant. « Je vais m'ennuyer. Lâchez surtout pas, ça vaut la peine. » Puis il soulève sa mère, à la façon d'un nouveau marié. « Pincez-moi, quelqu'un, mon gars rentre chez nous. »

L'HISTOIRE DE SARAH

SOPHIE ALLARD

Dans le salon, la lumière est tamisée. Les fauteuils sont disposés en cercle. Sarah, 17 ans, se cramponne à son siège, une boîte de mouchoirs à ses pieds. Tous les yeux sont tournés vers elle. La « matante » du groupe, toujours prête à aider, s'apprête à partager pour la première fois son histoire de consommation. « J'ai le cœur qui veut exploser tellement je suis nerveuse. »

Son récit durera plus d'une heure. « À 8 ans, j'ai pris ma première consommation. Un verre de vin rouge. Je voulais tellement ressembler aux adultes. Dès la première gorgée, j'ai aimé ça. J'ai été *feeling* assez vite. »

Les adultes de son entourage boivent beaucoup et, rapidement, elle se met à boire à tous les repas. « Mes parents se sont séparés. Ça a été un divorce difficile. Mon père a perdu son voilier, sa grande maison. Il a commencé à boire du matin au soir. De mon côté, je demandais un verre de plus au souper, je buvais en cachette. »

À 11 ans, elle fume son premier joint. « Mon père était toujours au bar, je devais m'occuper de l'appartement. J'ai fait une dépression, je m'automutilais. Ma souffrance sortait par mes plaies. » Dans la pénombre, le petit diamant incrusté dans sa dent brille. Ses yeux humides aussi.

Après, c'est la dégringolade. À 13 ans, elle se fait violer par son copain. « Ma consommation a monté en flèche. Le *pot* n'arrivait plus à me geler, j'ai commencé à prendre du *speed*. Dès que j'avais un *down*, aux 30 minutes, j'en prenais un. » Silence.

Devenue accro au *speed* et à la cocaïne, elle se retrouve rapidement sans le sou. « J'ai vendu, j'ai fait pousser. J'ai commencé à coucher avec des gars de deux fois mon âge contre de l'argent et de la drogue. Je consommais dès le réveil, à l'école, partout. Je cassais tout. »

Puis, c'est le déclic. « J'ai frappé ma mère, je l'ai rentrée dans le mur. » Ça ne peut plus durer. « Si je continuais, la drogue me tuait, ou moi, je me tuais. »

Note : Certains prénoms ont été modifiés.

LE GRAND CHEMIN
Montréal : 514-381-1218
Québec : 418-523-1218
Mauricie/Centre-du-Québec : 819-229-2018

CYBERPRESSE.CA

Lisez notre dossier complet et voyez notre document multimédia sur **cyberpresse.ca/ados**







MONDE

Ciudad Juarez, ville-mouroir



NICOLAS BÉRUBÉ
ENVOYÉ SPÉCIAL
MEXIQUE

Les gangs de trafiquants de drogue font la loi dans les régions frontalières du Mexique. Dans la ville de Ciudad Juarez, plus de 2000 personnes ont été tuées durant la dernière année. Les policiers sont devenus des cibles vivantes pour les criminels. Le maire ne se montre plus en public. Seules les maisons funéraires font des affaires d'or, comme l'a constaté notre correspondant.



PHOTO RONALDO SCHMIDT, AGENCE FRANCE-PRESSE

Située à un jet de pierre d'El Paso, au Texas, Ciudad Juarez (notre photo) est la ville la plus violente du Mexique. Pas moins de 2028 personnes ont été tuées depuis un an, un taux d'homicides trois fois plus élevé que celui de la plus violente des villes américaines.

CIUDAD JUAREZ — Balthazar Reyes est un homme flexible. Il ne brusque pas ses clients. Certains veulent ce qu'il y a de mieux: les modèles en chêne, avec des poignées en or. D'autres sont satisfaits avec des panneaux en pin verni.

« Le choix d'un cercueil, c'est une chose personnelle, dit-il. Nous pouvons satisfaire tous les goûts et toutes les bourses. »

Au salon funéraire Funeraria Del Refugio, on reçoit les clients 24 heures par jour. Situé au centre de Ciudad Juarez, le petit commerce aux vitres teintées a vu son chiffre d'affaires doubler depuis un an, quand l'armée mexicaine a débarqué pour tenter de remettre de l'ordre dans la ville.

Depuis, la violence n'a fait qu'augmenter.

« Le téléphone sonne jour et nuit », dit M. Reyes, assis derrière son bureau en mélamine. Il s'excuse un instant pour répondre à son cellulaire, pendant qu'une famille à la mine déconfite entre dans sa boutique et commence à regarder les cercueils en vitrine. Au mur au-dessus d'eux, une statue de la vierge Marie implore le ciel.

Située à un jet de pierre d'El Paso, au Texas, Ciudad Juarez est la ville la plus violente du Mexique. À un cheveu de la guerre civile, la ville de 1,4 million d'habitants semble coincée dans une dictature militaire d'Amérique centrale.

Pas moins de 2028 personnes ont été tuées ici depuis un an, soit un taux d'homicides trois fois plus élevé que celui de la plus violente des villes américaines. Près de 460 personnes ont été trouvées mortes à Ciudad Juarez durant les mois de janvier et février 2009.

On trouve des cadavres dans les terrains vagues, les voitures, derrière les bars, devant les commerces, sur le trottoir, dans les cabines de guichets automatiques. Les quartiers riches comme les bidonvilles sont frappés par les fusillades, qui peuvent éclater à 10h du matin comme en pleine nuit.

Des quartiers entiers sont déserts, abandonnés par des habitants terrorisés. Sur l'Avenida Lincoln, au centre-ville, des restaurants luxueux sont placardés. Plusieurs propriétaires se sont fait assassiner – notamment celui de la populaire discothèque U-Bar, criblé de balles dans le stationnement en juin dernier. D'autres ont fermé boutique parce que les clients ne venaient plus.

Les victimes sont surtout des membres des cartels de drogue et des policiers. Mais les tueurs font de moins en moins de distinction, et des innocents se font tuer en pleine rue, soufflés dans l'explosion d'une grenade ou fauchés par une volée de projectiles d'AK-47.

Dire que les groupes criminels font la loi à Ciudad Juarez est un euphémisme. Le mois dernier, le chef de la police a démissionné parce que les narcotrafiquants avaient commencé à mettre à exécution leur menace: tuer un policier tous les deux jours jusqu'à ce qu'il parte. Cinq policiers sont morts en une semaine.

« Ils avaient commencé à tuer des policiers, et pas durant leurs heures de travail, a expliqué le maire de la ville, Jose Reyes. Ils les attaquaient quand ils sortaient de chez eux et se dirigeaient vers leur voiture pour aller travailler. » Depuis, le maire a lui aussi reçu des menaces de mort et ne se montre plus en public.

Le doigt sur la détente

Devant l'hôpital général de Ciudad Juarez, une douzaine de militaires font le guet, le doigt sur la détente de leurs fusils d'assaut M-16. La semaine dernière, un groupe de narcotrafiquants a fait irruption dans l'hôpital pour assassiner un patient blessé par balles qui venait d'être admis. La sécurité a été resserrée depuis.

« C'est une zone de guerre ici, explique un médecin de l'hôpital, qui ne veut pas être nommé. Nous acceptons tout le monde, sans savoir s'ils sont dangereux ou non. Certains médecins ont démissionné et sont partis ailleurs au Mexique, ou aux États-Unis. La ville n'est plus vivable. »

Lui-même fait des démarches pour s'en aller. « Ici, dès que vous avez de l'argent, vos enfants



deviennent une cible pour les kidnappeurs. J'essaie de vendre ma maison. Mais c'est difficile parce que les gens veulent partir. »

La violence est le résultat d'une politique anti-cartels mise de l'avant depuis mars 2008 par le président Felipe Calderon. Après s'être fait tirer l'oreille par Washington durant des années, le Mexique a décidé d'agir. Plus de 45 000 soldats ont été déployés partout au pays pour combattre les groupes criminalisés.

Ces raids fédéraux ont déstabilisé le flux du trafic de drogue, entraînant l'escalade des tensions entre le puissant cartel de Sinaloa, dirigé par le fugitif Joaquin Guzman, et le clan rival, gouverné par le parrain Vicente Carrillo. Les chefs de cartels ne paraissent jamais en public, et les autorités croient qu'ils changent de téléphone cellulaire chaque jour pour éviter d'être repérés.

« Durant des années, nous avons dit aux Mexicains de stopper les trafiquants », a expliqué récemment Billy Hoover, directeur adjoint du Bureau américain des armes à feu à Washington, l'instance chargée de mettre fin au trafic d'armes entre les deux pays.

« Le président Calderon a finalement envoyé l'armée, et la violence a explosé. Nous ne nous attendions pas à cela. Rétrospectivement, nous aurions dû prévoir le coup. »

Ironiquement, la flambée de la violence dans le nord du Mexique est financée par les consommateurs de drogue aux États-Unis. Ceux-ci dépensent chaque année de 25 à 35 milliards de dollars américains en marijuana, en cocaïne, en héroïne et en méthamphétamine importées du Mexique. La drogue est ensuite envoyée à Miami, à New York ou à Los Angeles, rendant les trafiquants mexicains extrêmement riches et influents (voir autre texte).

Les cartels sont aussi soupçonnés de faire du trafic d'êtres humains. Dix-huit adolescentes âgées de 13 à 18 ans ont disparu depuis un an à Ciudad Juarez. Les victimes sont toutes jolies, grandes et minces. Traditionnellement, les femmes portées disparues étaient trouvées mortes dans les terrains industriels qui entourent la ville. Cette fois, la police pense que les victimes sont enrôlées de force dans des réseaux de prostitution et envoyées ailleurs au Mexique.

La ville des militaires

Engagé dans une lutte sans merci contre les cartels, le gouvernement de Mexico ne lâche pas prise. Il y a deux semaines, plus de 5000 militaires ont été dépêchés à Ciudad Juarez. Ils patrouillent aujourd'hui la ville à pied, et à bord de Humvees surmontés de fusils mitrailleurs. La plupart des militaires cachent leur visage et portent des lunettes fumées pour ne pas être reconnus.

Le lieutenant Ignacio Tomassi, responsable d'une base située dans un ancien hôtel du quartier populaire Bella Vista, affirme que la présence militaire aide la population.

« Nous sommes sur le qui-vive 24 heures sur 24. Les criminels s'en prennent à la police, mais pas à nous. Ils savent que nous sommes bien plus équipés et plus nombreux qu'eux. »

À quelques rues de là, une femme gare sa voiture et s'apprête à rentrer chez elle avec ses sacs d'épicerie. Elle ne sortira pas de la soirée, comme la plupart de ses voisins. Les rues de Ciudad Juarez sont désertes après la tombée du jour.

« Avec ou sans l'armée, je ne me sens pas en sécurité, affirme la dame, qui dit simplement s'appeler Patricia. Chaque jour, nous remercions le ciel d'être encore en vie. Mon fils habite au Texas, et il ne vient plus nous visiter depuis un an et demi, à cause de la violence. Je ne sais pas ce que nous allons devenir. »

Forbes honore le chef de la mafia mexicaine

NICOLAS BÉRUBÉ

CIUDAD JUAREZ, Mexique — Qui a dit que le crime ne paie pas?

Le fugitif le plus recherché du Mexique, Joaquin Guzman, figure maintenant sur la liste mondiale des milliardaires, compilée annuellement par le magazine *Forbes*.

Joaquin Guzman, 54 ans, considéré comme responsable de milliers de meurtres depuis les années 80, est en 701e position du palmarès de *Forbes*, avec une fortune évaluée à 1 milliard de dollars américains.

Surnommé « le nain » en raison de sa petite taille (5 pieds), Guzman purgeait une peine de 20 ans de prison quand il s'est évadé, en 2001, d'un pénitencier à sécurité maximale en se cachant dans un chariot de vêtements sales.

Depuis, son influence serait telle qu'il toucherait personnellement 20 % du marché du trafic de drogue au Mexique, d'une valeur de 25 à 35 milliards de dollars. Les autorités le considèrent comme l'un des principaux responsables de la hausse de la violence dans les régions frontalières du Mexique.

Forbes note que Guzman « n'était pas disponible pour une entrevue ».

La revue a provoqué la colère du gouvernement mexicain. Jeudi, le président Felipe Calderon a dit que les magazines « attaquent et mentent à propos de la situation au Mexique, et glorifient les criminels ».

Le ministre de la Justice, Eduardo Medina Mora, a ajouté que *Forbes* récompense le crime « en comparant les activités déplorables d'un criminel recherché au Mexique et ailleurs avec celles de gens d'affaires honnêtes ».

Guzman n'est pas le premier trafiquant à figurer sur la liste du magazine. En 1989, le trafiquant colombien Pablo Escobar a atteint le septième rang parmi les hommes les plus riches du monde, avec une fortune estimée à 25 milliards de dollars. Il a été abattu en 1993 par l'armée colombienne.

LA RENCONTRE DU SIÈCLE
CÉLÉBRATION DE LA 75E SAISON DE L'OSM ET DU CENTENAIRE DES CANADIENS
UN ÉVÉNEMENT DE LA FONDATION OSM
LE JEUDI 2 AVRIL 2009 À 19H30 AU CentreBell
CONCERT UNIQUE ET SPECTACULAIRE AVEC KENT NAGANO
Pratt & Whitney Canada · Hydro Québec · Power Corporation du Canada · La Presse cyberpresse.ca
Réseau Admission 514 790.1245 ou 1 800 361.4595 www.admission.ca
1702535A

Le G20 prêt à déployer tout l'arsenal anti-crise

D'APRÈS AFP

HORSHAM — Les grands argentiers de la planète, réunis hier au sud de Londres, ont convenu d'utiliser toutes les armes possibles contre la crise, éteignant en apparence les dissensions apparues notamment entre les États-Unis et l'Europe sur la relance budgétaire.

À l'issue de cette réunion préparatoire au sommet d'avril prochain, les représentants du G20 se sont engagés à accroître substantiellement l'aide aux pays pauvres par le truchement du Fonds monétaire international (FMI) et à redoubler d'efforts pour raviver le prêt bancaire et réguler les fonds spéculatifs.

Le communiqué final est un véritable catalogue des mesures budgétaires, monétaires, financières ou de régulation que peuvent prendre les gouvernements et les banquiers centraux de la planète pour atténuer les effets d'une crise qui verra en 2009 la première contraction du produit intérieur brut mondial depuis la Deuxième Guerre mondiale.

« Tout cela montre, je pense, une direction très claire alors que nous nous acheminons vers le sommet de Londres, le 2 avril », a estimé le ministre des Finances britannique, Alistair Darling. Y participeront cette fois les chefs d'État du G20, qui regroupe les 20 plus grandes économies développées et émergentes de la planète

« Nous sommes tombés d'accord sur un nombre significatif d'avancées, avec un grand consensus à la fois sur l'urgence des problèmes et sur ce que nous devrions faire pour y remédier », s'est-il félicité.

Soucieux de leurs déficits publics, les Européens ont réussi à éviter de s'engager sur de nouveaux plans de relance. Ils estiment en outre que leurs régimes de protection sociale, plus généreux qu'aux États-Unis, rendent difficiles les comparaisons transatlantiques.

Soucieux de leurs déficits publics, les Européens ont réussi à éviter de s'engager sur de nouveaux plans de relance.

Le communiqué reconnaît certes que « l'expansion budgétaire fournit un soutien vital à la croissance et à l'emploi », mais le G20 ne s'engage qu'à « fournir un effort de l'ampleur nécessaire pour rétablir la croissance » tout en insistant surtout sur « la mise en œuvre sans délai des mesures déjà annoncées ».

Pas d'engagement général non plus sur les banques, mais la promesse « d'affronter les problèmes du système financier là où cela s'avère nécessaire ». Le G20 a adopté un cadre commun pour le traitement des actifs toxiques.

Politique monétaire

Alors que les banques centrales ont déjà fortement réduit leurs taux, presque à zéro dans le cas des États-Unis ou du Japon, « toute la palette des instruments de politique monétaire » sera par ailleurs mise en œuvre, y compris les « mesures non conventionnelles », autant dire la mise en route de la presse à billets, comme au Royaume-Uni.

Les pays les plus pauvres ne sont pas oubliés puisqu'on prévoit une augmentation « très significative » des ressources du FMI.

Quant à la régulation, fonds spéculatifs, agences de notation et paradis fiscaux sont désormais pêle-mêle dans la ligne de mire, à la grande joie de l'Allemagne et de la France, qui ont fait suffisamment peur aux paradis européens, dont la Suisse, pour qu'ils annoncent un assouplissement de leur secret bancaire.

Le G20 semble avoir voulu absolument montrer un front uni à cette réunion pour tenter de restaurer la confiance mondiale, clé de la reprise. Les États-Unis ont joué le jeu de la bonne humeur: « Nous voyons que le monde bouge ensemble à une vitesse et sur une échelle sans précédent dans l'histoire moderne », a commenté le secrétaire américain au Trésor, Tim Geithner.

À Washington, le président Barack Obama et son homologue brésilien, Luiz Iñacio Lula da Silva, à l'issue de leur première réunion à la Maison-Blanche, ont manifesté leur optimisme quant à la réussite du prochain sommet du G20 pour combattre la crise économique mondiale.

Imbroglio politique à Madagascar

L'opposition revendique le pouvoir tandis que le président s'accroche

D'APRÈS AFP

ANTANANARIVO — L'opposition malgache s'est emparée hier du siège du gouvernement à Antananarivo. Son chef, Andry Rajoelina, affirme « commander » l'armée et exige la démission du président, Marc Ravalomanana, qui s'y refuse catégoriquement.

Hier, en fin de soirée, aucun déploiement particulier des forces de sécurité n'était visible dans la capitale. Un millier de partisans du président tenaient un barrage filtrant près du palais d'État, a constaté un journaliste de l'AFP.

En après-midi, M. Rajoelina avait donné quatre heures au président pour quitter le pouvoir. Dans un entretien accordé hier soir à l'AFP, il n'a pas dit ce qu'il comptait faire précisément après l'expiration de son ultimatum. L'armée a pour le moment exclu de marcher sur le palais présidentiel, où se trouve le chef de l'État.

« C'est moi qui commande l'armée aujourd'hui, a cependant affirmé l'opposant. Nous ne voulons pas la violence. »

Il a aussi menacé de traduire son rival en justice. « M. Ravalomanana sera amené devant un tribunal pour les actes qu'il a commis », a-t-il dit.



PHOTO SIPHIWE SIBEKO, REUTERS

Le leader de l'opposition malgache, Andry Rajoelina, en compagnie de son « premier ministre », Monja Roindefo, lors d'un rassemblement à Antananarivo, hier.

Escorté de militaires, un cabinet de l'opposition nommé pour remplacer le gouvernement s'est emparé dans la matinée de la Primature désertée. Entouré de ses « ministres », le « premier ministre » de cette « Haute autorité de transition », Roindefo Zafitsimivalo Monja, a affirmé: « Le président de la République, l'Assemblée nationale, le Sénat et le gouvernement sont déchus de leur fonctions. »

Entouré de militaires, M. Rajoelina, 34 ans, a ensuite demandé au président de quitter le pouvoir lors d'une réunion.

« Il n'y a pas d'autre solution que la démission de Ravalomanana dans les quatre heures à venir », a-t-il lancé lors de sa première apparition publique depuis le 3 mars.

L'opposant, destitué début février de son poste de maire d'Antananarivo, vivait caché depuis le 5 mars après une tentative d'arrestation.

Réplique présidentielle

Dans un communiqué, la présidence et le gouvernement ont répliqué que le pouvoir était toujours entre les mains de M. Ravalomanana. Le mouvement de l'opposition est « une manifestation de rue, qui utilise la terreur et la répression pour survivre. Une autoproclamation ne donne pas de pouvoir légal », déclarent-ils dans ce communiqué, alors que l'armée, la gendarmerie et la police ont basculé dans la défiance au président.

Le nouveau chef d'État-major de l'armée, André Andriarijaona, a quant à lui déclaré à l'AFP qu'il n'y avait pas lieu à ce stade de déployer l'armée vers le palais présidentiel, tout en se disant prêt à soutenir l'opposition si nécessaire.

La garde présidentielle est évaluée à environ 500 hommes. L'armée, la gendarmerie et la police en compteraient 28 000.

Au moins 28 personnes avaient été tuées le 7 février lorsque la garde présidentielle avait tiré sur des partisans de l'opposition. Plus d'une centaine sont mortes depuis le mois de janvier dans les violences qui ont émaillé le conflit.

L'opposition, qui a pris l'« engagement » d'organiser des élections générales dans les 24 mois, a aussi reçu hier le soutien du président de l'Assemblée nationale et ex-premier ministre de M. Ravalomanana, Jacques Sylla.

Confusion

Nombre de Malgaches s'avouent perplexes et « perdus » face à une crise confuse et nourrie de la propagande des deux camps.

Au « pays de la rumeur », la population n'est d'ailleurs pas la seule à se perdre dans les méandres d'une information opaque: les journalistes se heurtent ainsi au mutisme de la présidence et, de la part des deux camps, à une communication parfois ubuesque et teintée de propagande.

TOUR DU GLOBE

GAZA
Ben Laden s'en mêle

Le chef d'Al-Qaeda, Oussama ben Laden, a accusé des pays arabes de « complicité » avec Israël et ses alliés occidentaux lors de la récente offensive de l'État hébreu dans la bande de Gaza, selon un enregistrement audio diffusé hier par la chaîne de télévision Al-Jazira. « Ce sont les dirigeants des pays que l'Amérique qualifie de "modérés" », a dit ben Laden.

PALESTINE
Impasse

Le Hamas a annoncé que les pourparlers avec le Fatah sur le partage du pouvoir étaient au point mort, en raison de désaccords sur le programme politique d'un gouvernement d'union. Le porte-parole du Hamas, Fawzi Barhoum, a affirmé hier que son mouvement n'avait pas changé de position quant à son refus de reconnaître Israël. AFP

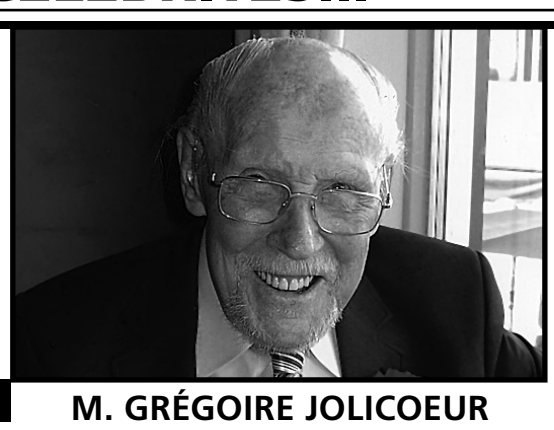
ULSTER
Interpellations

Quatre hommes et une femme ont été interpellés hier dans le cadre de l'enquête sur le meurtre de deux soldats britanniques il y a une semaine près de Belfast, a annoncé la police nord-irlandaise. L'un d'eux serait Colin Duffy, une des figures dissidentes de l'IRA. Des officiers de police de l'Irlande du Nord ont été attaqués à coups de cocktails Molotov après ces arrestations. AFP

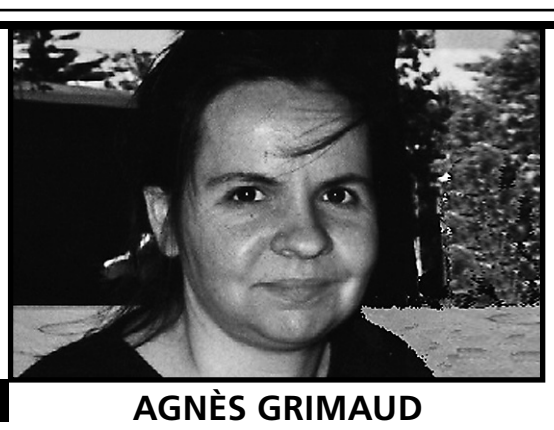
CUBA
Bombardiers russes

La Russie pourrait stationner des bombardiers stratégiques à Cuba ou au Venezuela, a déclaré hier le commandant des forces aériennes stratégiques russes, le général Anatoli Jikharev, cité par l'agence Interfax. Il existe à Cuba des bases aériennes pourvues de quatre ou cinq pistes utilisables, selon ce commandant. AFP

CÉLÉBRITÉS...



M. GRÉGOIRE JOLICOEUR
Félicitations cher papa
à l'occasion de ton 99e anniversaire
de naissance en ce 12 mars 2009.
De toute ta famille, avec tout notre amour.



AGNÈS GRIMAUD
Ma chérie, voilà déjà tes 40 ans!
Amoureuse, Maman, Auteure à succès
de littérature jeunesse, Prof… Je suis fière de toi,
je te souhaite beaucoup de bonheur.
Bon anniversaire mon Agnès, Suzanne

VOUS AVEZ UN ÉVÉNEMENT À CÉLÉBRER ?
Soulignez-le !
LA PRESSE
tous les dimanches dans *La Presse*
Composez le (514) 285-7274
appels interurbains (sans frais) **1 866 987-8363**
celebrites@lapresse.ca
CELEB_15-03-09

FORUM

André Desmarais › Président du conseil d'administration LA PRESSE
Guy Crevier › Président et éditeur
Philippe Cantin › Vice-président à l'information et éditeur adjoint
Éric Trottier › Directeur de l'information **André Pratte** › Éditorialiste en chef

ÉDITORIAUX

La Caisse de Charest



apratte@lapresse.ca
ANDRÉ PRATTE

«Un Ontarien à la Caisse?!» L'annonce de la nomination de Michael Sabia à la tête de la Caisse de dépôt et placement du Québec a suscité chez bien des Québécois une réaction initiale d'incrédulité.

Puis on s'est souvenu que M. Sabia habite Montréal depuis 16 ans. On a réalisé qu'il parlait un français fort convenable. Et on l'a entendu exprimer sa vision du Québec et du rôle de la Caisse. Tous les doutes exprimés au sujet du choix du gouvernement ne sont pas levés, loin de là. Sauf que ceux-ci portent désormais sur l'essentiel, soit sur les qualifications de Michael Sabia pour ce poste stratégique.

M. Charest ne pourra plus se laver les mains de la performance de la Caisse de dépôt.

Bernard Landry a déploré que le nouveau président de la Caisse de dépôt ait une «culture nationale *canadian*». Faudrait-il que les dirigeants des sociétés d'État subissent un test de culture québécoise? L'actuelle chef du Parti québécois n'a pas suivi son prédécesseur sur ce terrain. Dans une réaction empreinte de modération, Mme Marois a dit qu'elle aurait préféré voir à la direction de la CDPQ «une personne qui fasse davantage l'unanimité».

Nous l'aurions souhaité aussi. Michael Sabia est un homme brillant, mais controversé. Certains le vénèrent, d'autres le détestent. Selon les premiers, il a relevé un défi colossal en faisant le ménage à BCE; pour les autres, l'entreprise a piétiné sous sa direction hésitante et technocratique.

Le nouveau président du conseil d'administration, Robert Tessier, promettait la semaine dernière d'amener au conseil des gens qui seraient «en mesure de comprendre la complexité des activités de la Caisse». Paradoxalement, c'est la principale faiblesse du *curriculum vitae* de M. Sabia: il n'a aucune expérience dans l'industrie financière. En conférence de presse vendredi, ses réponses relatives au PCAA révélaient une maîtrise très imparfaite du dossier.

Contrairement à l'esprit de la nouvelle loi de 2004 – loi pourtant rédigée par le présent gouvernement – ce n'est pas le conseil d'administration qui a choisi M. Sabia, mais le premier ministre. Le CA n'a fait qu'avaliser ce choix à l'issue d'un simulacre de sélection.

Il est tout simplement inadmissible que le chef de la direction de l'institution financière la plus importante de la province soit choisi à l'issue d'un processus bidon comme celui-là. Comment des personnes aussi respectées que M. Tessier ont-elles pu se prêter à ce jeu, en cette époque où l'importance d'une gouvernance forte n'a jamais été aussi évidente?

Chose certaine, M. Charest ne pourra plus se laver les mains de la performance de la Caisse de dépôt. C'est lui qui a choisi le nouveau chef de la direction; pour le meilleur et pour le pire, le premier ministre est entièrement responsable de la suite des choses.

Cela dit, il faut reconnaître que Michael Sabia a eu le courage d'accepter une tâche dont plusieurs personnes n'ont pas voulu. Qu'on soit d'accord ou pas avec la décision du gouvernement, tous les Québécois ont intérêt à ce que M. Sabia réussisse à remettre la Caisse de dépôt sur les rails. Par conséquent, on doit donner la chance au coureur. Ceux qui sont en mesure de l'aider, notamment le personnel de la Caisse, les gens affaires et les politiciens, devraient de bonne foi lui offrir leur appui.

Plaidoyer pour un secteur maudit



nathalie.collard@lapresse.ca
NATHALIE COLLARD

Le quartier Pointe-Saint-Charles va-t-il enfin renaître? Il est permis de l'espérer à la lecture du rapport de l'Office de consultation publique, dévoilé la semaine dernière. Ce document est le fruit d'une démarche originale, une première à Montréal: plutôt que de se prononcer sur un projet d'aménagement précis, l'Office a animé et encadré une série de rencontres réunissant les élus, les groupes communautaires, les promoteurs et les résidants. L'objectif: s'entendre sur un éventuel projet de développement du site des ateliers du Canadien National.



Le territoire dont il est question couvre le quart de Pointe-Saint-Charles et doit accueillir le centre d'entretien de l'Agence métropolitaine de transport. Le reste du terrain serait partagé entre des activités industrielles et un développement résidentiel. Rappelons qu'il s'agit d'un coin quasi abandonné, dont le développement accuse plusieurs décennies de retard. L'avortement du projet de déménagement du casino lui a valu en outre une réputation de quartier difficile. Le spectre de la contestation citoyenne a sans doute fait peur à bien des promoteurs. Bref, on peut presque parler d'un secteur maudit qui aurait besoin d'un sérieux coup de baguette magique.

Or, le rapport de l'Office de consultation publique montre qu'en encadrant bien les discussions à propos du développement, le quartier pourrait se doter d'un projet emballant.

À condition, précisent les auteurs, d'adopter une réglementation très stricte qui garantira un développement harmonieux, respectueux des conditions de vie des résidants du quartier.

Pour l'instant, ces résidants sont inquiets. Ils craignent la circulation des camions qui sera inévitablement générée par une activité industrielle. Ils s'inquiètent aussi du degré de contamination du sol et du manque de logements abordables dans les projets préliminaires du promoteur. Bref, comme tout le monde, ils aspirent à une certaine qualité de vie.

Leurs craintes sont accentuées par l'attitude du propriétaire des terrains en question, Vincent Chiara du Groupe Mach, qui a commis plusieurs entorses aux règlements actuels, et ce, pendant le processus de consultation, ce qui a passablement fragilisé le lien de confiance avec les résidants.

Pour éviter ce genre de dérapages, l'Office recommande donc à la Ville de faire preuve de rigueur en adoptant une réglementation stricte (architecture, urbanisme, circulation des camions) qui encadrera le développement futur du site des ateliers du CN. L'Office insiste aussi sur l'importance d'adopter des mesures dissuasives. Les amendes en vigueur (quelques centaines de dollars lorsqu'on ne respecte pas un règlement concernant par exemple la circulation de camions en milieu résidentiel durant la fin de semaine), ne sont pas suffisantes pour imposer le respect. Il faut davantage de poigne.

Les prochaines années seront décisives pour le sud-ouest de Montréal. Entre la réfection de l'échangeur Turcot à l'ouest et l'abaissement de l'autoroute Bonaventure à l'est, un avenir prometteur attend cette portion de la ville, qui recèle un potentiel incroyable grâce à son patrimoine architectural, son passé industriel et la présence du très beau canal de Lachine.

Cette transformation extrême n'est pas seulement nécessaire, elle est vitale. C'est pourquoi tous les intervenants, autant les élus que les groupes communautaires et les promoteurs, ont l'obligation morale de s'entendre dans ce dossier.



apcote@lesoleil.com
DROITS RÉSERVÉS

OPINION

« MON DEVOIR DE RÉSERVE »

Le Fonds de solidarité n'est pas le joujou financier de la FTQ

MICHEL ARSENAULT
L'auteur est président de la FTQ et président du conseil d'administration du Fonds de solidarité FTQ



PHOTO PATRICK SANFAÇON, ARCHIVES LA PRESSE
Michel Arsenault, président de la FTQ.

J'œuvre au sein du mouvement syndical depuis plus de 35 ans, particulièrement au sein du Syndicat des métallos de la FTQ, où j'ai commencé dans la mine sous terre de Murdochville, en Gaspésie. J'ai défendu sans relâche les travailleurs de toutes conditions, de Havre-Saint-Pierre à Sept-Îles en passant par Fermont, Contrecœur, Bécancour et Montréal. Jamais tout au long de ces années mon intégrité n'a été remise en question.

Je réalise la mince frontière, ténue, entre la perception d'un geste, d'une action, d'un comportement et la réalité. Et ce *a fortiori* lorsqu'on assume, comme j'ai le privilège de le faire depuis 14 mois, les fonctions de président de la FTQ et de président du conseil d'administration du Fonds de solidarité FTQ.

L'homme public que je suis devenu en accédant à ces fonctions comprend que ses moindres faits et gestes soient scrutés à la loupe, y compris ses vacances. Je l'accepte en toute humilité.

Aujourd'hui, avec le recul, et les remarques que j'ai notées, je sais que, de toute évidence, ce qui va changer, c'est la façon dont je vais gérer mes activités personnelles afin que le devoir de réserve qu'exige mon poste soit le mieux respecté et cela, avec qui que ce soit.

Ce qui me chagrine au plus haut point dans toute cette histoire, ce n'est pas l'image publique qui est projetée de ma personne, mais bien plutôt celle qui pourrait viser à entacher la réputation de la FTQ et du Fonds de solidarité. Le Fonds n'est pas et ne peut être le joujou financier de la FTQ. Souvenons-nous qu'il est l'émanation d'un grand visionnaire, Louis Laberge, qui a eu le courage de concrétiser un grand rêve, même en pleine déprime économique.

Il est vrai que les gouvernements investissent dans le Fonds par le biais de crédits d'impôt, mais il faut toujours rappeler qu'ils récupèrent leurs investissements dans de courts délais, deux ans pour le gouvernement du Québec. Le Fonds a mis en place dès ses débuts, et au fil des ans, des processus de vérification et de contrôle rigoureux. Il est vrai que le conseil d'administration du Fonds de solidarité est constitué d'une majorité de membres issus de la FTQ, et ce, en vertu de la loi constitutive du Fonds. Cependant, depuis le milieu des années 90, dans un souci d'amélioration de la gouvernance du Fonds, des comités décisionnels composés d'une majorité de personnes indépendantes de la FTQ pré-approuvent chacun des investissements du Fonds.

Je réalise la mince frontière entre la perception d'un geste, d'une action, d'un comportement, et la réalité.

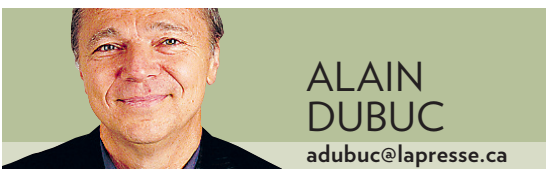
De plus, tous les membres du comité de vérification sont des externes indépendants de la FTQ et du Fonds.

J'estime quant à moi m'acquitter de mes fonctions de président de la FTQ et de président du conseil du Fonds de solidarité au mieux de mes connaissances et avec intégrité. J'ai le privilège de diriger la plus grande centrale syndicale québécoise et je continuerai à le faire avec la plus grande probité comme je me suis engagé à le faire en décembre 2007.

FORUM

Caisse de dépôt

Le mode improvisation



ALAIN DUBUC
adubuc@lapresse.ca
COLLABORATION SPÉCIALE

La semaine dernière, la ministre des Finances Monique Jérôme-Forget disait que, dans le dossier de la Caisse de dépôt, elle était sur le « mode solution ». Cette semaine, on a plutôt eu l'impression que le gouvernement Charest était sur le mode improvisation !

Pour convaincre du bien-fondé de la nomination de M. Sabia, il aurait fallu démontrer que le choix s'est fait après mûre réflexion, plutôt que sur un coup de tête.

Il est difficile de ne pas percevoir un élément de calcul politique dans la nomination de Michael Sabia à la tête de l'institution, et surtout, dans la façon dont elle a été annoncée. La séquence des événements sent la manœuvre politique à plein nez.

D'abord, une volte-face étonnante, où le gouvernement accepte que Mme Jérôme-Forget réponde aux questions de l'opposition en commission parlementaire. Et ensuite, comme par hasard, l'annonce du choix de M. Sabia quelques heures après que la ministre eut été soumise à cette séance de torture. Une nomination qui arrivait à point nommé pour faire passer à l'oubli sa prestation chancelante. Ça a fonctionné. Les manchettes ont porté sur M. Sabia, plutôt que sur Mme Jérôme-Forget. Mais à quel prix !

Cela envoie un double message. D'abord, qu'un enjeu majeur, le choix de celui qui devra redresser la Caisse, une décision qui nous lie pour longtemps, a été coloré par des considérations politiques à très court terme. Ensuite, que le processus a été court-circuité, parce qu'on n'a pas rencontré d'autres candidats, qu'on n'a pas attendu que le conseil d'administration soit pleinement constitué, et donc que la décision n'a peut-être pas été pleinement mûrie. Cela sème le doute et compromet la capacité du gouvernement Charest de répondre aux critiques à l'égard de cette nomination qui ne fait pas l'unanimité.

Il faut remettre cet accueil plus que froid dans son contexte. Le débat sur la Caisse est lourdement politisé. Plusieurs des critiques du choix de M. Sabia ont un caractère partisan évident, notamment celles de Yves Michaud, et à plus forte raison celles de Bernard Landry, maître d'œuvre de l'autre grand fiasco de la Caisse.

Mais des questions se posent. M. Sabia a une longue feuille de route, mais ce qui retient l'attention, c'est son plus récent mandat à la tête de BCE. Il est difficile de faire un bilan juste et nuancé de sa prestation, en raison de la complexité du défi qu'il devait y relever. On ne se trompe cependant pas en disant que ce n'est pas un parcours sans faute, assez pour que ce choix puisse soulever des questions.

Cependant, le malaise provoqué par sa nomination a plutôt porté sur sa triple extériorité : M. Sabia, un Ontarien anglophone, n'est pas un « pure laine », il n'est pas un financier, et il n'est pas intégré au réseau de Québec inc.

Écartons rapidement le premier élément d'inquiétude, dont l'ethnocentrisme est gênant. Par ailleurs, l'idée de mettre à la tête de la Caisse quelqu'un qui ne vient pas du monde de la finance n'est pas mauvaise ; c'est la dérive du monde financier, à laquelle la direction de la Caisse n'a pas échappé, qui a provoqué la crise. Enfin, il peut être sain de sortir du cercle du Québec inc. Si le conseil d'administration de la Caisse n'avait pas eu ce caractère de petit club complaisant, typique du Québec inc., peut-être aurait-il mieux joué son rôle de chien de garde.

La nomination de M. Sabia est un pari. Peut-être intéressant. Mais pour convaincre de son bien-fondé, il aurait fallu démontrer que le choix s'est fait après mûre réflexion, plutôt que sur un coup de tête, il aurait fallu aussi pouvoir l'expliquer. Cela, le gouvernement Charest, qui va d'une maladresse à l'autre dans ce dossier, ne l'a pas fait.



PHOTO RYAN REMIORZ, PC

MICHAEL SABIA À LA TÊTE DE LA CAISSE DE DÉPÔT FORUM@LAPRESSE.CA

UN BON CHOIX ?



PHOTO FRANÇOIS ROY, LA PRESSE

L'ancien chef de la direction de BCE, Michael Sabia, a été nommé vendredi patron de la Caisse de dépôt et placement du Québec.

>>> OUI

Le capitaine qu'il nous faut

La nomination de l'ancien grand patron de Bell Canada (BCE) à la Caisse de dépôt est une excellente nouvelle. Enfin, en plein cirque médiatique comme seul il peut y en avoir au Québec avec nos politiciens, M. Sabia est l'un des rares qui n'est pas tout excité en parlant de milliards. Il a été à la tête d'une gigantesque entreprise qui vaut plus de 30 milliards. On a clairement besoin de ce genre de capitaine pour diriger un aussi gros bateau.

Jean-Pierre Girard, Châteauguay

Ouverture d'esprit

La nomination de M. Sabia démontre notre ouverture d'esprit et la maturité de la société québécoise. Nous sommes capables d'attirer de grands talents parmi nous. Je salue ce choix et je suis très sûr que M. Sabia saura très bien s'acquitter de ses nouvelles responsabilités.

Bernard Hudon

La chance au coureur

Il n'est certainement pas facile de trouver quelqu'un pour prendre le poste de PDG de la Caisse. On peut imaginer que plusieurs gestionnaires de haut calibre préfèrent rester loin des projecteurs. Alors, c'est avec encore plus de joie que je salue la venue de M. Sabia. Éduqué à la prestigieuse Université Yale, il parle français, habite ici depuis 16 ans et reflète la nouvelle société québécoise. Une société d'ouverture où des gens de qualité désire œuvrer. Donnons la chance au coureur.

Jean Simard

Mesquin

Bernard Landry affirme que le choix de M. Sabia est plus qu'une erreur, c'est une faute. J'en suis estomaquée. Que manque-t-il à M. Sabia ? Que voulez-vous, il n'est pas né au Québec, n'a pas étudié ni travaillé uniquement au Québec et… il a une culture *canadian*. D'après M. Landry, c'est un handicap majeur pour présider une institution financière québécoise. J'ai honte d'entendre des propos aussi mesquins.

Monique Tessier, Gatineau

Une trêve

Les partis politiques pourraient-ils faire une trêve jusqu'à Pâques et cesser de s'obstiner pour un temps ? Donnez une chance à M. Sabia de faire ses preuves, suivez-le de près et s'il fait mal son travail, vous recommencerez à vous obstiner. Pendant ce temps, nous nous serons reposés de ce qui se passe à l'Assemblée nationale.

Fernande Trottier, Arthabaska

Votre jupon dépasse, M. Landry

Les remarques de Bernard Landry sont déplacées, insultantes, à saveur raciste, d'une incroyable petitesse d'esprit et particulièrement indignes d'un ex-premier ministre du Québec. Les activités de la Caisse ne se déroulent pas au fond d'une arrière-cour quelconque, mais bien sûr un échiquier mondial. Il nous faut donc un président d'envergure internationale, doté d'une vision et d'un leadership reconnus. C'est Michael Sabia qui a remis BCE sur pied et qui lui a donné cette valeur que Teachers' était prête à payer. La dégringolade des marchés en a décidé autrement. M. Landry a tout simplement oublié qu'il est, lui aussi, encore un *Canadian*. Oui, M. Landry, votre jupon dépasse…

Roger Lachance, Montréal

>>> NON

Gestion désastreuse

Je suis absolument furieuse de la nomination de Michael Sabia et cela n'a rien à voir avec le fait qu'il soit né en Ontario (il vit à Montréal depuis 16 ans et parle français, cela me satisfait). Cet homme ne connaît rien aux caisses de retraite et sa gestion de BCE a été désastreuse. M. Charest, vous n'auriez pas pu faire de pire choix. Cette nomination a de plus de forts relents politiques (Parti conservateur/Mulroney), ce que je n'aime vraiment pas. Ne venez pas me dire que personne d'autre n'était libre. J'espère que M. Sabia aura une rémunération de 1$ et aucune prime tant que la Caisse ne sera pas remise sur pied. Il a fait assez d'argent avec Bell alors que l'entreprise perdait des clients par milliers à cause de l'arrogance et de la bureaucratie de ce gros diplodocus, en plus de ses nombreuses erreurs et de son mauvais service.

Line Merrette

Mauvaise foi

Le cynisme va finir par nous tuer. La nouvelle de la nomination de Michael Sabia est un clou de plus dans le cercueil de la Belle Province. La conférence de presse donnée par Robert Tessier était pathétique, sa mauvaise foi évidente. Les Québécois ne sont pas dupes. Jean Charest doit se tordre de rire dans son manoir à Westmount. Pour des raisons multiples, la société québécoise ne cesse de se désagréger au profit de tout ce qui ne vient pas du Québec.

Sylvain Bisson

Notre bas de laine à un Ontarien !

Je trouve malheureux de voir que Michael Sabia se retrouvera à la tête de la Caisse de dépôt. Pourquoi le gouvernement Charest est-il en accord avec la décision du nouveau président du CA de la Caisse, Robert Tessier, de nommer une personne originaire de l'Ontario pour gérer le bas de laine des Québécois ? Il n'existe pas une personne au Québec qui aurait les connaissances et la capacité pour faire le travail ? Si Michael Sabia n'a pas été le champion du développement de Bell Canada, pourquoi deviendrait-il subitement la personne qui va remettre la Caisse sur les rails ? Comprenons-nous bien, je n'ai rien contre un individu qui est né à St. Catharines en Ontario. Je me demande pourquoi le gouvernement Charest ne trouve pas de candidat valable au Québec pour gérer le bas de laine des Québécois. Le Québec fait-il figure d'enfant pauvre à ce point en matière économique ?

Pierre Ouellet

Pas d'expérience

La décision du gouvernement Charest de nommer Michael Sabia à la tête de la Caisse de dépôt et placement du Québec représente tout simplement une insulte au Québec. Comment se fait-il qu'en 2009, il n'existe pas une seule personne originaire du Québec capable de diriger le bas de laine des Québécois ? Pourquoi nommer une personne comme M. Sabia qui n'a pas d'expérience de la gestion de fonds de placement ? Son bilan à Bell Canada a été une véritable catastrophe pour les employés et les actionnaires. En plus de générer un rendement nul en Bourse, son seul fait d'armes aura été de tenter de vendre au secteur privé la compagnie Bell Canada tout en sabrant massivement dans le personnel de la compagnie, ne se privant pas au passage de piger allègrement dans les goussets de l'entreprise avant de quitter. Pourquoi alors le gouvernement Charest a-t-il choisi cette personne très contestée pour diriger la Caisse ?

Monique Héroux, Armagh

POUR NOUS JOINDRE *La Presse*, 7, rue Saint-Jacques, Montréal (Québec) H2Y 1K9
VOUS AVEZ UNE NOUVELLE À NOUS TRANSMETTRE ? Écrivez-nous à **nouvelles@lapresse.ca**
VOUS VOULEZ EXPRIMER VOTRE OPINION ? **forum@lapresse.ca**

RÉDACTION (514) 285-7070 **commentaires@lapresse.ca**
ABONNEMENT (514) 285-6911 ou 1 800 361-7453 **cyberpresse.ca/abonnement**
PETITES ANNONCES (514) 987-8363 ou 1 866 987-8363 **petitesannonces@lapresse.ca**
DÉCÈS (514) 285-6816 **deces@lapresse.ca**
CARRIÈRES (514) 285-7320 **carrieres@lapresse.ca**
PUBLICITÉ (514) 285-6931

Seule la Presse Canadienne est autorisée à diffuser les informations de *La Presse* et celles des services de la Presse Associée et de Reuters. Tous les droits de reproduction des informations particulières à *La Presse* sont également réservés. ISSN 0317-9249. Le quotidien *La Presse* est publié et édité par *La Presse*, ltée dont le siège social est sis au 7, rue Saint-Jacques, Montréal (Québec) H2Y 1K9 et il est imprimé à Transcontinental Métropolitain, situé au 12 300, boulevard Métropolitain Est, Pointe-aux-Trembles, division de Imprimeries Transcontinental G.T. inc. Guy Crevier. Président et éditeur.

FORUM

VIN ET CANCER

TOUT DÉPEND DU CONTEXTE

Le vin rouge, consommé modérément, reste bénéfique pour la santé

DAVID SERVAN-SCHREIBER



L'auteur est médecin, Ph.D., professeur clinique de psychiatrie à l'Université de Pittsburgh, chargé de cours à la faculté de médecine de Lyon. Il est auteur de « Guérir et Anticancer» et directeur de www.guerir.fr

RICHARD BÉLIVEAU



L'auteur est Ph.D., chercheur en oncologie, titulaire de la chaire en prévention et traitement du cancer de l'UQAM, professeur de chirurgie et de physiologie à l'Université de Montréal. Il est auteur de « Les aliments contre le cancer» (avec Denis Gingras).



PHOTO PATRICK SANFAÇON, ARCHIVES LA PRESSE

Le vin est-il oui ou non bénéfique? C'est un dilemme devenu classique en épidémiologie: d'un côté, la sagesse populaire ancestrale, appuyée par de nombreuses études scientifiques, et de l'autre, quelques études contemporaines qui vont dans le sens opposé.

Fin février 2009, coup sur coup, une étude majeure de l'Université d'Oxford au Royaume-Uni et un rapport de l'Institut national du cancer en France ont conclu que l'alcool est cancérigène, et ce, dès le premier verre, y compris dès le premier verre de vin rouge.

Quelques jours seulement après la publication de l'étude d'Oxford et des conclusions de l'INCa, une nouvelle grande étude française, la cohorte COLOR avec près de 100 000 personnes suivies pendant 25 ans, concluait, elle, que si l'alcool en général est bien un facteur de risque pour de nombreux cancers, la consommation modérée de vin rouge protège contre un certain nombre de cancers.

De fait, des siècles de sagesse populaire et de nombreuses études scientifiques ont associé la consommation modérée et régulière de vin rouge (pendant un repas) avec une bonne santé.

Que faut-il conclure? Sur la base des études existantes, il semble clair que, dans de nombreuses circonstances, la consommation d'alcool augmente le risque de cancer. Toutefois, il n'existe pas de données suffisantes pour affirmer que la consommation modérée de vin rouge, au cours des repas, et dans le cadre d'un régime méditerranéen, est associée à un risque accru de cancer. Bien au contraire, on sait qu'elle est bénéfique contre les maladies cardiovasculaires, et il reste fort possible qu'elle le soit aussi contre le cancer.

Essayons de comprendre ce qui explique ces confusions et justifie notre prudence.

Personne ne met en doute que la consommation excessive d'alcool est dangereuse pour la santé et induit des cancers. La plus dangereuse – et là, toutes les études sont d'accord – étant la consommation dite « *binge drinking* », qui consiste à se saouler en dehors des repas.

Surtout, le contexte alimentaire modifie considérablement la réponse de l'organisme à l'alcool. On a pu documenter, par exemple, qu'un déficit en acides gras oméga-3 et un excès d'acides gras oméga-6 (typiques des régimes anglo-saxons contemporains) augmente de cinq à 10 fois la quantité de radicaux libres cancérigènes produits par la consommation d'alcool. De la même façon, plusieurs études ont montré que seules les femmes dont l'alimentation pauvre en légumes verts apporte moins de 400 microgrammes de folates par jour voient leur risque de cancer du sein augmenter avec la consommation d'alcool. Pas celles dont le régime est plus riche en folates – comme c'est le cas dans le régime méditerranéen.

L'effet protecteur du vin rouge est plus marqué s'il est consommé au cours d'un repas.

En ce qui concerne le vin rouge en particulier, son effet protecteur est nettement plus marqué lorsque celui-ci est consommé dans un contexte précis: au cours d'un repas, et particulièrement dans le cadre d'un régime méditerranéen. Ce régime alimentaire inclut de nombreux légumes riches en polyphénols, flavonoïdes, beta-carotènes et folates (entre autres composés phytochimiques favorables à la santé), et un équilibre très favorable en acides gras oméga-3 par rapport aux oméga-6.

L'étude d'Oxford ayant été faite au Royaume-Uni, on sait que ces femmes représentent une population à haut risque de cancer étant donné la forte proportion d'entre elles qui ne mangent pas une quantité suffisante de végétaux, consomment de 15 à 30 fois plus d'oméga 6 que d'oméga 3, sont pour beaucoup inactives physiquement et ont un excédent de poids.

Donc, même s'il ne faut pas prendre à la légère les résultats d'analyses aussi poussées que celles mises de l'avant par l'Institut national du cancer de France, ni les résultats d'études aussi sérieuses que celle de l'unité d'épidémiologie de l'Université d'Oxford, il faut néanmoins se rappeler que le potentiel de prévention du cancer par quelques modifications du mode de vie est beaucoup plus important (48 %) que l'augmentation du risque notée dans l'étude d'Oxford (11 %). Il faut se rappeler aussi qu'il est facile d'arriver à des conclusions erronées lorsqu'on analyse un facteur alimentaire particulier (comme la consommation de vin) en dehors de son contexte culturel et alimentaire.

On ne boit pas pour sa santé

L'alcool n'est pas un bien de consommation « ordinaire »

RÉAL MORIN, NICOLE APRIL ET CLAUDE BÉGIN

Les auteurs sont respectivement directeur scientifique et experts-conseils à l'Institut national de santé publique du Québec.

Une récente enquête d'Éduc'Alcool révèle que 66 % des Québécois appuient l'opinion selon laquelle, « pris modérément, l'alcool est bon pour la santé ». Cette perception est révélatrice du fossé qui existe présentement entre ce que les gens savent et ce que la science sait maintenant sur les liens entre l'alcool et la santé.

Les pratiques de rabais de la SAQ vont plus loin que la qualité du service à la clientèle et soulèvent des questions quant à leur concordance avec l'intérêt public.

Il est vrai que la consommation modérée d'alcool peut avoir un effet protecteur sur le diabète ainsi que sur les vaisseaux du cœur, mais, dans ce dernier cas, l'effet bénéfique n'est observé que chez les hommes d'âge mûr et les femmes ménopausées.

Depuis plus de 15 ans, la consommation d'alcool des Québécois augmente. Or, pendant que les Québécois boivent de plus en plus, on observe des baisses marquées de la consommation d'alcool dans la plupart des pays développés, dont la France et l'Italie. Au Québec, la bière constitue la principale boisson alcoolique consommée. Le vin, cependant, est de plus en plus populaire et représente la raison principale de la hausse de la consommation d'alcool.

La consommation d'alcool est banalisée. En plus d'être exposés à de l'information sur les effets bénéfiques de l'alcool, les Québécois sont inondés de messages publicitaires de boissons alcoolisées. Ils sont également invités à profiter des rabais offerts par les commerçants de bière, de vin ou de spiritueux, la plupart du temps applicables à l'achat de plusieurs bouteilles, comme si l'alcool était un bien de consommation « ordinaire ».

Un comité d'experts de l'Organisation mondiale de la santé s'est penché sur la prévention des problèmes associés à la consommation d'alcool. La prévention passe d'abord par des mesures et des règlements qui confirment que l'alcool n'est pas un produit « ordinaire ». La politique contre l'alcool au volant en est un exemple ainsi que la création d'un monopole d'État pour assurer une réglementation adéquate de la vente d'alcool.

La Société des alcools du Québec occupe donc une place essentielle. Cependant, les pratiques de rabais de la SAQ vont plus loin que la qualité du service à la clientèle et soulèvent des questions quant à leur concordance avec l'intérêt public.

Dans le même sens, la Régie des alcools, des courses et des jeux du Québec pourrait remettre en question des pratiques commerciales qui incitent directement à la consommation excessive comme les deux consommations pour le prix d'une seule, ou la bière à volonté jusqu'à 23 h.

En 2002, on estimait que la consommation d'alcool générait des coûts médicaux directs de près de 682 millions de dollars, contre des revenus de 680 millions provenant du contrôle et de la vente des boissons alcoolisées. En tenant compte de l'ensemble des coûts sociaux, l'alcool coûte plutôt quelque 3 milliards, la moitié de cette somme étant liée à la perte de productivité due à des maladies associées à l'alcool.



PHOTO MARTIN CHAMBERLAND, ARCHIVES LA PRESSE

Le vin est de plus en plus populaire et représente la raison principale de la hausse de la consommation d'alcool au Québec ces 15 dernières années.

L'alcool est un produit de consommation populaire associé au plaisir et à l'art de vivre. Cependant, on ne boit pas pour sa santé. Qu'on retienne plutôt du débat sur l'alcool et la prévention que la santé passe principalement par de saines habitudes alimentaires, un mode de vie actif, la réduction du stress, des conditions de vie décentes, des relations harmonieuses, et que le plaisir de vivre n'a pas besoin d'être toujours accompagné d'une bière ou d'une bouteille de vin à la table.

À VOS AFFAIRES

CONSO
ORGANISER
LE CIEL PAGE A22

IMPÔTS 2008

CES OUBLIS QUI COÛTENT CHER

Vous vous fiez aveuglément à votre préparateur ou à votre logiciel d'impôt ? Peut-être avez-vous raison. Et peut-être pas. Quand on ne connaît pas (au moins un peu) le fonctionnement de la machine, on n'est jamais certain de ce qui en sort. Inspection des principaux mécanismes qui produisent des réductions d'impôts.

MARC TISON

Une erreur, un oubli, et quelques dizaines, quelques centaines, et dans certains cas quelques milliers de dollars ne se matérialiseront pas. Sans que vous le sachiez.

La perte d'un crédit d'impôt est souvent due à une lacune dans les connaissances du contribuable, quand ce n'est pas à une entrevue menée trop rapidement par un préparateur surchargé.

« Souvent, le préparateur ne se donne pas la peine de questionner correctement son client », observe André Boulais, fiscaliste, associé au cabinet Boulais Derrien CGA et coauteur du guide *Réduisez vos impôts*. Ainsi, par galanterie, pudeur ou distraction, le préparateur ne demandera peut-être pas à la jeune femme qui s'assoit pour la première fois devant lui si elle a suivi un traitement pour l'infertilité…

« Si on va déposer une enveloppe et que le préparateur ne pose pas de question, il faut un peu se méfier », prévient André Boulais.

En somme, il est prudent de bien connaître les crédits auxquels vous avez droit, et de vous préparer en conséquence.

Oublis…

Les oublis les plus fréquents et les plus coûteux surviennent lorsqu'un changement important s'est produit en cours d'année. Le contribuable peut soudainement avoir droit à de nouveaux crédits d'impôts auxquels il n'avait jamais porté attention auparavant.

Jean-François Thuot, associé en fiscalité chez Raymond, Chabot, Grant, Thornton, en donne une série d'exemples.

Si une séparation s'est produite en 2008, de nombreuses déductions peuvent s'appliquer, par exemple à l'égard des frais juridiques. En outre, les déclarations de revenus des ex-conjoints seront souvent remplies indépendamment, ce qui empêche l'optimisation des déductions.

Votre fille s'installe à Sherbrooke pour ses études et rédige elle-même sa déclaration de revenus. Songera-t-elle à vous transférer les portions inutilisées de ses frais de scolarité, ou à remplir le formulaire du transfert de la contribution parentale reconnue ?

Autre exemple fréquent : vous remplissez la déclaration de revenus de votre mère, dont la maladie d'Alzheimer s'est aggravée en cours d'année. Son nouvel état l'autorise à réclamer le crédit d'impôt de personnes handicapées, mais vous l'ignorez.

Ou encore, elle a atteint 70 ans en 2008, et elle pourrait désormais déduire des dépenses pour le maintien à domicile.

Votre revenu familial a subi une baisse importante en 2008 à la suite d'une perte d'emploi et vous êtes propriétaire de votre habitation. Peut-être pourriez-vous réclamer le crédit pour impôts fonciers. Mais vous n'y songez pas parce que, au contraire d'un locataire, vous ne recevez pas de Relevé 4 de votre propriétaire.

Jean-François Thuot recommande par ailleurs la plus grande rigueur aux travailleurs autonomes qui demandent des déductions pour l'utilisation d'une voiture personnelle. Le registre des déplacements doit être soigneusement tenu à jour. « Il y a beaucoup de vérifications fiscales », rappelle-t-il. Mêmes précautions à l'endroit des déductions pour le travail à domicile. La règle de base : « Il faut que ce soit raisonnable. »

Et rappels

Pour sa part, la planificatrice financière et fiscaliste Josée Jeffrey rappelle quelques règles fréquemment négligées.

– Vous avez changé d'emploi en 2008 ou vous avez lancé une nouvelle entreprise ? Si vous avez déménagé pour vous rapprocher d'au moins 40 km de votre nouveau lieu de travail, n'oubliez pas de déduire les frais engagés.

– Certains omettent de déduire la partie non remboursée de leurs frais médicaux.

– Au Québec, les coûts des traitements esthétiques ne sont pas déductibles, mais on peut réclamer au fédéral son Botox et son blanchiment de dents, « pourvu que les services soient rendus par un médecin », précise Mme Jeffrey. « Malheureusement, ajoute-t-elle, les massages ne sont jamais admissibles. »

– Les dons de charité d'un couple doivent être regroupés dans la déclaration d'un seul conjoint.

– Les employés qui ont reçu des prestations d'assurance invalidité ou d'assurance salaire durant l'année oublient souvent de réclamer les primes qu'ils ont versées pour cette assurance. « Le contribuable peut déduire toutes les primes payées depuis qu'il est au service de cet employeur », insiste Mme Jeffrey.

– Un couple peut économiser des centaines de dollars en fractionnant la rente que l'un d'eux reçoit du régime de retraite de son ancien employeur. « Ils peuvent attribuer jusqu'à 50 % de cette rente à leur conjoint fiscal, et ce, qu'importe l'âge du conjoint », rappelle Mme Jeffrey. En équilibrant les deux revenus, ils réduisent la facture fiscale globale. Les rentes tirées d'un REER ou d'un FERR peuvent être fractionnées à partir de 65 ans.

– On ne doit pas réclamer les frais de garde pour une garderie à 7$ au Québec. Ils ne sont déductibles qu'au fédéral.

– Et surtout, « il faut toujours conserver ses reçus, aucune déduction sans cela ! »

NOTRE DOSSIER EN PAGES A20 ET A21

IL EST DE RETOUR

Nouvelles et statistiques des circuits américain et européen de la PGA, de la LPGA, des Champions et de l'AGP du Québec

LE MAGAZINE DES GOLFEURS D'ICI

LES CONSEILS DE MARIE-JOSÉE ROULEAU et JÉRÔME BLAIS

À TOUS LES ABONNÉS
Obtenez 10 % de rabais
cyberpresse.ca/privileges
CLUB PRIVILÈGES

POUR S'ABONNER EN LIGNE
editionsgesca.ca
cliquez sur publications - AGP

EN KIOSQUE DÈS MAINTENANT



REVUE GOLF INTERNATIONAL AGP

LES ÉDITIONS GESCA

IMPÔTS > NOUVEAUTÉS 2008

Chaque printemps voit éclore de nouvelles subtilités fiscales ; en voici un bouquet



MARC TISON

Crédit pour le maintien à domicile

Avec le crédit d'impôt remboursable pour le maintien à domicile, offert seulement au Québec, les personnes de 70 ans et plus peuvent déduire les frais liés à certains services personnels ou domestiques qui leur permettent de demeurer plus longtemps à la maison.

En 2008, ce crédit passe de 25 % à 30 % des dépenses admissibles. Elles sont limitées à 15 600$ par personne, et à 21 600$ pour les personnes non autonomes.

« Autre nouveauté, on tient compte du revenu individuel ou familial, souligne le fiscaliste André Boulais, du cabinet Boulais Derrien CGA. Lorsque le revenu de cette personne et de son conjoint excède 50 000$, le crédit sera réduit de 3 % de cet excédent. »

Maintien à domicile des personnes vivant en appartement

Les personnes de 70 ans qui habitent dans un immeuble locatif paient indirectement, avec leur loyer, certains services comme le déneigement et l'entretien du terrain. Revenu Québec reconnaît dorénavant ces frais comme dépenses de maintien à domicile.

À ce titre, ces personnes peuvent déduire 5 % de leur loyer mensuel, calculé sur un maximum de 600$. Ce plafond de 30$ par mois donne droit à un crédit de 30 %, soit une réduction d'impôt maximale de 9$ par mois.

De la même façon, les charges de copropriété comprennent des frais relatifs à l'entretien, eux aussi déductibles à titre de dépenses pour le maintien à domicile. Le syndicat de la copropriété doit remettre à la personne qui en fait la demande un formulaire qui indique la quote-part admissible. « Ce sont des crédits remboursables qui peuvent réduire de façon considérable l'impôt des personnes âgées », avise André Boulais

Dans tous ces cas, la personne peut également déduire toutes les dépenses engagées pour les services traditionnels d'aide à domicile.

Maintien à domicile des personnes âgées en résidence spécialisée

En 2007, l'interprétation des dépenses admissibles pour le maintien à domicile d'une personne qui paie un loyer dans une résidence pour personnes âgées a créé un capharnaüm fiscal. Le budget 2008 du Québec y a mis un peu d'ordre.

Trois tables décrivent dorénavant les dépenses admissibles selon trois situations: la personne de 70 ans qui vit seule, qui vit avec son conjoint de moins de 70 ans, ou qui vit avec son conjoint de 70 ans et plus.

« La résidence doit maintenant préciser dans un bail quel est le loyer et quels services sont couverts par ce loyer, décrit André Boulais. Selon le loyer et la situation, des sommes fixes sont allouées. Il n'y a plus d'interprétation. »

Pour plus de détails, voir la publication IN-102 sur le site de Revenu Québec.

Frais de relève payés par les aidants naturels

Nouveau crédit remboursable de 30 % au Québec pour les frais de relève payés par les aidants naturels afin de profiter d'un peu de répit. Il s'applique à un maximum de 5200$ « payé pour des services spécialisés de relève pour la garde et la surveillance », explique André Boulais.

Mais si les revenus combinés de l'aidant et de son conjoint dépassent 50 000$, le crédit est réduit de 3 % de cet excédent.

L'aidant naturel doit habiter avec la personne dont elle s'occupe, laquelle doit avoir 18 ans ou plus, être frappée de déficience grave ou prolongée, ou encore recevoir des soins palliatifs.

Service de relève bénévole

Depuis 2007, l'aidant qui reçoit des services de relève gratuits peut accorder aux bénévoles qui le remplacent un crédit d'impôt remboursable d'un maximum de 500$ chacun, jusqu'à concurrence d'un total de 1000$. Le bénévole ne doit pas faire partie de sa famille proche et devra avoir fourni 400 heures de services de relève durant l'année auprès de l'aidant naturel, précise André Boulais.

Frais d'adoption et de traitement d'infertilité

Les deux ordres de gouvernement ont adopté des mesures pour l'adoption. Au fédéral, le crédit – non remboursable – de 15 % se calcule sur des frais maximaux de 10 643$ par enfant.

Au Québec, indique Josée Jeffrey, le crédit remboursable est passé pour 2008 de 30 % à 50 % des frais d'adoption admissibles, ceux-ci étant plafonnés à 10 000$ par enfant pour un maximum de deux enfants.

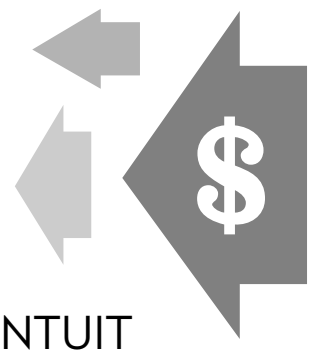
De même, au Québec, les frais pour les traitements d'infertilité font désormais naître un crédit d'impôt de 50 % plutôt que de 30 %. Le crédit ne peut excéder 10 000$.

Employés payés à commission

Les employés payés à commission peuvent réclamer certains frais de représentation. Jusqu'à l'an dernier, il fallait qu'ils aient été engagés à l'occasion d'un séjour d'au moins 12 heures à l'extérieur de la région où se trouve le lieu d'affaires. « Le Québec, depuis le 24 mars 2008, a retiré cette restriction, mais elle existe toujours au fédéral », explique le fiscaliste Jean-François Thuot.

LOGICIELS D'IMPÔTS GRATUITS

(le logiciel, pas l'impôt)



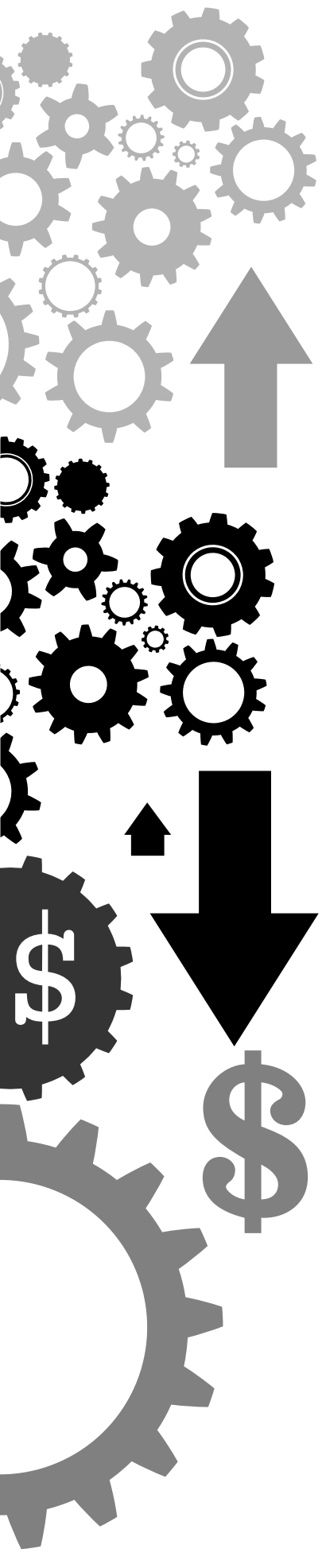
INTUIT

(ImpôtRapide) offre en ligne une version gratuite de son logiciel de déclaration fiscale, à certaines conditions – déclarations simples ou étudiants.

IMPÔTEXPERT

fait de même pour les familles à faible revenu, celles dont le revenu n'excède pas 20 000$.

Voir impotrapide.intuit.ca et **www.impotexpert.ca.**



CRÉDITS D'IMPÔT

LES INDÉMODABLES

MARC TISON

Laissez-passer de transports en commun

Au fédéral, depuis 2006, vous pouvez réclamer un crédit d'impôt de 15 % pour les laissez-passer mensuels de transports en commun des conjoints et de leurs enfants âgés de moins de 19 ans à la fin de 2008. Puisqu'il s'agit d'un crédit non remboursable, il sera peut-être préférable qu'il soit demandé par le conjoint au revenu le plus élevé.

Mais il faut produire les reçus, que plusieurs négligent de conserver avec la nouvelle carte Opus de la STM.

Droits de scolarité

Les droits de scolarité postsecondaire procurent un crédit d'impôt de 15 % au fédéral et de 20 % au Québec.

Les étudiants âgés d'au moins 16 ans au 31 décembre 2008 qui poursuivaient des études dans un établissement reconnu pour acquérir des compétences professionnelles sont également admissibles à ces crédits.

Ces frais sont d'abord déduits par l'étudiant. Une fois ses impôts ramenés à zéro, l'excédent peut être transféré aux parents. « Au Québec, depuis l'an dernier, on peut transférer au parent les droits de scolarité non utilisés par l'étudiant, ce qui n'était pas le cas avant », rappelle André Boulais.

Somme pour études

Le fédéral accorde une somme pour études, à raison de 400$ par mois pour les étudiants à temps plein et 120$ par mois pour les étudiants à temps partiel. Depuis 2006, s'y ajoute un crédit pour manuels de 60$ par mois pour les étudiants à temps plein et de 20$ pour les autres.

Pour l'ensemble de ces sommes, le crédit est fixé à 15 %. Lui aussi est transférable.

Le transfert de la contribution parentale reconnu

Votre enfant âgé de moins de 18 ans au 31 décembre poursuivait des études postsecondaires ou en formation professionnelle? Au Québec, vous pouvez réclamer 1885$ pour chaque trimestre à temps plein, pour un maximum de deux trimestres, auxquels s'applique un crédit non remboursable de 20 %. L'étudiant recevra un relevé 8 à cet effet. Ces sommes doivent être réduites de 80 % du revenu net de l'étudiant – bourses d'études mises à part.

Si l'étudiant avait 18 ans ou plus, une somme de base de 2960$ s'y ajoute.

Intérêts sur prêts étudiants

Les intérêts sur les prêts étudiants sont déductibles et procurent un crédit d'impôt non remboursable de 15 % au fédéral et de 20 % au Québec.

Ce n'est pas le cas des marges de crédit libéralement consenties par les institutions financières aux étudiants en médecine et autres domaines généreusement rémunérés. « Techniquement, les intérêts de ces marges de crédit ne sont pas déductibles, insiste André Boulais. Il faut que ce soit dans un programme de financement des droits de scolarité. »

Frais médicaux

Les frais médicaux de la famille donnent droit à un crédit de 15 % au fédéral et de 20 % au Québec. Au Québec, ils sont réduits de 3 % des revenus cumulés des deux conjoints, alors que, au fédéral, cette soustraction s'effectue avec 3 % des revenus du contribuable qui les réclame. « Au fédéral, conseille donc Josée Jeffrey, il faut demander le crédit pour les frais médicaux dans la déclaration du conjoint ayant le revenu le moins élevé. »

Les contribuables oublient souvent d'inclure dans leurs frais médicaux la prime qu'ils versent pour le régime d'assurances médicaments et santé de leur employeur. « Les employeurs sont tenus d'inscrire cette somme à la case 85 du T4, mais ce n'est pas toujours le cas, certains l'oublient », observe Josée Jeffrey.

Au Québec, une autre déduction ne doit pas être négligée: la case J du relevé 1 indique la part que l'employeur a payée pour vos assurances médicament et santé. Il s'agit au Québec d'un avantage imposable, qui s'ajoute donc à votre revenu, mais en retour, il peut être déduit à titre de frais médicaux.

Nouvelle mesure dans le budget fédéral 2008, reproduite au Québec: à compter du 27 février 2008, vous ne pouvez plus déduire les médicaments en vente libre prescrits par votre médecin – vitamines ou Tylenol, par exemple.

En 2008, le fédéral a ajouté à la liste des dépenses admissibles « les frais liés à certains appareils pour le traitement de la parole ou pour le traitement de l'équilibre, s'ils ont été prescrits par un médecin », précise Josée Jeffrey.

N'oubliez pas les honoraires du dentiste, les lentilles cornéennes et les lunettes. Au Québec, la déduction pour la monture est plafonnée à 200$, à raison d'une paire de lunettes par année et par personne, signale André Boulais. Voyant la chose d'un autre œil, le fédéral n'impose aucune bride aux montures.

Consultez la liste complète sur les sites suivants:

Fédéral: Renseignements relatifs aux frais médicaux et aux personnes handicapées (document RC4064), sur www.cra-arc.gc.ca.

Québec: Les frais médicaux (document IN-130), sur www.revenu.gouv.qc.ca.

Crédit d'impôt remboursable pour frais médicaux

Vous pensez que ce n'est pas la peine de réclamer vos frais médicaux parce que votre facture d'impôt est nulle? Erreur. Tant au fédéral qu'au Québec, les ménages à revenus modestes peuvent profiter d'un crédit d'impôt remboursable pour les frais médicaux.

Pour y avoir droit dans sa déclaration fédérale, le contribuable doit avoir touché au moins 3040$ en revenus d'emploi ou d'entreprise. Ce seuil est fixé à 2640$ au Québec.

Le crédit correspond à 25 % des dépenses admissibles, pour un crédit maximal de 1041$ au fédéral et de 1032$ au Québec.

Ces crédits sont réduits de 5 % des revenus familiaux nets qui excèdent un plafond fixé à 23 057$ au fédéral et à 19 955$ au Québec. Bref, au-delà d'un revenu familial de 43 877$ au fédéral et de 40 595$ au Québec, le crédit est nul.

Perte en capital

Tout particulièrement cette année, dit André Boulais, « il ne faut pas omettre de déclarer les pertes en capital que les gens ont réellement réalisées – et non les pertes sur papier. Ils peuvent être opposés aux gains en capital de l'année courante ou aux gains en capitaux des trois années précédentes ».

Sinon, rappelle pour sa part Jean-François Thuot, ils peuvent être reportés indéfiniment pour les opposer à un futur gain en capital.

Crédit pour la condition physique des enfants

Introduit dans le budget fédéral 2007 pour donner un nouveau souffle aux parents, le crédit pour la condition physique des enfants accorde 15 % sur les frais engagés pour un programme supervisé d'activités physiques d'un enfant âgé de 16 ans ou moins en 2008. Cette barre est haussée à 18 ans pour les enfants handicapés. Les frais sont plafonnés à 500$ par enfant, pour un crédit maximal de 75$ chacun, ou à 1000$ pour un enfant handicapé.

Il doit s'agir d'un programme hebdomadaire d'une durée de huit semaines où 90 % des activités contribuent à une meilleure endurance cardiorespiratoire. Les programmes de cinq jours consécutifs sont acceptés à certaines conditions.

L'équitation est admissible, même si elle profite surtout au cheval.

PRÉCISION SUR LES CARTES DE CRÉDIT

Une erreur s'est glissée dans le tableau sur les cartes de crédit présenté dimanche dernier. Les frais annuels de la carte Desjardins Odyssée Or sont fixés à 90$ et ceux d'une carte supplémentaire à 20$. Les frais de 130$ et 40$ indiqués s'appliquent plutôt à la carte Desjardins Odyssée Platine.

SOUS LA LOUPE

Charité bien ordonnée...

MARC TISON

Elle voulait donner de son temps. Ses épargnes y sont passées.

« En décembre 2002, je suis partie avec l'idée d'offrir bénévolement mes services dans un foyer pour 130 garçons à Lima, pendant un an », raconte Diane.

Elle ne parlait pas l'espagnol. « Je suis partie avec mon dictionnaire sous le bras, relate la philanthrope de 57 ans, d'une voix enjouée. En échange, je demandais à être logée et nourrie. Je partais seule et sans revenus sauf mes économies personnelles. »

Ces économies personnelles, elles ont bien davantage servi aux mille urgences du Hogar Santa Maria qu'à ses besoins personnels. Quand elles ont été épuisées, Diane est revenue au Québec. C'était en mai 2005, deux ans et demi après son départ.

Elle travaille depuis lors pour un salaire annuel de 30 000$. « Le temps passe. J'aurai 58 ans en mai, et je veux y retourner le plus tôt possible, dès cette année, explique-t-elle. Est-ce que je peux repartir, à la lumière de mon profil ? »

Son profil consiste en 55 000$ dans son REER, et en des épargnes non enregistrées de 10 000$. Elle possède un duplex d'une valeur de 425 000$, encore grevé d'un solde hypothécaire de 55 000$. Elle en occupe le rez-de-chaussée et touche un loyer de 830$ pour le logement à l'étage.

« Pour pouvoir vivre et surtout apporter une aide substantielle aux garçons, j'aurais besoin d'un revenu annuel de 10 000$ », précise-t-elle. Elle songe à puiser dans sa marge de crédit hypothécaire, à louer son appartement.

« Merci de m'aider à les aider ! » lance-t-elle.

La stratégie

Pour ce problème philanthropique, le nom de Nathalie Lacharité s'est imposé. La conseillère en sécurité financière est généreuse de ses excellents conseils en gestion budgétaire.

Première préoccupation : la santé. La conseillère a fait quelques recherches. Pour demeurer admissible à l'assurance maladie du Québec pendant son long séjour à l'étranger, Diane doit avoir le statut d'employée d'un OBNL canadien participant à un programme reconnu par Santé et Services sociaux Canada. Malheureusement, ce ne sera pas le cas.

Lors de son premier voyage, Diane avait souscrit une assurance pour environ 1100$. Elle ne l'avait pas renouvelée pour les deuxième et troisième années, comptant sur une chance qui lui aura en définitive souri.

Cette fois, l'assureur refuse, parce que Diane ne sera pas couverte par la RAMQ. « Leur conseil : voir si je pourrais être assurée à Lima ! » s'étonne Diane.

À titre exploratoire, Nathalie Lacharité a ajouté 1000$ au budget annuel pour tenir compte de cette préoccupation.

Où trouver ces 11 000$? Notre conseillère écarte l'épargne non enregistrée de 10 000$. « Elle servira plutôt à couvrir les frais d'organisation du départ, le billet d'avion, notamment », signale-t-elle.

Il faut chercher ailleurs. Heureusement, Diane peut s'appuyer sur du solide. « L'achat du duplex, il y a 20 ans, constitue sans doute le meilleur investissement financier qu'elle aura fait, constate la conseillère. C'est essentiellement l'actif qui lui permet de considérer ce choix de vie humanitaire aujourd'hui. »

Diane a déjà trouvé un locataire prêt à payer 850$ pour son logement. Lorsqu'elle sera à l'étranger, ses revenus de location totaliseront ainsi 20 160$ par année.

Il faudra en soustraire les dépenses d'entretien annuel de 5000$ et les intérêts hypothécaires de 3050$, dans les deux cas déductibles d'impôts. Les revenus imposables s'établiront ainsi à 12 110$, qui seront grevés d'impôts négligeables.

Il reste encore à retrancher le capital remboursé chaque année sur la marge hypothécaire, soit 3372$ à l'heure actuelle.

Diane touchera donc de son duplex un revenu net de 8738$. Il manque encore 2262$ pour boucler son budget de 11 000$.

Où les trouver ? « La solution la plus évidente est de tout simplement diminuer le remboursement de capital sur sa marge hypothécaire », répond Mme Lacharité. Il passerait ainsi de 3372$ à 1110$ par année. « Pour chaque année où le remboursement de capital est diminué de 2262$, l'amortissement s'allonge de 32 semaines, donc d'un peu plus de sept mois », a-t-elle calculé.

Diane avait plutôt songé à augmenter l'emprunt sur sa marge hypothécaire. Mais Nathalie Lacharité écarte cette avenue. Si d'aventure son séjour se prolongeait plus longtemps que prévu – ce ne serait pas la première fois –, Diane risquerait de trouver à son retour un solde plus élevé qu'à son départ, alors qu'elle s'approchera du cap de la soixantaine.

« De plus, aux yeux du fisc, cette stratégie contaminerait sa marge hypothécaire, ajoute notre conseillère. Pour éviter toute représaille fiscale, son comptable devrait extraire le montant emprunté du calcul des intérêts déductibles à payer. Comme ce montant supplémentaire n'est pas destiné à entretenir ou améliorer le duplex, les intérêts ne doivent pas être déductibles des revenus de location. »

Bref, un casse-tête à éviter.

En fait, observe Mme Lacharité, chaque année que Diane passera à l'étranger équivaut à une année de retraite. Elle ne versera aucune cotisation à son REER ou à la RRQ et elle vivra de ses actifs. À la différence qu'elle devra reprendre le collier à son retour au pays. Dans l'hypothèse qu'il s'effectuerait à 60 ans, ses épargnes REER actuelles, avec un rendement conservateur de 4 %, se monteraient alors à 62 000$. Elles pourraient produire un revenu mensuel de 300$, auquel s'ajouterait le loyer du logement du duplex. Le solde hypothécaire ne sera pas encore acquitté. « Tout porte à croire qu'elle devra se retrouver un emploi – c'est d'ailleurs son intention –, du moins jusqu'à ce qu'elle puisse bénéficier de la pension de sécurité de la vieillesse », observe Nathalie Lacharité.

« C'est un trait de mon caractère, commente l'intéressée : si je m'inquiétais pour le futur, je ne partirais pas. »

Nathalie Lacharité suggère enfin que Diane répande la nouvelle de son voyage. « Par l'intermédiaire de l'organisme Les Ailes de l'Espérance, il est possible de faire un don désigné en spécifiant qu'il est fait à l'intention du foyer Santa Maria de Lima, au Pérou. Toute somme recueillie, si modeste soit-elle, serait alors entièrement acheminée au foyer. »

Chaque dollar donné sera un dollar que Diane n'aura pas à puiser dans ses réserves. Quelques heures de plus au Pérou...

LES CHIFFRES

DIANE, 57 ANS

Revenu : **30 000$**

REER : **40 000$**

Fonds de solidarité : **15 000$**

Épargne personnelle : **10 000$**

Duplex à Montréal, valeur marchande de **425 000$**

Solde hypothécaire de **55 000$**

Revenu de location : **830$/mois**

Aucune autre dette

« Il existe d'autres façons d'exercer son altruisme. Il est possible de léguer le produit d'une assurance vie à un organisme. »



NATHALIE LACHARITÉ

Conseillère en sécurité financière

PHOTO ROBERT MAILLOUX, LA PRESSE

DILBERT



ÉCRIVEZ-NOUS !

Le cahier *À vos affaires* du dimanche traite de vos préoccupations en matière de consommation, de finances personnelles et de formation. N'hésitez pas à nous faire part de vos suggestions et commentaires.

POUR NOUS JOINDRE *La Presse Affaires*, 7, rue Saint-Jacques, Montréal (Québec) H2Y 1K9
lpa@lapresseaffaires.com

SUDOKU

					5		1	
1		4					8	
			2					
		9				4		6
				2			3	
	5			3		2		
9					7			1
				5			6	9
	4		9			3		

Niveau de difficulté : TRÈS DIFFICILE 1307

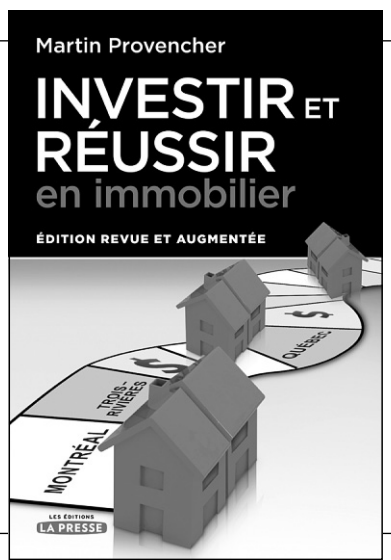
Placez un chiffre de 1 à 9 dans chaque case vide. Chaque ligne, chaque colonne et chaque boîte 3x3 délimitée par un trait plus épais doivent contenir tous les chiffres de 1 à 9. Chaque chiffre apparaît donc une seule fois dans une ligne, dans une colonne et dans une boîte 3x3.

Solution du dernier sudoku

4	5	3	1	2	8	6	9	7
9	8	6	5	7	3	4	1	2
1	7	2	4	6	9	8	3	5
6	4	7	2	3	5	9	8	1
3	2	8	9	4	1	5	7	6
5	9	1	6	8	7	3	2	4
2	3	9	7	5	4	1	6	8
7	1	5	8	9	6	2	4	3
8	6	4	3	1	2	7	5	9

Par Fabien Savary 1306

Ce jeu est une réalisation de Ludipresse. Pour plus d'informations, rendez-vous sur le site **www.les-mordus.com** ou écrivez-nous à **info@les-mordus.com**



LES **RENDEMENTS** DE LA BOURSE VOUS DÉPRIMENT ?

Martin Provencher, investisseur à succès, vous livre ses secrets et le fruit de son expérience pour **faire fructifier votre argent grâce à l'immobilier.**
ÉDITION REVUE ET AUGMENTÉE



LES ÉDITIONS LA PRESSE

EN VENTE EN LIBRAIRIE OU SUR WWW.LIBRAIRIE.CYBERPRESSE.CA

1731944A

À VOS AFFAIRES

CONSO

EN VRAC

FRANÇOIS PERREAULT, COLLABORATION SPÉCIALE

UN SOUTIEN-GORGE PERSONNALISABLE

La tendance à la personnalisation des produits atteint maintenant… les soutiens-gorge. En effet, chaque acheteuse de trois Doodle Bra, vendus 9,98 $US chacun, reçoit six marqueurs lavables de couleurs différentes, des pochoirs à motifs de soleil, de cœur, d'étoile, etc., et des suggestions de motifs présentées dans un petit cahier.



ENVOYER SES CLIENTS CHEZ LE CONCURRENT

Les 775 supermarchés belges Delhaize regretteront peut-être d'avoir supprimé 250 produits d'Unilever, résultat d'un affrontement avec la multinationale quant aux prix et au marchandisage. Selon un sondage mené auprès de 3500 clients, cette décision a incité 31 % d'entre eux à fréquenter davantage les concurrents Carrefour et Colruyt, alors que 20 % envisagent de faire de même.

STOP OU ENCORE ?

Plus d'hommes que de femmes quittent une boutique sans acheter (65 % comparativement à 39 %) ou négocient un meilleur prix (51 % comparativement à 45 %). À l'opposé, davantage de femmes (76 % comparativement à 37 %) demandent l'aide d'un employé, utilisent des coupons-rabais (75 % comparativement à 32 %) ou retournent de la marchandise (72 % comparativement à 34 %).

LES BONS COMPTES FONT LES BONS AMIS

Débat devant la caisse enregistreuse



STÉPHANIE GRAMMOND

LE PRODUIT
Une paire de gants dont le prix est réduit de 30 % au lieu des 40 % indiqués.

LE HIC
La caissière corrige l'erreur mais refuse d'accorder 10 $ de rabais supplémentaire au motif que le commerce n'adhère pas à la politique d'exactitude des prix

« Je considère que la vendeuse a eu tort. Ai-je raison? » – Lucie Létourneau

AU BOUT DU COMPTE
Comme La Baie étiquette chaque produit un à un, le commerce n'a pas à verser le dédommagement de 10 $ en cas d'erreur de facturation.

Voilà déjà sept ans que la politique d'exactitude des prix est apparue dans les commerces. Et pourtant, les erreurs d'étiquetage créent encore des débats devant les caisses enregistreuses.

L'an dernier, l'Office de la protection du consommateur a reçu 3675 demandes de renseignements à propos de l'étiquetage des produits, soit 1,6 % de toutes les demandes soumises lors de son exercice terminé le 31 mars 2008.

Près de 350 consommateurs ont réclamé un formulaire en vue de porter plainte. Certaines de ces plaintes débouchent sur des condamnations. Depuis un an, l'Office a imposé des amendes à IKEA, à Pharmaprix et à Dumoulin Électronique.

À la base, les commerçants doivent étiqueter chaque produit un à un, sauf exceptions (produits non emballés, de moins de 60 cents, etc.). Mais, depuis 2001, les commerçants peuvent se prévaloir d'une exemption générale.

Les grandes surfaces qui utilisent la technologie du lecteur optique à la caisse et le code universel des produits, souvent des pharmacies, des épiceries ou des quincailleries, peuvent afficher le prix de vente uniquement sur la tablette. Mais, en cas d'erreur, le caissier doit corriger le prix et offrir un dédommagement de 10 $ au client, ou alors offrir le bien gratuitement si son prix est inférieur à 10 $.

Mme Létourneau a voulu se prévaloir de cette mesure lors de l'achat d'une paire de gants chez La Baie. La caissière lui a accordé une remise de seulement 30 %, alors que la cliente avait pris les gants dans un étalage affichant des soldes de 40 %.

Se rendant compte de l'erreur, la caissière a corrigé le prix de vente. Mais elle n'a jamais voulu accorder les fameux 10 $ de dédommagement. « Je considère qu'elle a eu tort. Ai-je raison? » demande notre lectrice.

Eh bien, non! Comme La Baie étiquette chaque produit, elle n'a pas à dédommager la clientèle en cas d'erreur. « Il y a déjà un coût à l'étiquetage de chaque produit », explique le directeur du magasin.

Débats dans les commerces

Par ailleurs, l'exactitude des prix suscite aussi des débats dans les commerces qui adhèrent à cette politique, comme le signale M. Matte, un autre lecteur de *La Presse Affaires*.

À la caisse d'un IGA, le client qui le précédait a souligné à la caissière qu'elle ne lui avait pas accordé pas le rabais indiqué sur la tablette. Mais la caissière lui a répondu que le rabais n'était valable que pendant un temps limité.

« Je lui ai fait remarquer que le commerçant devait respecter son affichage. Le client qui me suivait était du même avis », relate M. Matte.

Malgré les arguments de la file de clients qui patientaient, l'employée a refusé de plier, soutenant que l'étiquette précisait la « date de péremption du rabais » et qu'on avait simplement omis de l'enlever. Simple erreur humaine.

« La caissière n'a peut-être pas utilisé le bon ton, mais elle avait raison », assure Anne-Hélène Lavoie, porte-parole d'IGA.

Les règles sont claires : lorsqu'un bien est soldé pour une période déterminée et que le commerce omet de retirer l'étiquette à la fin du solde mais modifie le prix dans la caisse, c'est le prix courant qui s'applique. « Quand il y a une date précise pour la fin du rabais, automatiquement on est protégés », dit Mme Lavoie.

Morale de cette histoire : consommateurs, lisez les petits caractères sur les affiches!

Vous êtes tombé dans un piège? Vous souhaitez dénoncer des pratiques commerciales douteuses? Faites-nous part de vos problèmes de consommation. Écrivez-nous en fournissant vos coordonnées. Notre adresse :

À VOS AFFAIRES
La Presse / Rédaction, 7, rue Saint-Jacques, Montréal, Québec, H2Y 1K9
Notre courriel : avosaffaires@lapresseaffaires.com
a/s Stéphanie Grammond, Journaliste, La Presse Affaires, 514-285-7070

PRODUIT EN QUESTION



Alli est-il l'allié de ceux qui veulent maigrir ?

FRANÇOIS PERREAULT
COLLABORATION SPÉCIALE

Lancé en 1999 et vendu à l'origine sur ordonnance, le médicament Orlisat est désormais autorisé en vente libre. Roche le commercialise sous le nom Xénical, alors que GlaxoSmithKline le met en marché sous la marque Alli, indiquant qu'il « aide les gens à perdre 50 % plus de poids qu'un simple régime ».

Il s'agit effectivement d'une pilule qui empêche le pancréas de sécréter l'enzyme pancréatique lipase, responsable de la digestion des lipides. Le principe de fonctionnement est fort simple : s'il n'y a pas de digestion, le corps n'absorbe ni gras ni calories.

« Toutefois, l'effet secondaire peut être une diarrhée appelée stéatorrhée ; les selles contiennent des matières grasses, explique Jacinthe Côté, nutritionniste. Pour éviter de souffrir de cet inconvénient, il faut se priver d'aliments très nutritifs comme les poissons gras et les noix. Cela limite alors l'apport alimentaire en minéraux et en vitamines liposolubles (A, E, D et K). De plus, cela va à l'encontre des recommandations qui veulent que 30 % de notre apport énergétique provienne des matières grasses. »

Jacinthe Côté se dit donc préoccupée par le fait qu'un tel médicament soit en vente libre et qu'il nécessite un régime serré afin d'être efficace. « À la longue, son usage risque d'entraîner chez les utilisateurs des carences nutritionnelles importantes. Comme plusieurs produits destinés à la perte de poids, cette pilule n'encourage pas les changements alimentaires nécessaires et l'adoption de meilleures habitudes de vie. »

L'AFFAIRE EST DANS LE SAC

Organiser le ciel

MARC TISON

L'appel est arrivé lundi dernier, au lendemain de notre chronique sur le nouveau design du boîtier de commande d'automatisation d'Hydro-Québec.

Le citoyen qui a vu apparaître devant chez lui le premier boîtier nouveau genre a appelé *La Presse* pour dénoncer tout l'équipement industriel qui l'accompagne encore, de haut en bas du poteau.

C'est tout le problème du transport d'électricité par voie aérienne plutôt que souterraine. En attendant l'idéal coûteux d'un réseau de distribution enfoui, une étudiante de l'École de design industriel de l'Université de Montréal a proposé une réponse intermédiaire mieux intégrée. Elle a participé à la mise au point du boîtier et a décidé, pour son projet de fin d'études de premier cycle, d'élargir la réflexion. Elle a eu sa première prise de conscience en regardant par la fenêtre de sa chambre : on y voyait un poteau d'électricité chargé comme un arbre de Noël gothique. Elle s'est rapidement aperçue que le problème dépassait Hydro-Québec. Une proportion de plus en plus importante des fils et accessoires aériens servent aux télécommunications – téléphonie et télévision haute vitesse, câblodistribution, etc. S'y ajoutent encore les panneaux de signalisation urbains et les feux de circulation.

« Il n'y a aucune coordination, ça devient une cacophonie », dit Tatjana Leblanc, professeure à l'École de design industriel et tuteure du projet de fin d'études.

Pour y mettre un peu d'harmonie, Yolaine Turcotte a imaginé un système modulaire dont l'élément de base est un lampadaire en aluminium. À son sommet s'enfiche une rallonge amovible pour la distribution de l'électricité et des télécommunications. Le système pourrait ainsi s'implanter par étapes. « L'idée était d'y aller de façon graduelle, en conservant la position des poteaux actuels », explique l'étudiante.

Le lampadaire surmonte une base élargie où seraient cachés les dispositifs des différents utilisateurs – commande des feux de circulation… ou d'automatisation électrique, par exemple. La hampe du lampadaire et le mât de distribution sont creux et peuvent donc accueillir les fils en toute discrétion.

Cette base, qui permettrait une future connexion souterraine, est revêtue d'un caoutchouc suffisamment épais pour qu'on puisse y agrafer les annonces de minet perdu ou de vente-débarras. « C'est une communication de quartier qui va demeurer », observe Yolaine Turcotte.

Au lieu d'être suspendus sur des traverses comme sur un séchoir à linge, les fils se fixent directement au mât, l'un au-dessus de l'autre, avec « des connecteurs étanches à déclenchement contrôlé en cas de verglas », explique-t-elle. Ils traversent ainsi le ciel comme une portée musicale, plus discrète que l'actuelle résille tendue au-dessus de la rue.

Dans la proposition de Yolaine Turcotte, les transformateurs ne sont plus accrochés en grappe mais enfilés sur le mât comme des tomates sur une brochette. Le mât de distribution et l'ensemble des fils ont la même couleur claire afin de mieux se fondre dans le décor.

Les problèmes techniques ne sont pas réglés, tant s'en faut. Le projet est teinté d'idéalisme. Mais la réflexion de Yolaine Turcotte a le – grand – mérite de s'attaquer au problème dans une vision globale qui tient compte de la majorité des enjeux. « On y trouve souvent des occasions d'innovation inespérées », assure l'étudiante, qui fait maintenant des études de maîtrise. Elle prépare une demande de subvention dans le but de poursuivre son étude avec une équipe pluridisciplinaire.



Lampadaire polyvalent, avec mât amovible pour la distribution de l'électricité et des télécommunications.



La situation actuelle.



Avec la proposition de Yolaine Turcotte.